

60 millions de consommateurs

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION

Essai**BALAIS,
TRAÎNEAUX**Les meilleurs
aspirateurs**Enquête****Compte formation**Des surfacturations
pour le permis B !**Pratique****SUPERÉTHANOL**Tout sur ce carburant
deux fois moins cher**Essai****CÉRÉALES, MUESLIS,
GÂTEAUX, BISCUITS**Les moins sucrés,
les plus riches en fibres

APPAREILS AUDITIFS Exigez plus !

**Étude****Chez les audioprothésistes**

- Des devis très incomplets
- Des écarts de prix importants

QUI SOMMES-NOUS ?

60 Millions de consommateurs et son site 60millions-mag.com sont édités par l'Institut national de la consommation (INC) ; établissement public à caractère industriel et commercial dont l'une des principales missions est de « regrouper, produire, analyser et diffuser des informations, études, enquêtes et essais » (art L. 822-2 du code de la consommation).



NOS VALEURS

INDÉPENDANCE

Nous n'acceptons aucune publicité et tous les produits testés sont achetés par nos soins, de manière anonyme, comme tout consommateur.

EXPERTISE

Nos journalistes-enquêteurs travaillent en étroite collaboration avec les ingénieurs, les juristes et les économistes de l'INC pour une information fouillée et experte.

PROXIMITÉ

Le réseau 60, c'est plusieurs milliers de contacts par mois : messages des lecteurs, des abonnés à notre page Facebook, à nos fils Twitter, les contributions au forum. Des échanges qui enrichissent nos contenus en continu.

Essais mode d'emploi

Tous les tests de produits réalisés par notre centre d'essais comparatifs répondent à des cahiers des charges complets, définis par les ingénieurs de l'INC, qui s'appuient sur la norme des essais comparatifs NF X 50-005. Ces essais ont pour but de comparer objectivement les produits (qui ont tous été achetés de manière anonyme) et, le cas échéant, de révéler les risques pour la santé ou la sécurité. Les informations publiées, en particulier essais comparatifs et études, ne peuvent faire l'objet d'aucune exploitation commerciale ou publicitaire. Toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'autorisation de l'INC.

Dans les coulisses de 60



Bien aspiré ?

Après un et cinq passages (allers-retours) de la tête d'aspiration (mouvement réalisé sur banc d'essai automatisé), le réservoir à poussière est retiré et pesé. La capacité de dépoussiérage est donnée par le rapport (en %) entre la quantité de salissures enlevée et la quantité de salissures répartie.

73,9% des visites faites par nos panélistes en vue de se faire appareiller ont été réalisées par un audioprothésiste bien identifié. Pour la part restante, il ne leur a rien été précisé.

C'est, de loin, notre article sur 60millions-mag qui vous a fait le plus réagir, cet été, sur les réseaux sociaux ! À l'heure où les pommes de terre surgelées se font un peu plus rares en magasin. Ceci n'est pas lié à une pénurie de patates, mais au manque d'huile de tournesol entrant à hauteur de 5 % dans la composition des préparations industrielles.



RETROUVEZ-NOUS

en direct ou en podcast dans l'émission « Grand bien vous fasse », animée par Ali Rebeih, le 1^{er} septembre sur France Inter. Nous y parlerons de la folie des produits à faire soi-même (cosmétiques, produits ménagers...).



LES CÉRÉALES À L'ÉPREUVE

Mesures en laboratoire de l'index et de la charge glycémiques de 24 produits du petit déjeuner de notre test. Analyse réalisée via la méthode Englyst (*in vitro*). 100 grammes de chaque variété de céréales ont été nécessaires pour réaliser ces mesures. Une étude des compositions a aussi été menée.



SYLVIE METZELDARD
Rédactrice en chef

Faites-vous entendre !

Parce que l'on ne comprend plus très bien ce qui se dit dans les repas de famille, au cinéma, en réunion... on finit par se faire porter pâle plus souvent qu'à son tour et s'isoler. C'est ce que l'on appelle un retrait social progressif qui touche un grand nombre de personnes souffrant de troubles de l'audition. Parmi les effets insoupçonnés de ce type de handicap, en plus de nuire à la sociabilité, on peut aussi ajouter la fatigue, le stress, un déclin cognitif chez les personnes âgées... Ce n'est donc pas à prendre à la légère.

« **S'équiper, c'est parfait, mais sommes-nous bien orientés à l'heure du choix ? Pas toujours, des progrès restent à faire !** »

Selon une récente étude de l'Inserm, un Français adulte sur quatre subirait une déficience auditive. La bonne nouvelle est que l'on s'équipe de plus en plus. Il y a eu +62 % de personnes appareillées, au premier semestre 2021, par rapport à la même période en 2019. Merci au 100 % Santé même si, à l'arrivée, le matériel choisi n'est pas forcément (loin de là) celui du 0 reste à charge.

S'équiper, c'est parfait, mais sommes-nous bien orientés quand sonne l'heure du choix ? C'est ce que nous avons voulu savoir en testant des audioprothésistes avec des clients mystère souffrant de presbycusie.

Si, dans l'ensemble, nos panélistes se sont montrés satisfaits des conseils prodigués, la réalité est un peu moins rose. Devis très incomplets, fiche technique obligatoire pas forcément jointe au devis, reste à charge mal indiqué... Des progrès demeurent à faire. D'où nos recommandations : demander plusieurs devis, veiller aux fausses promotions mais aussi au niveau de technicité rapporté au prix du produit... Une mauvaise audition ne doit plus être une fatalité mais il ne faut pas se limiter à écouter un seul professionnel. Faites-vous entendre ! •



RESTONS CONNECTÉS !



60millions-mag.com

- Pour puiser davantage d'infos conso au quotidien
- Un forum pour vous exprimer
- Les rappels de produits à connaître



/60millions
deconsommateurs

Pour suivre, partager les travaux de «60», réagir à des infos insolites, partager une expérience...



@60millions

Le fil du consommateur averti.

@alerte_rappel60

Pour être prévenu tout de suite des gros rappels de produits.



MENSUEL ÉDITÉ PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION
(Établissement public à caractère industriel et commercial)
Le Polaris, 76 avenue Pierre Brossolette, 92240 Malakoff
Tél. : 01 45 66 20 20
www.inc-conso.fr

Directeur de la publication :
Philippe Laval

Rédactrice en chef : Sylvie Metzeldard

Rédactrice en chef déléguée (hors-série) : Adeline Trégouët

Rédacteurs en chef adjoints :
Hervé Cabibbo (mensuel)
Sophie Coisne (hors-série)
Élodie Toustou (Web)

Directrice artistique :
Véronique Touraille-Sfeir

Secrétaire générale de la rédaction : Martine Fédor

Rédaction
CHEFS DE RUBRIQUE :
Patricia Chairopoulos, Adrian de San Isidoro, Fanny Guibert, Lionel Maugain, Amine Meslem (hors-série), Adélaïde Robert

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION :
Bertrand Loiseaux et Jocelyne Vandellos (premiers secrétaires de rédaction), Mireille Fenwick

MAQUETTE :
Valérie Lefeuve (première rédactrice graphiste), Guillaume Steudler

RESPONSABLE PHOTO :
Céline Derœux

SITE INTERNET :
www.60millions-mag.com
Matthieu Crocq (éditeur Web), Laura Hendrikx (rédactrice), Brigitte Glass (relations avec les internautes)
redactionweb@inc60.fr

Diffusion :
William Tétrel (responsable), Gilles Taillandier (adjoint), Valérie Proust (assistante)

Relations presse :
Anne-Juliette Reissier-Algrain,
Tél. : 01 45 66 20 35

Chef du centre d'essais comparatifs :
Christian de Thuin

Cheffe du service juridique, économique et de la documentation :
Patricia Foucher

Contact dépositaires, diffuseurs et réassort : Promévente,
Tél. : 01 42 36 80 84

Service abonnements : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex
Tél. : 01 55 56 70 40

TARIFS DES ABONNEMENTS ANNUELS
11 numéros mensuels + Spécial impôts : 49 € ; étranger : 62,50 €.
11 mensuels + Spécial Impôts + 7 hors-séries : 83 € ; étranger : 108 €

Photogravure : Key Graphic
Impression : groupe Maury

Imprimé sur papier : Leipa Lux



Origine du papier : Schwedt/Oder, Allemagne
Taux de fibres recyclées : 100 % recyclées
Certification : PEFC
Eutrophisation : 0,08 kg/tonne
Distribué par : MLP

Dépôt légal : septembre 2022
Commission paritaire : 0922 K 89330
ISSN : 1267-8066

Ce numéro comporte un encart d'abonnement sur une partie du tirage.


 Carton
rouge

Cuisines équipées

Les livraisons aléatoires d'Ixina

La promesse

Livrer une cuisine équipée dans un délai moyen de deux mois après commande.

Le constat

Certains doivent patienter plus de six mois avant de recevoir leur cuisine.

La conséquence

Des clients réclament soit des compensations, soit la résolution du contrat.

Vous, votre vie, vos rêves : nous mettons tout ça dans votre cuisine Ixina », vante une réclame du cuisiniste allemand, qui compte 180 magasins franchisés dans l'Hexagone. Mais parfois, le rêve peine à se concrétiser. Après deux mois d'attente, Monique Pinsart, 68 ans, reçoit sa nouvelle cuisine payée 8 000 €. Elle tombe des nues : « Il manquait le four, les plaques, quelques meubles de rangement et l'évier n'était pas conforme à la commande ».

DES LIVRAISONS AU COMPTE-GOUTTE

Malgré ces éléments manquants, l'artisan sous-traitant décide de réaliser la pose des éléments livrés. Manque de chance : la scie sauteuse tombe de ses mains et détruit le plan de travail réalisé sur mesure ! Au bout du compte, seuls la hotte aspirante, le lave-vaisselle et une poignée de rangements sont correctement installés. Le reste arrivera, au compte-goutte, entre avril et juillet. Soit presque quatre mois après la date de livraison, qui était prévue en mars. Et elle n'est pas la seule. Sur Internet, de nombreux témoignages pointent les retards de livraison du cuisiniste. Les causes évoquées sont multiples : casse pendant le transport ou la pose des équipements, produits envoyés non conformes à la commande... « N'en pouvant plus de vivre dans un chantier et cuisiner avec un réchaud, j'ai fini par monter moi-même ma cuisine ! », nous raconte de son

côté Nicolas. L'entreprise était d'accord pour poser les équipements, à condition qu'il accepte un plan de travail réalisé aux mauvaises dimensions.

Interrogée, la directrice générale d'Ixina France, Élodie Coutand, tente d'expliquer : « Avec la pénurie de composants électroniques, des équipements électroménagers sont parfois expédiés en retard. Malgré ces problèmes, on essaie de livrer nos clients dans un délai maximum de trois mois après la commande. » Et d'ajouter : « L'année 2021 a été exceptionnelle : on est passé de 50 000 à 55 000 cuisines commandées en un an. Cette forte demande a peut-être mis en difficulté certains de nos franchisés. »

COMMENT RÉAGIR ?

Si la date de livraison indiquée dans le contrat n'est pas respectée, envoyez une lettre recommandée avec avis de réception au magasin dans lequel la cuisine a été achetée et au siège, à Ixina France, Roissy Pôle Le Dôme Aéroport CDG, 5 rue de la Haye, BP 10 990, 95 731 Roissy CDG Cedex. Dans les deux courriers, mettez en demeure Ixina d'effectuer la livraison complète de votre cuisine sous trois semaines. Passé ce délai, et si l'entreprise ne s'est pas exécutée, demandez la résolution du contrat dans un autre pli envoyé aux deux entités. Dès réception de la lettre, le contrat est cassé. Ixina dispose ensuite de 14 jours maximum, pour rembourser la totalité des sommes versées. ●

ADRIAN DE SAN ISIDORO



CE QUE DIT LA LOI
Article L. 216-1 du code de la consommation (pour les contrats conclus à partir du 1/01/2022) : « Le professionnel délivre le bien [...] dans le délai indiqué [...], sauf si les parties en conviennent autrement [...]. À défaut [...] d'accord quant à la date [...] de fourniture, le professionnel délivre le bien [...] au plus tard trente jours après la conclusion du contrat. »



Pour accéder directement à votre article
CLIQUEZ sur son **titre** ci-dessous

page précédente



page suivante



Pour revenir au sommaire CLIQUEZ sur



SOMMAIRE

N° 584 / OCTOBRE 2022

DIRE / RÉAGIR / REVENIR

Le regard de «60» sur l'actualité de la consommation	p.6
La bataille du camembert de Normandie continue.....	p.6
Amazon pollue toujours plus.....	p.6
Iberdrola : par ici la sortie.....	p.6
Le flou se dissipe autour des dates limites alimentaires.....	p.7

À la une

Prothèses auditives

Osez plusieurs devis.....	p.8
Assurance : Quels points de vigilance ?	p.15

ALIMENTATION & SANTÉ

Toutes les infos sur la nutrition, les problématiques de santé, la beauté	p.16
Zoom	
Ni blanc, ni rouge, ni rosé : Le vin orange est à la mode.....	p.18
Essai	
Petit déj' et goûter : Mieux vaut opter pour les mueslis.....	p.19
Enquête	
Tests en ligne : Le juteux business des surdoués.....	p.26
Enquête	
Tutoriels beauté : Une pratique à risque.....	p.29
Pratique	
Pédicurie-podologie : Vos pieds réclament de l'attention.....	p.30

ÉQUIPEMENT & LOISIRS

Toutes les infos sur l'équipement de la maison, le high-tech, les transports et les loisirs	p.32
Essai	
Aspirateurs : Plutôt traîneau ou balai ?.....	p.35
Enquête	
Auto-écoles : Les tarifs à deux vitesses du permis B.....	p.42
Pratique	
Carburant : 10 questions autour du superéthanol.....	p.44
Pratique	
Vélo cargo : transport d'enfants en toute sécurité.....	p.47

ARGENT & LOGEMENT

Toutes les infos sur la gestion de vos dépenses, votre habitation et vos droits de consommateur	p.48
Enquête	
Biofioul : Pour qui, pour quoi ?	p.50
Enquête	
Crédit immobilier : Comment faire passer son dossier ?	p.54
Observatoire de l'inflation	
Belle flambée des pellets.....	p.57
Pratique	
Assurances : Résilier son contrat dans les règles.....	p.58
Coaching	
Arnaque à la carte bancaire : Comment se faire rembourser ?	p.60



Courriers, courriels,

Vos coups de gueule, vos questions, nos réponses.....	p.62
---	------

La flèche de Madame 60

Ignorance crasse.....	p.66
60 secondes pour retenir l'essentiel	p.67

Retrouvez-nous
chaque samedi
dans "franceinfo: conso"

à 15h50, 17h50 et 21h20

sur **franceinfo:**
radio . web . tv canal 27

Vous voulez vous abonner : **voir page 53**

Vous recherchez un article
ou un ancien numéro :
voir page 28
ou www.60millions-mag.com

Le programme des émissions
Consomag diffusées sur France 2,
France 3, France 4, France 5
et France Info : **voir page 56**

DIRE RÉAGIR REVENIR

LE REGARD DE «60» SUR L'ACTUALITÉ DE LA CONSOMMATION

par PATRICIA CHAIROPOULOS, ADRIAN DE SAN ISIDORO, FANNY GUIBERT ET ADÉLAÏDE ROBERT

Lobbying actif La bataille du camembert de Normandie continue !

À ce jour, seul le camembert bénéficiant d'une appellation d'origine protégée (AOP) peut s'afficher « camembert de Normandie » ; depuis 2021, la mention « fabriqué en Normandie » n'existe plus.

Mais le Syndicat normand des fabricants de camembert – comptant dans ses rangs le géant Lactalis – a saisi le Conseil d'État pour assouplir la loi. Il souhaite pouvoir qualifier de « fabriqué en Normandie » des fromages ne respectant pas strictement le cahier des charges AOP. Requête refusée, en juillet dernier, par l'institution : elle rappelle, notamment, que les appellations AOP sont « protégées contre toute autre pratique susceptible d'induire le consommateur en erreur quant à la véritable origine du produit ». Jusqu'à la prochaine attaque des grands fromagers... ●



Un engagement intenable ? Amazon pollue toujours plus



Ne plus émettre le moindre gramme de dioxyde de carbone (CO₂) en 2040 : c'est l'objectif que s'est fixé le commerçant en ligne Amazon, pour préserver l'environnement. Mais, dans son rapport annuel consacré à la durabilité, la multinationale concède avoir augmenté ses émissions de carbone de 18 %

en 2021 et produit environ 70 millions de tonnes de CO₂. Soit davantage que le total des gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère par le Portugal en 2019 ! Autant dire que le nouveau patron d'Amazon, Andy Jassy, a du pain sur la planche, s'il veut rectifier la trajectoire carbone de son entreprise. ●

Choquant Iberdrola : par ici la sortie !

Mauvaise surprise pour les 14 000 clients du fournisseur d'énergie Iberdrola qui leur a annoncé, mi-août, que leur contrat à prix fixe arrivant à échéance en octobre ne sera pas renouvelé. Il les invite à changer sans tarder de fournisseur. Iberdrola dit ne pas vouloir répercuter des hausses de prix extrêmement élevées. Les clients ont effectivement intérêt à ne pas renouveler un contrat avec un nouveau prix exorbitant. Pour l'électricité, mieux vaut revenir au tarif réglementé. Pour le gaz, il n'est plus possible d'y revenir mais les clients peuvent s'orienter vers des contrats indexés sur le tarif réglementé.

Une telle attitude n'en est pas moins problématique. Un grand acteur de l'énergie n'est plus capable de proposer un contrat. Il laisse à d'autres le soin de le faire et à ses clients le soin de se débrouiller. Ceux dont les contrats arriveront à échéance en novembre et décembre subiront probablement le même sort. ●



Chasse au gaspi

Le flou se dissipe autour des dates limites alimentaires

En annonçant la suppression des dates limites de consommation d'environ 500 produits, le supermarché britannique Waitrose relance le débat sur la lutte contre le gaspillage alimentaire.

De l'autre côté de la Manche, la chaîne de supermarchés Waitrose s'est engagée, cet été, à supprimer la mention « *best before* » - l'équivalent de notre « À consommer de préférence avant » sur près de 500 références. Il s'agit surtout de produits frais sous emballage comme les fruits et légumes. Cette décision antigaspi commence à se généraliser un peu partout en Europe.

CONFUSION ENTRE DLC ET DDM

Rappelons qu'en France, nous jetons en moyenne 30 kg de nourriture par an, dont 7 kg d'aliments encore emballés, d'après une étude de l'Agence de la transition écologique (Ademe) de 2016.

En cause, notamment : la confusion fréquente entre la date limite de consommation (DLC) qui concerne les produits fragiles comme la viande et le poisson, et la date de durabilité minimale (DDM).

Appliquée aux aliments peu périssables (biscuits, riz, pâtes, conserves, confitures, café, etc.), cette dernière, contrairement à la DLC, ne présente aucun risque sanitaire à être dépassée ; le seul inconvénient peut résider dans un changement des quali-

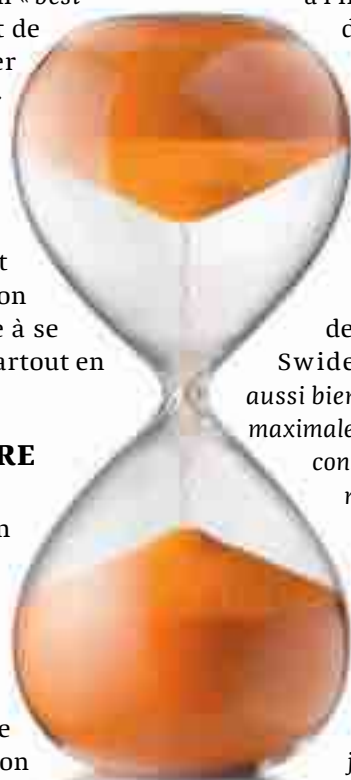
tés sensorielles et nutritionnelles du produit (texture, goût, teneur en vitamines...).

En fait, les enseignes hexagonales, à l'instar de Système U ou de Carrefour, jouent déjà sur ces dates.

« Nous les avons allongées sur environ 500 produits de notre marque, explique le directeur responsabilité sociale des entreprises (RSE) de Carrefour, Bertrand Swiderski. Cela concerne aussi bien les dates de durabilité maximales que les dates limites de consommation sur des denrées comme le beurre demi-sel, les pâtes à tarte ou le jambon : des tests de vieillissement microbiologiques et organoleptiques nous ont permis de repousser cette DLC de sept jours en moyenne. » Il en est de même du côté de l'enseigne Système U, avec l'augmentation, voire la suppression, de certaines dates sur près de 225 produits depuis 2018.

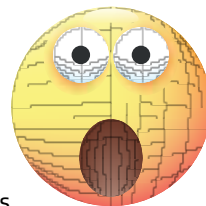
SUPPRIMER LES DATES DE DURABILITÉ MINIMALES

En effet, une loi européenne autorise la suppression des DDM sur le sucre, le sel, le vinaigre et les confiseries. Encore trop peu pour réduire le gaspillage alimentaire... À quand la disparition totale des DDM ? ● P. C.



Rectificatif

Les lessives au bon prix



Suite à un problème interne de traitement des données, les prix attribués aux lessives testées dans le numéro 583 ne sont pas les bons. Nous vous prions de nous excuser. Voici les prix indicatifs (relevés au moment de l'achat) et le coût d'un lavage pour chaque lessive. Ce coût à l'unité a été estimé à partir du nombre possible de lavages par produit, selon les données des fabricants.

Lessives liquides. Maison verte BioActive (8,49 €, 0,33 €) ; Uni vert Marque Repère E.Leclerc (6,59 €, 0,15 €) ; Apta (4,56 €, 0,15 €) ; L'Arbre vert (8,79 €, 0,26 €) ; Rainett Aloe vera (8,29 €, 0,28 €) ; Ariel D'origine végétale (9,95 €, 0,36 €) ; X-Tra Total 3 + 1, savon de Marseille & Aloe vera (6,40 €, 0,15 €) ; Ariel Power Alpine (10,99 €, 0,35 €) ; Persil au savon de Marseille (5,78 €, 0,19 €) ; Omo Essences naturelles (8,75 €, 0,22 €).

Lessives en doses. Xéor Marque Repère E. Leclerc (7,41 €, 0,25 €) ; Maison verte Aux huiles essentielles (5,50 €, 0,28 €) ; L'Arbre vert Savon végétal (7,15 €, 0,33 €) ; Skip Capsules 3 en 1, sensitive (6,90 €, 0,27 €) ; Carrefour Lessive mono-doses (4,35 €, 0,18 €) ; Ariel All in 1 pods (11,35 €, 0,42 €) ; Étamine du lys Blanc & couleurs claires (8,70 €, 0,29 €) ; Persil Eco pack au savon de Marseille (5,68 €, 0,30 €) ; Super Croix Aromathérapie essentielle (6,45 €, 0,25 €) ; La marque en moins Maxi pack (20,90 €, 0,50 €). Ce souci rencontré sur les prix n'affecte pas nos classements de produits qui restent inchangés. ●

Pan sur le bec

Accor condamné

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), le gendarme des données personnelles, a infligé 600 000 € d'amende au groupe hôtelier Accor. Son tort principal ? Abonner à une newsletter les clients qui réservaient une chambre par Internet ou auprès du personnel d'un hôtel... sans demander leur accord. ●

À LA UNE

Prothèses auditives

Osez plusieurs devis

D'un audioprothésiste à l'autre, la qualité relationnelle fait le grand écart, mais les prix et les modèles d'aides auditives proposés aussi. Pour choisir en connaissance de cause, n'hésitez pas à demander des devis dans diverses boutiques – et des devis complets !

Avec l'arrivée du 100 % Santé, il est désormais possible d'acquérir des prothèses auditives sans reste à charge. De quoi attirer les plus récalcitrants et impulser une nouvelle dynamique de marché. De fait, les boutiques audio ont poussé comme des champignons et, avec plus de 360 000 personnes équipées au premier semestre 2021 (+ 62 % par rapport à la même période en 2019), l'impact sur le taux d'appareillage a dépassé tous les espoirs.

DES INDICES DE SUR-APPAREILLAGE

Le taux français atteint presque celui du Danemark, le plus élevé d'Europe. Une mission conjointe de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) a d'ailleurs noté, dans un rapport publié en janvier 2022, des indices de sur-appareillage. Elle pointe des « pratiques opportunistes » et un risque de dérapage, tandis que l'Assurance

maladie suspecte des fraudes. Paradoxalement, les dérives ne consisteraient pas seulement à proposer *larga manu* des appareillages « 100 % Santé », dits aussi de classe 1, sans reste à charge. Une vaste enquête de la Répression des fraudes menée auprès de 700 opticiens et audioprothésistes a même plutôt mis en lumière des pratiques pouvant détourner les consommateurs de l'offre 100 % Santé...

Dans ce nouveau contexte, nous avons souhaité comparer la qualité des informations et devis délivrés dans différentes enseignes et regroupements d'audioprothésistes indépendants.

NOS PANÉLISTES : DE VRAIS PATIENTS

➤ Nous avons envoyé 19 enquêteurs mystère rencontrer plusieurs audioprothésistes (voir

Comment nous avons procédé

LES TESTS RÉALISÉS PAR NOTRE CENTRE D'ESSAIS COMPARATIFS

- Pour ce comparatif, 19 enquêteurs mystère, 13 femmes et 6 hommes âgés de 37 à 80 ans, ont pris rendez-vous avec 3 à 4 audioprothésistes chacun. Au total, 69 devis ont été réalisés entre avril et juin 2022 : 14 à Paris, 23 dans le reste de l'Île-de-France et 32 dans d'autres régions.
- Les audioprothésistes rencontrés étaient soit

des indépendants appartenant à un réseau (Entendre, Audition Conseil, Audio 2000), soit des salariés d'une enseigne (Alain Afflelou Acousticien, Amplifon, Audika, Écouter Voir, Optical Center).

- Les devis ont été analysés sur les plans juridique et technique, tandis qu'un questionnaire rempli par tous les

panélistes a permis d'évaluer la qualité de l'accueil et des informations délivrées, notamment au regard de ce que prévoient le code de la Santé publique, l'arrêté du 29 août 2019 concernant le devis, ainsi que la norme NF EN ISO 21388 relative aux services offerts par les audioprothésistes.



ci-contre « Comment nous avons procédé ». Il s'agissait de vrais patients atteints de presbycousie (surdité liée au vieillissement), dotés d'une ordonnance de leur médecin ORL et d'un audiogramme.

► **Les résultats révèlent un fort pourcentage de satisfaction** des panélistes vis-à-vis des audioprothésistes pour cette première visite. Beaucoup ont été heureux de voir que leur temps qui leur a été consacré (environ une heure et jusqu'à une heure et demie) et ont jugé avoir été correctement informés. Les

différences entre équipements (technologie, esthétique, coût, etc.) ont le plus souvent été abordées, de même que les situations de la vie quotidienne où il y avait été le plus g  n   et ce qu'ils pouvaient raisonnablement attendre de leur appareillage.

DES PROFESSIONNELS PAS TOUJOURS IDENTIFIABLES

► **Cependant, d'importants bémols doivent être apportés.** D'abord, dans 51 cas sur 69, l'entretien et

le devis ont bien été réalisés par un audioprothésiste diplômé, comme l'exige la réglementation : le numéro Adeli du professionnel était renseigné sur le devis ou la personne était identifiable en tant que telle par un badge ou une carte de visite. Mais dans les autres cas – en particulier chez Optical Center –, impossible de l'affirmer. Ensuite, les panélistes ont assez peu souvent été soumis à des tests auditifs complémentaires.

Or, d'une personne à une autre, l'atteinte auditive peut être très variable. L'audiogramme que réalise l'ORL ne permet pas de se faire une idée de cette complexité et du besoin en appareillage. « Cela donne des indications, explique François Dejean, président de la Société française d'audiologie. Par exemple, lorsque la courbe de l'audiogramme a une pente importante, la surdité est souvent plus difficile à corriger. Mais l'audiogramme ne suffit pas à orienter le choix de la prothèse. »

TROP PEU DE TESTS D'AUDIOMÉTRIE TONALE

► **C'est en faisant écouter des sons à différentes fréquences (audiométrie tonale),** en évaluant la compréhension de mots dans le bruit et dans le calme (audiométrie vocale)

et la tolérance aux sons forts (mesure du seuil d'inconfort), ainsi qu'en s'entretenant avec le patient pour juger du handicap ressent   et comprendre ses besoins, que l'audio-

prothésiste peut définir le type d'appareillage nécessaire. Or un test d'audiométrie tonale n'a été effectué que dans 42 cas sur 69 et un test d'audiométrie vocale, dans 24 cas (le plus souvent chez Amplifon, Audika, Audition Conseil et écouter Voir). Leur réalisation est pourtant prévue pour l'établissement du devis...

« Un audiogramme ne suffit pas à orienter le choix de la prothèse. »

Enfin, celui-ci était, dans la plupart des cas, très incomplet.

► **Depuis le 1^{er} janvier 2020, les audioprothésistes doivent établir un devis conforme à un modèle institué par l'arrêté du 29 août 2019, qui intègre toutes les informations jugées indispensables. Il doit comporter au moins une offre 100 % Santé. Mais, si celle-ci figure effectivement sur tous les devis remis sauf sept, certains audioprothésistes n'utilisent toujours pas le modèle de document normalisé. Et, lorsqu'ils s'en servent, ils ne le renseignent que très partiellement ou se contentent de donner la première page ! Deux de nos clients mystère se sont même vu présenter un devis sur une simple carte de visite.**

FLOU SUR LE RESTE À CHARGE

► **Sur 69 devis fournis, la fiche technique, obligatoire, n'a été jointe que dans huit cas** (chez Écouter Voir, Entendre, Audition Conseil, Audika, Optical Center, Alain Afflelou Acousticien); les conditions générales de vente l'ont été dans trois cas (chez Écouter Voir et Audika).

► **Quant au reste à charge, il était souvent mal indiqué** (champ non renseigné ou coût total reporté sans tenir compte des prises en charge). Il semble que les garanties aient été, dans certains cas, difficiles à obtenir auprès des complémentaires santé au cours du rendez-vous.

DES PARTICULARITÉS POUR CERTAINS ASSURÉS

► **Ce n'est en tout cas pas faute d'avoir demandé la carte de complémentaire santé.** Son recueil, avec celui de la carte Vitale, est l'une des toutes premières étapes de l'accueil du patient ! Et il n'y a là rien d'anormal : c'est indispensable pour établir le devis, même pour l'offre 100 % Santé, car celle-ci ne s'applique pas à n'importe quel assuré. Elle est accessible aux titulaires d'un contrat responsable (indiqué par un « R » sur la carte de complémentaire santé), ce qui représente environ 95 % des contrats souscrits.

► **Il existe aussi une spécificité pour les bénéficiaires de la Complémentaire santé solidaire (CSS) :** les appareils, qu'ils soient de classe 1 (les modèles « 100 % Santé ») ou

Les résultats de notre enq

- +++ Très bon 20 à 17
- ++ Bon 16,5 à 13
- + Acceptable 12,5 à 10
- Insuffisant 9,5 à 7
- Très insuffisant 6,5 à 0

Visite en magasin (25 %)

Qualité de l'accueil

Qualité du conseil

(différents modèles, évaluation des besoins, capacités correctrices, etc.)

Devis (75 %)

Qualité de l'information contractuelle

(essai, caution, désengagement, assurance...)

Expertise technique

- dont degré d'innovation de l'appareillage proposé

Expertise juridique

- dont présentation du devis normalisé complet
- dont délivrance de la fiche technique

APPRÉCIATION GLOBALE

* Regroupement d'audioprothésistes indépendants. ** L'appréciation globale






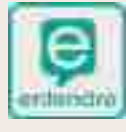


de classe 2 (les autres références) ne sont remboursés qu'à hauteur de 800 €. Ce point a d'ailleurs échappé à un audioprothésiste d'Audio 2000, avec une erreur de devis à la clé...

► **Il faut avoir le détail du reste à charge, qui est un point de comparaison capital :** la part des aides auditives, celle de ce qui est offert ou facturé en sus (chargeur, assurance, etc.). À noter : dans un cas (Entendre), c'est une demande de prise en charge qui a été réalisée à la place d'un devis, une erreur qui peut avoir pour conséquence de bloquer la réalisation d'autres devis pour l'assuré. Or le principal enseignement de cet essai est qu'il est essentiel de demander plusieurs devis !

► **Les écarts constatés en matière de modèles conseillés comme de prix sont importants.** Les choix proposés étaient-ils pertinents ? Difficile à dire sur la seule base de l'ordonnance et de l'audiogramme

MARTA NASCIMENTO/REA



							
Écouter Voir	Audition Conseil*	Audika	Alain Afflelou Acousticien	Audio 2000*	Entendre*	Amplifon	Optical Center
+++	+++	+++	++	++	+++	++	+++
+++	++	++	++	++	++	++	+++
++	++	++	++	++	++	++	++
+++	++	++	+	++	++	++	-
+++	+++	++	+	++	++	++	-
-	-	-	-	--	--	--	--
+	+	-	+	--	--	--	-
-	--	--	--	--	--	--	--
13,5/20	13/20	12,5/20	12/20	9,5**/20	9,5**/20	9,5**/20	9,5**/20

* peut pas être supérieure à « Insuffisant » avec un « Très insuffisant » pour l'expertise juridique.

délivrés par l'ORL. En tout cas, tous étaient adaptés, ce qui n'est pas très surprenant dans la mesure où nos clients mystère étaient atteints d'une presbycusie classique, pour laquelle peu de produits sont inadaptés. En revanche, les écarts constatés dans la gamme de produits et les prix interpellent.

DES TARIFS ET DES OFFRES SURPRENANTS

► Certaines enseignes recourent à des produits vendus sous marque exclusive (private label) ; c'est le cas d'Alain Afflelou Acousticien, d'Amplifon, d'Audika et d'Optical Center. Ces appareils peuvent être de bonne qualité (ceux prescrits par les enseignes Alain Afflelou et Optical Center sont, dans cet essai, moins innovants), mais ils devraient être moins coûteux ; or les prix observés sont élevés. De plus, ces appareils ne peuvent souvent pas être réglés

La facilité de paiement, une incitation à dépenser plus ?

Oticon : les appareils de cette dernière y sont plus chers que chez Écouter Voir, par exemple.

► Autre point noir : des pratiques commerciales susceptibles d'éloigner les clients des modèles de classe 1 sont mises en lumière par la comparaison des devis et l'analyse des questionnaires.

Un audioprothésiste d'Audika a, par exemple, proposé un appareil de classe 2 assez haut de gamme à un tarif élevé, mais avec la possibilité de payer en 48 fois sans frais. Celui-ci semble inutile au vu de l'audiogramme présenté et de la situation du patient, ce que corrobore le fait

facilement en dehors de l'enseigne, par manque du logiciel adéquat.

► Dernier constat inattendu chez Audika, qui appartient au groupe Demant, également propriétaire de la marque

qu'un audioprothésiste d'Audition Conseil s'est abstenu de proposer un équipement de classe 2. Dans ce cas, la facilité de paiement apparaît moins comme une aide que comme une incitation à dépenser plus...

UNE DÉVALORISATION INJUSTIFIÉE

► Surtout, plusieurs commentaires laissent transparaître un certain dénigrement des appareils de classe 1, soit dans la présentation orale qui en a été faite, soit sur des plaquettes d'information remises (Alain Afflelou Acousticien, Écouter Voir, Optical Center). Or c'est injustifié. « Il ne faut pas croire qu'un appareil de classe 1, par exemple, ne compense que les surdités légères : il peut tout aussi bien être proposé pour une surdité profonde », défend Gilles Kultcheyan, d'Audio Concept – un audioprothésiste indépendant du réseau Laudio.fr.

► **Certes, les appareils de classe 2 présentent davantage de canaux de réglage**, ce qui permet de les ajuster plus finement. « Mais certains modèles d'entrée de gamme de classe 1 ont désormais 12 canaux de réglage, quand les appareils haut de gamme d'il y a dix ans n'en comptaient que 10 », relativise Christian Canepa, directeur des ventes France de Phonak, une marque d'audioprothèses.

TROUVER LA SOLUTION ADAPTÉE À CHACUN

► **Les classe 2 sont aussi dotés d'algorithmes de reconnaissance des signaux sonores** qui permettent de mieux extraire le spectre de la parole du bruit ambiant, d'en localiser la source et d'orienter le micro vers elle, afin d'améliorer la compréhension. Mais tous ces plus ne sont pas forcément nécessaires : tout dépend du type d'atteinte auditive et des besoins.

« Comme l'ensemble des déficits auditifs, la presbycusie est une atteinte complexe, bien plus que la presbytie, car il s'agit d'un déficit sensoriel encore imparfaitement compris, explique François Dejean, de la Société française d'audiologie. Il y a une baisse de l'acuité, généralement plus importante dans les aigus, mais aussi une baisse de la qualité, de la netteté – très variable d'une personne à l'autre. Comme si "l'image sonore" perdait des pixels : il peut être compliqué d'extraire un détail d'un ensemble, comme une conversation dans un brouhaha. »

► **Plutôt que de parler d'appareil bas ou haut de gamme**, François Dejean préfère parler de technologie adaptée au déficit. L'atout des modèles de classe 2 est de répondre à des besoins spécifiques : des déficits complexes ou des situations complexes (assister à des réunions professionnelles ou familiales, aller à plusieurs au restaurant, se rendre à l'opéra ou au théâtre, etc.).

On ne récupère que 60 % à 70 % de son acuité auditive.

également que la satisfaction est équivalente, voire meilleure chez les personnes appareillées avec des modèles de classe 1 qu'avec

des classe 2 – il y a notamment moins de pannes avec les premiers !

« Et il faut savoir qu'il existe des surdités pour lesquelles, même avec le meilleur appareil et le meilleur professionnel, la récupération sera limitée », précise François Dejean, qui rappelle qu'un appareillage ne permet de récupérer que 60 % à 70 % de son acuité auditive. Enfin, et surtout, « ce n'est pas l'appareil qui fait la différence, mais ses réglages et le suivi », souligne Gilles Kultcheyan. Avec le bon choix des options et des accessoires ; il est donc important de se les faire expliquer.

UNE GARANTIE EXIGÉE POUR LA PÉRIODE D'ESSAI

► **Possibilité de connexion Bluetooth avec le téléphone ou la télévision, fonction anti-acouphènes**, directivité microphonique, synchronisation binaurale (entre les appareils des deux oreilles) : chaque modèle a son propre jeu d'options, avec un cumul limité pour ceux de classe 1. L'une de ces options est de présentation obligatoire : la bobine T. Elle permet la récupération d'un signal magnétique plutôt qu'acoustique et améliore ainsi les conditions d'écoute au théâtre, dans les salles de cinéma, à l'église, etc.

Sur certains devis, la case indiquant qu'elle a bien été expliquée est pré-cochée (Audika) ou a disparu (Entendre) : seule l'affirmation demeure. Or il apparaît que la présentation de la bobine T est loin d'être systématique.

► **Autre item rarement rempli : le montant du dépôt de garantie** pour l'aide auditive confiée pendant les trente jours minimum d'essai. Cela fait pourtant partie des éléments

Mais les deux classes font jeu égal dans bien d'autres situations : conversations en tête-à-tête, perception de sons en milieu naturel et, contrairement à ce qui est écrit sur la plaquette d'Écouter Voir, écoute de la musique.

ENTRE CLASSE 1 ET CLASSE 2, MATCH NUL

► **C'est en tout cas ce qu'a montré une récente étude conduite par la Société française d'audiologie**, dans laquelle un jury naïf de normoentendants comparait la qualité sonore d'appareils de classe 2 de dernière génération et d'autres de classe 1. Une enquête de l'Association de réadaptation et défense des devenus-sourds (ARDDS) conclut

BON À SAVOIR

Les prix font le grand écart, y compris pour un même modèle et y compris au sein d'une même enseigne. Dans notre essai, un appareillage binaural avec un Audika full F500 est proposé à 3800 € dans une boutique et à 4590 € dans une autre !

C'est quoi, un bon audioprothésiste ?

• **Votre ORL vous a peut-être orienté vers un audioprothésiste de confiance. Il est bien placé pour en évaluer les compétences, mais attention au compérage ! Comparez plusieurs professionnels proches de chez vous.**

• **Assurez-vous que l'audioprothésiste diplômé soit présent en magasin plusieurs jours par semaine : il doit être disponible pour assurer un bon suivi.**

• **Il est important qu'il teste votre surdité (audiométrie tonale, vocale, mesures in vivo...) et évalue vos besoins avant de vous conseiller un appareillage.**



Et qu'il prenne le temps de vous expliquer les différences à attendre pour chaque type d'appareil suivant les options et accessoires, afin de vous permettre de faire un choix libre et éclairé. Vous hésitez

entre les classes 1 et 2 ? Sachez que rien ne vous empêche d'essayer l'un, puis l'autre... Le devis est valable deux mois.

• **Il ne vous laissera pas partir, enfin, sans prévoir un rendez-vous de suivi.**

de comparaison, tout comme le prix des accessoires, de l'assurance, etc. Perdre l'appareil, lors de l'essai, n'a en effet pas du tout le même coût d'une enseigne à l'autre.

➤ **Ces informations n'étant pratiquement jamais fournies dans les devis**, nous avons élargi l'enquête à d'autres enseignes pour comparer les pratiques.

GrandAudition demande ainsi un dépôt de garantie au cas où l'appareil ne soit pas rendu (disparition du client avec les appareils) ou en cas de perte, de casse ou de défectuosité liée à un mésusage – le vol n'est pas précisé. Le montant est fixé librement par l'audioprothésiste, nous a expliqué un salarié de l'enseigne, mais il se situe généralement un peu en dessous de la moitié de la valeur de l'équipement (1 000 € pour un modèle valant 2 250 €, 920 € pour une référence à 1 900 €).

Dans le cas d'une perte, 30 % du prix de l'appareil perdu est encaissé si le

○ **L'achat d'un appareil est pris en charge tous les quatre ans.** ○

client acquiert auprès de l'enseigne sa nouvelle aide auditive et 50 % s'il quitte l'enseigne. Les audioprothésistes d'Entendre demandent, eux, un dépôt de garantie de la valeur de l'appareil. Mais cela ne sert qu'à les assurer si le client disparaît dans la nature : en cas de perte, de vol ou de casse, ils disposent d'une assurance.

LES CONSOMMABLES, SOURCE DE COÛTS CACHÉS

➤ **La partie du devis relative aux consommables (piles, produits d'entretien)** et accessoires conseillés n'est pas davantage renseignée, sauf concernant les chargeurs des appareils de classe 2. Alors que l'essentiel des coûts cachés réside là...

➤ **Les piles sont d'ailleurs présentées comme un défaut essentiel des modèles de classe 1**, qui en sont tous dotés. D'une part parce que les mettre en place peut être délicat avec des mains malhabiles – les bonnes pratiques veulent d'ailleurs que l'audioprothésiste donne l'appareil à manipuler au client afin de vérifier

que celui-ci est capable de changer les piles, ce qui n'a été évalué que dans moins de la moitié des visites pour chaque enseigne, sauf chez Audika. Et d'autre part parce qu'elles coûtent cher et sont peu remboursées. Or le calcul du coût annuel ne semble pas effectué et l'explication du remboursement (de 4,5 à 15 € par an suivant le type de piles) non plus.

DES PILES MOINS CHÈRES EN LIGNE

➤ **Il est à noter que le prix des piles tend à baisser depuis le covid.** « Avec le confinement, les gens ont commencé à se fournir sur Internet plutôt que chez leur audioprothésiste, raconte Christian Canepa, et ont découvert des piles identiques ou équivalentes, bien moins chères. Cela a fait chuter les prix. »

Le site Audilo.com, notamment, semble plébiscité par les utilisateurs. Et ces piles sont disponibles non seulement en ligne, mais aussi en grande surface, avec parfois des modèles de marque (comme Rayovac) vendus sous marque de grande distribution (E.Leclerc, par exemple). « Aujourd'hui, on trouve des plaquettes de six piles à 2,50 € », note Christian Canepa. À raison d'une pile par semaine et par appareil, soit 104 piles par an pour un appareillage binaural, cela représente un coût annuel de 45 €.

➤ **Le chargeur reste parfois présenté comme plus économique en comparaison.** Non remboursé, il est facturé le plus souvent entre 200 et 300 € (la marge des fabricants paraît très confortable) : sachant que l'achat d'une prothèse auditive est pris en charge tous les quatre ans – et que la durée de vie moyenne d'un appareil, avant l'apparition du 100 % Santé, était même de cinq ans –, son coût annuel peut en effet être inférieur à celui des piles.

➤ **En conclusion, malgré la satisfaction des panélistes**, les informations délivrées ne permettent pas

Vraie ou fausse promo?

• Dans un rapport rendu au début de l'année 2022, une mission conjointe IGAS/IGESR déplorait la « floraison de campagnes promotionnelles ». Deux appareils auditifs achetés, un iPhone offert (chez Ideal Audition); une paire d'audioprothèses achetée, une paire supplémentaire pour 1 € de plus (Alain Afflelou Acousticien); une paire de prothèses

de classe 2 achetée, une paire de lunettes offerte (Optical Center et Alain Afflelou)... France Assos Santé déplore « ces pratiques [...] laissant suspecter un impact probable sur le coût, voire sur la pertinence de l'appareillage proposé [sur les deux oreilles au lieu d'une, NDLR] ». • Certains messages présentés comme des

promotions nous interpellent également, car ils reprennent simplement des dispositions légales : l'essai gratuit pendant trente jours (sur prescription), la garantie panne-dysfonctionnement de quatre ans. En revanche, les (vraies) remises sur les chargeurs, les piles ou les assurances sont légion : profitez-en !

de comparer aisément et complètement les offres. En revanche, les différences entre enseignes sont suffisamment importantes pour orienter les choix !

Un de nos enquêteurs mystère, qui pensait s'en remettre à l'audioprothésiste vers lequel l'avait dirigé son ORL, a ainsi changé son fusil d'épaule quand il a vu la différence de prix et la qualité du professionnel rencontré chez Écouter Voir. Reste à vérifier que la qualité de ce premier entretien augure de celle du réglage et, à plus long terme, du suivi.

AU MOINS UNE VISITE TOUS LES SIX MOIS

► Car ce sont le réglage et le suivi qui font la correction – comme cela a été souligné précédemment –, et non l'appareil. « Le suivi est un indice de qualité, insiste Annie Moulin, une chercheuse du CNRS qui travaille sur les habiletés auditives au centre hospitalier Le Vinatier à Lyon. Un jour, j'ai entendu une patiente se féliciter d'avoir été appareillée en une seule fois. Pourtant, revoir plusieurs fois son patient est plutôt un gage de compétence. Et puis on ne paie pas que l'appareil, on paie le suivi. »

► Le coût de l'appareil et celui de la prestation de suivi sont en effet indissociables. Dans notre

essai, certains donnent le détail des deux, tout en précisant que la prestation de suivi (facturée 400 à 500 €) est indissociable. Ce n'est pas ce qui est prévu dans le devis normalisé, mais ce n'est pas inintéressant : connaître le prix de la prestation peut inciter le client à revenir en bénéficier. Il apparaît en tout cas essentiel d'insister sur les prestations incluses et sur l'importance du suivi et de l'entretien.

► Trois séances de suivi sont prévues la première année, et il faut

compter au moins une visite tous les six mois pour maintenir les performances de départ de votre aide auditive en changeant un filtre, en nettoyant un embout ou en réglant les réglages si la surdité a évolué. Cela se fait normalement là où l'appareil a été acheté.

ON PEUT CHANGER D'AUDIOPROTHÉSISTE

► En cas de déménagement ou lorsque vous souhaitez être suivi par un autre audioprothésiste, les textes prévoient que le professionnel de santé s'engage à faciliter cette transition. « Dans le cas d'un déménagement, il est prévu que le relais soit accepté gratuitement. On ne vous rembourse pas les séances de suivi : vous n'avez pas à les payer ailleurs », explique Luis Godinho, du Syndicat des audioprothésistes.

Si votre audioprothésiste part à la retraite ou ferme son cabinet, idem, aucune difficulté n'est à prévoir ; il pourra d'ailleurs vous aider à trouver celui qui prendra le relais.

► Pourtant, se faire accepter par un professionnel qui n'a pas réalisé la vente n'est pas toujours simple. Cela l'est davantage au sein d'une même enseigne – et elles le mettent en avant. (Attention, il est question ici du suivi et des réglages, pas d'un cas de panne : la garantie de l'appareil est nationale et, si votre aide auditive tombe en panne pendant vos vacances, vous pouvez aller chez n'importe quel audioprothésiste). Mais, parfois, certains professionnels n'hésitent pas à facturer un forfait de suivi ou de réglage lorsqu'il s'agit de récupérer des clients qui ont payé moins cher ailleurs leurs appareils sans comprendre qu'ils payaient surtout moins cher la prestation de suivi, quasi inexistante... Alors attention aux fausses promotions ! ●

ADÉLAÏDE ROBERT

Ingénieur : ALAIN-HENRI DUVAL

Juriste : FRANÇOISE HÉBERT-WIMART

13,5/20
Écouter Voir
Difficile de dégager des généralités, la qualité du devis et de l'entretien dépendant plus de l'audioprothésiste que de l'enseigne ou du groupement. Mais Écouter Voir sort en tête de notre essai. Les commentaires – « pas racoleur, ni trop commercial » – sont élogieux ; les visites ont bien été assurées par un audioprothésiste ; les tests complémentaires, plus souvent réalisés ; et le rapport qualité-prix des aides proposées était très bon.

Assurance

Quels points de vigilance?

Coût, franchise, clauses d'exclusion : même quand l'assurance vous est offerte, prenez le temps d'explorer les conditions du contrat et exigez la fiche d'information. Un assuré averti en vaut deux!

Lors de l'achat de vos appareils auditifs, une assurance PVC (perte, vol, casse) vous sera peut-être proposée. À raison : ne pas assurer ses aides auditives est un pari risqué. Avec le covid, beaucoup en ont fait l'amère expérience. « À cause du masque, nous avons eu un bond de 30 % des demandes de prise en charge liées à la perte d'aides auditives », raconte Christophe Jaubert, de Mark'Assur Audio, l'un des principaux acteurs spécialistes de l'audio. Or les appareils auditifs ne sont remboursés que tous les quatre ans par l'Assurance maladie.

RIEN NE VOUS OBLIGE À ACCEPTER L'OFFRE

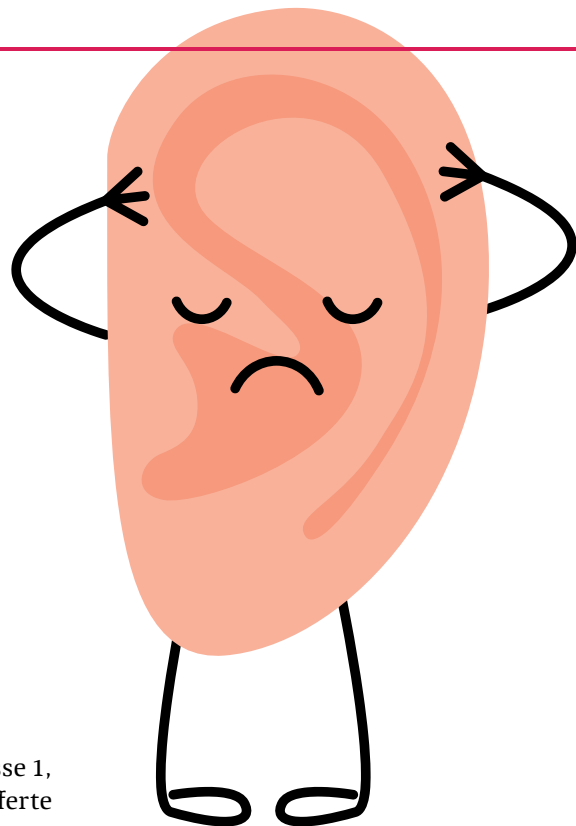
Une assurance spécifique n'est pas toujours nécessaire : les appareils auditifs sont parfois couverts par le contrat multirisque habitation – attention, souvent uniquement pour la casse et sans les accessoires (comme le chargeur).

De plus, rien ne vous oblige à accepter l'offre de l'audioprothésiste ; vous pouvez vous adresser à n'importe quel assureur. Mais l'audioprothésiste sera mieux à même de diminuer l'impact de la perte de votre appareil par un prêt, de vous faire confiance quant au respect des clauses, etc.

Dans le cas d'un modèle de classe 1, cette assurance n'est jamais offerte (certains devis ont même une phrase préremplie indiquant qu'elle a été « refusée » !). Son coût varie en général de 100 à 150 € par appareil pour quatre ans. Pour ceux de classe 2,

Avec le port du masque, les pertes d'appareils augmentent.

elle avoisine 200 € par appareil pour quatre ans, mais fait souvent l'objet d'une remise promotionnelle. Cependant, même si elle est offerte, cela ne doit pas vous inciter à l'accepter sans ciller : il faut prendre en compte le coût des franchises (elles augmentent selon l'année de survenance), les clauses d'exclusion, les facilités offertes (prêt d'un appareil



en cas de perte) et surtout le type d'assurance souscrite : autoassurance illégale ou véritable assurance ?

Ne partez pas sans la fiche d'information sur les clauses d'exclusion. Surtout, ne confondez pas assurance PVC et garantie en cas de panne, de vice caché ou de défaut de fabrication : celle-ci est gratuite, obligatoire et valable quatre ans. Due par le fabricant, elle reste valable même si vous changez d'audioprothésiste. Attention aux devis qui nourrissent la confusion avec des intitulés tels que « garantie panne, perte, vol, casse de quatre ans » comme Écouter Voir. ● A.R.

✓ À retenir

- Faites réaliser deux à trois devis : les conseils et les prix diffèrent, comme les promotions et autres à-côtés, il est utile de comparer !
- Informez-vous sur le montant du dépôt de garantie pour la période d'essai et sur ce qu'il en advient en cas de perte, de vol ou de casse de l'appareil prêté.
- Ne tombez pas dans le piège des fausses promotions : tous les appareils ont un essai gratuit d'au moins trente jours – seuls les consommables (embouts, coques...) ne sont

pas remboursés – et une garantie fabricant de quatre ans pour les pannes et défauts.

- Renseignez-vous sur les assurances perte, vol, casse pour l'appareil acheté : comparez le coût de l'assurance, celui des franchises et lisez bien les exclusions de garantie.
- Profitez du suivi inclus dans le prix : vous le payez autant que l'appareil. Nettoyage, adaptation du réglage en cas d'évolution du déficit auditif... Une visite au moins tous les six mois s'impose.

ALIMENTATION & SANTÉ

CONSEILS • NOUVEAUTÉS • QUESTIONS D'EXPERT

par PATRICIA CHAIROPOULOS ET ADÉLAÏDE ROBERT



+11% de ventes (en euros) pour le commerce équitable en 2021. Le produit qui arrive en tête est le café, suivi des produits chocolatés, des bananes et des produits sucrés (sucre, glaces, biscuits...). Au total, pour les seuls produits alimentaires, ce sont 10 228 références désormais en rayon contre 7523 en 2021. Près des deux tiers des aliments équitables sont également bio.

MARCHE ARRIÈRE

On pensait dire adieu aux steaks, nuggets et autres bacons végétaux

Selon un décret paru au début de l'été, « il ne sera pas possible d'utiliser la terminologie propre aux secteurs traditionnellement associés à la viande et au poisson pour désigner des produits n'appartenant pas au règne animal », et ce, à partir du 1^{er} octobre pour les seuls produits fabriqués dans l'Hexagone. Les filières des produits animaux ont alors applaudi cette « avancée majeure en matière de transparence ». Coup de théâtre, le 27 juillet : sur requête de l'organisation Protéines France, qui défend les industriels de la filière des protéines végétales, le Conseil d'État a suspendu ce décret. Selon les plaignants, il ne leur laissait pas assez de temps pour se réorganiser et, par ailleurs, il suscitait la confusion des consommateurs. Quelle que soit l'issue finale de ce bras de fer, on pourra toujours trouver des "steaks" et autres nuggets végétaux sur le marché. ●

ERRATUM. Dans le tableau de steaks végétaux publié dans notre numéro de septembre (583), une erreur de calcul a été faite sur les prix au kilo (sauf pour Findus et Cérééal Bio). Nous vous prions de nous en excuser. En revanche, tous les prix indicatifs des produits sont bons et le classement des produits ne change pas.



Question ?



La réponse de l'expert
Dr Frédéric Maton
Médecin du sport
et membre de l'IRBMS*

Que faut-il boire durant une séance de sport ?

Cela dépend de sa durée et du climat. Dès qu'une activité demande des efforts comme un cours de zumba ou un footing de 5-10 km, il faut boire de l'eau plate. Commencez à boire dans l'heure qui précède, en fractionnant les prises. Au-delà d'une heure et quart de sport, la dépense nécessite aussi un apport en sucre pour pallier une souffrance énergétique, que ce soit avec un aliment solide comme une barre de céréales, ou une boisson sucrée. Le plus simple est d'ajouter 1 cm de sirop de fruit à un demi-litre d'eau. Si l'on transpire beaucoup ou s'il fait très chaud, l'ajout d'une pincée de sel permet de mieux réhydrater les cellules. Il faut réserver les boissons pour sportifs aux séances de forte endurance ; leurs teneurs en sucre sont trop élevées pour les activités de loisirs. ●

*Institut de recherche du bien-être, de la médecine et du sport santé



La lutte molle anti-gaspillage dans les grandes surfaces

Souvent pointées du doigt, les grandes et moyennes surfaces s'engagent à ne plus jeter leurs invendus... conformément à la loi anti-gaspillage. Mais les stratégies peinent à être mises en place.

Visée par les nouvelles mesures de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire, la grande distribution doit réduire de moitié le gaspillage alimentaire par rapport à 2015. Avec 2025 pour échéance, et de nouvelles sanctions à la clé : « *En cas de destruction d'invendus alimentaires encore consommables, les contrevenants s'exposent à une amende pouvant atteindre jusqu'à 0,1 % du chiffre d'affaires du dernier exercice clos.* » Les grandes surfaces n'ont donc d'autre choix que de faire des efforts ; les plus vertueuses se verront décerner, d'ici à la fin de l'année, un label officiel « *anti-gaspi alimentaire* ».

➤ Le don aux associations, obligatoire dans certaines limites

Or, selon le dernier baromètre de la start-up Phénix, les quantités d'invendus sont particulièrement élevées pour la boucherie, la charcuterie, la crèmerie et les fruits et légumes en libre-service. En cause ? La fragilité de ces produits, à date de consommation courte, ainsi qu'une offre abondante. Mais seuls certains magasins acceptent de limiter cette offre - prenant le risque de déplaire aux clients - pour réduire le gâchis.

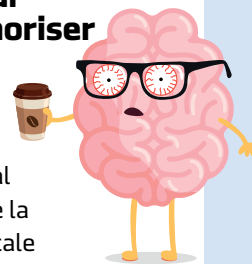
D'autres stratégies existent, à commencer par les dons aux associations. Il s'agit d'ailleurs d'une obligation pour les commerces d'une surface de plus de 400 m². Mais ils ne sont pas tenus de donner tout ce qui peut l'être : la loi leur impose seulement de nouer une convention de don, que l'association passe plusieurs fois par semaine ou une seule fois dans l'année...

➤ En moyenne, seuls 30 % des invendus sont valorisés

En parallèle, et de façon facultative, les magasins peuvent mettre en place la promotion des produits ayant une date de péremption proche ou encore les paniers anti-gaspi, achetés à petits prix sur une application. Quant aux invendus impropres à la consommation humaine, leur recyclage passe par l'alimentation animale, le compost ou la valorisation énergétique. Reste que « *les magasins valorisent en moyenne 30 % de leurs invendus* », selon Phénix. C'est encore trop peu. Rappelons qu'en France, les pertes et gaspillages alimentaires représentent 10 millions de tonnes de produits par an, et sont responsables de 3 % de nos émissions de gaz à effet de serre. ● P. C.

Du café pour mieux mémoriser

D'après une étude publiée récemment par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), la consommation régulière de caféine - trois tasses environ - modifie durablement le fonctionnement des cellules de l'hippocampe, principale zone cérébrale de la mémoire. Ce phénomène entraîne une plus grande plasticité neuronale, susceptible de faciliter les apprentissages et d'améliorer la mémoire. ●



Philips, mauvais élève

Suite au rappel de respirateurs défectueux en juin 2021, Philips a tardé à les remplacer. Cela lui a valu au printemps une (rare) décision de police judiciaire de l'Agence nationale du médicament et des produits de santé (ANSM) visant à accélérer la cadence. Cet été, un comité d'experts l'a aussi invité à revoir sa copie sur l'évaluation des risques, pointant une probable confusion entre le diméthylidiazène (cancérogène) et l'acétone. L'affaire n'est décidément pas terminée... ●

Ni blanc, ni rouge, ni rosé Le vin orange est à la mode

Zoom

Des vins français au goût géorgien arrivent sur le marché grand public. Ces crus à la couleur ambrée sont vendus en magnum, en bouteille et même en canette.

Une nouvelle couleur excite le monde du vin. L'orange. Que l'on ne s'y trompe pas, ce n'est ni un vin à l'orange, ni une boisson aromatisée. Il s'agit d'un blanc vinifié comme un rouge. Les raisins à peau blanche sont mis à macérer avec les grappes, au lieu d'être pressés directement. Cela teinte le jus et apporte des tanins qui permettent une meilleure conservation du vin et une diminution de l'apport des sulfites. On parle aussi de « vins de macération ».

UNE TRADITION VIEILLE DE PLUS DE 8 000 ANS

Sébastien Schwach-Burkard du Clos Liebau, en Alsace, vinifie presque la totalité de sa production de cette manière : « Les vins orange révèlent leur terroir ; la macération dégrade la matière organique, concentre les minéraux ; elle équilibre et complexifie le vin, particulièrement dans les millésimes chauds. » Et d'ajouter : « Les meilleurs résultats s'obtiennent avec des cépages aromatiques comme le gewurztraminer et le muscat. »

La tradition prend sa source dans le



Caucase, en Géorgie, où les vins sont entreposés dans des « kvevris », des amphores enterrées et scellées, les plus anciennes datant de 8 000 ans. Des Italiens s'y sont risqués, il y a une vingtaine d'années. Les Français ont

suivi, essayé divers contenants : cuve inox, jarres, amphores, barriques, avec des résultats inégaux. Et l'effet de mode a tendance à relever les prix. Un festival international du vin orange a lieu depuis 2012 en Slovénie et en Autriche. Un bar à vin orange a ouvert à Marseille en 2021.

Ces cuvées de connaisseurs se trouvent souvent chez les cavistes et dans les restaurants. Dans une cave spécialisée en vins nature du XX^e arrondissement à Paris, une vingtaine de ces pépites sont proposées, entre 15 et 47 €. Toutes étiquetées « vins de France ».

PHÉNOMÈNE DE MODE OU TENDANCE DURABLE ?

Cette catégorie permet aux vignerons de s'affranchir des règles de l'appellation d'origine contrôlée (AOC). « Le problème des vins orange est que, soit ils ne sont pas bons, soit ils coûtent trop cher », estime Viviane Thibaut, référente de la Commission cave du réseau Biocoop, revenue bredouille du dernier salon professionnel Millésime Bio.

La grande distribution s'essaye avec prudence et s'appuie sur un opérateur majeur des vins bio, Gérard Bertrand. Il cultive en biodynamie 890 hectares de vignes dans le Languedoc. Son Orange gold à moins de 15 € est apparu l'an dernier dans le rayon des rosés des magasins Monoprix et Nicolas. Carrefour vient de se lancer... La démocratisation du vin orange est en marche. ● MARYSE SARGIS

Essai gastronomique

• Avec une intensité aromatique, une tension, une fine amertume et des saveurs d'agrumes, Orange gold est un ambassadeur accessible. En mars, nos dégustateurs de vins rosés l'ont apprécié, en relevant une palette de possibilités en cuisine : gambas, plats épicés au curry ou au safran, comme une tarte à la tomate jaune, des fromages (vieux cantal, vieux gouda, chèvre frais ou pâte persillée). À l'apéritif, une variation possible façon Spritz, en cocktail, avec un crémant ou un pétillant naturel.

Petit déj' et goûter **Mieux vaut opter pour les mueslis**

CENTRE D'ESSAIS
48 produits
testés



ISTOCK

Notre centre d'essais a évalué une cinquantaine de produits du petit déjeuner et du goûter. La plupart contiennent trop de sucres, souvent à notre insu.

Au fil des repas et lors des pauses gourmandes, le sucre est omniprésent. À tel point que près d'un tiers des Français, selon une étude de 2018 de l'Agence de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), en ingèrent plus de 100 grammes par jour. Pour rappel, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande de limiter l'apport quotidien en sucre à 50 g, et idéalement à 25 g. Et encore ne sommes-nous pas les plus gourmands d'Europe, puisque l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique, notamment, nous dépassent largement.

UN IMPACT SUR LA SANTÉ NON NÉGLIGEABLE

On parle ici des sucres libres, naturellement présents dans les fruits et, surtout, des sucres ajoutés par les fabricants aux aliments industriels : le saccharose (le sucre blanc), bien sûr, mais aussi une ribambelle de molécules telles que le glucose, le fructose, le maltose ou encore le sirop de glucose. Ils servent d'agents gustatifs, de texturants, de conservateurs ou encore de stabilisateurs.

Ces sucres sont "cachés" sans surprise dans les biscuits et les sodas, mais aussi dans 80 % des aliments préemballés.

➤ **Certes, le sucre donne de l'énergie, il réconforte...** Mais consommé en excès, il est accusé de nombreux maux : fatigue, caries, problèmes





Les sucres sont présents dans 80 % des aliments préemballés.

✓ Les résultats de notre essai

Céréales du petit déjeuner

- +++ Très bon 20 à 17
- ++ Bon 16,5 à 13
- + Acceptable 12,5 à 10
- Insuffisant 9,5 à 7
- Très insuffisant 6,5 à 0





Les pourcentages entre parenthèses expriment le poids de chaque critère dans la notation finale.









	 Bjorg Les p'tits curieux (bio)	 Chabrior (Intermarché) CricaChoc	 Nestlé Chocapic bio	 Carrefour Bio Boules de maïs au miel (bio)
• Conditionnement	375 g	400 g	375 g	375 g
• Prix indicatif	3,50 €	1,70 €	3,20 €	2,40 €
• Prix indicatif au kilo	9,30 €	4,25 €	8,50 €	6,40 €
Nutri-Score	A	C	B	C
Nutrition (70 %)	-	-	--	--
• Sel	+++	+++	+++	++
• Fibres	+	-	+	--
• Sucres	--	--	--	--
• Protéines	+	++	++	+
• Charge glycémique	--	+	--	-
Additifs (30 %)	+++	+++	+++	+++
NOTE GLOBALE (100 %)	11,5/20	11,5/20	10,5/20	10/20









Mueslis du petit déjeuner

- +++ Très bon 20 à 17
- ++ Bon 16,5 à 13
- + Acceptable 12,5 à 10
- Insuffisant 9,5 à 7
- Très insuffisant 6,5 à 0

Les pourcentages entre parenthèses expriment le poids de chaque critère dans la notation finale.

	 Gerblé Muesli aux fruits sans sucres ajoutés	 Bjorg Flocons d'avoine (bio)	 Terres et céréales bio Muesli croustillant chocolat	 Grillon d'Or Muesli fruits et noix (bio)
• Conditionnement	420 g	500 g	500 g	500 g
• Prix indicatif	3,30 €	1,90 €	8,90 €	4 €
• Prix indicatif au kilo	7,90 €	3,80 €	17,80 €	8 €
Nutri-Score	A	A	B	A
Nutrition (70 %)	+++	+++	++	++
• Sel	+++	+++	+++	+++
• Fibres	+++	++	++	++
• Sucres	++	+++	-	-
• Protéines	+++	+++	+++	+++
• Charge glycémique	++	+	++	++
Additifs (30 %)	+++	+++	+++	+++
NOTE GLOBALE (100 %)	18/20	18/20	16,5/20	16,5/20

							
Nestlé Lion caramel & chocolat (bio)	Kellogg's Spécial K	Bio Village Marque Repère (E.Leclerc) Céréales fourrées tout chocolat	Kellogg's Miel pops	Nestlé Golden Grahams	Crownflied Cornflakes glacés au sucre	Kellogg's Frosties	Kellogg's Trésor
400 g	300 g	375 g	400 g	375 g	750 g	400 g	750 g
3,40 €	2,70 €	2,80 €	2,90 €	2 €	2 €	2,20 €	4,40 €
8,50 €	9 €	7,50 €	7,25 €	5,30 €	2,70 €	5,50 €	5,90 €
C	C	D	C	C	C	D	D
--	--	-	--	--	--	--	--
+++	++	++	++	++	++	++	++
-	-	--	--	--	--	--	--
--	--	--	--	--	--	--	--
++	++	+	+	+	+	-	+
--	--	+	-	-	-	--	-
+++	+++	++	+++	++	++	+++	--
10/20	9,5/20	9,5/20	9,5/20	9/20	9/20	8,5/20	6,5/20

							
Jordans Muesli bio superfruits et graines (bio)	Happy Bio Muesli fruits et noix (bio)	Charles Vignon Muesli bio croustillant 3 chocolats	Monoprix Bio Muesli croustillant fruits rouges (bio)	Jordans Country crisp	Quaker Cruesli chocolat noir	Auchan Muesli fruits secs sans gluten	Ethiquable Muesli croustillant chocolat riz quinoa (bio)
450 g	375 g	375 g	375 g	550 g	450 g	375 g	375 g
2,90 €	3,70 €	4,10 €	3 €	2,90 €	2,20 €	3,70 €	4,70 €
6,45 €	9,85 €	10,95 €	8 €	5,25 €	4,90 €	9,85 €	12,50 €
A	A	C	C	C	C	B	C
++	++	+	-	+	+	-	--
+++	+++	+++	+++	+++	++	+++	+++
++	++	-	+	-	++	--	-
++	--	--	--	--	-	+	--
+++	+++	++	++	++	++	+	++
+	++	++	-	+	-	--	--
+++	+++	+++	+++	+++	++	+++	+++
16,5/20	15,5/20	13/20	12,5/20	12/20	11,5/20	11,5/20	9,5/20

cutanés ou de concentration et, surtout, maladies chroniques comme le diabète de type 2 et la maladie du foie gras (NASH, en anglais). D'après le sondage que nous avons réalisé via nos réseaux sociaux, son impact sur la santé est bien connu ; d'ailleurs, la majorité des participants disent éviter « de temps en temps » l'achat de céréales, gâteaux ou biscuits trop sucrés.

➤ **N'empêche que l'on trouve ces produits dans la grande majorité des placards.** Mais de quoi sont-ils composés ? Surtout, quel impact ont leurs sucres sur la glycémie et donc, sur la satiété et, à plus long terme, sur la santé ? Pour le savoir, nous avons analysé une cinquantaine de références.

MUESLIS OU CÉRÉALES POUR LE PETIT DÉJEUNER

Asséné par la plupart des nutritionnistes ou par les publicités, le mes-

Comment nous avons procédé

LES TESTS RÉALISÉS PAR NOTRE CENTRE D'ESSAIS COMPARATIFS

• **Nous avons sélectionné 48 produits** répartis en quatre familles : céréales du petit déjeuner (pétales ou soufflées), mueslis (chocolat et fruits), gâteaux fourrés ou nappés au chocolat et aux fruits rouges, biscuits nappés au chocolat.

• **Sur les céréales et mueslis**, nous avons fait mesurer en laboratoire l'index et la charge glycémiques de chaque référence, selon la méthode Englyst (*in vitro*). La charge glycémique est élevée au-delà de 20, modérée entre 10 et 20, et faible en dessous de 10.

• **Puis, sur l'ensemble des produits**, nous avons procédé à une expertise d'étiquettes portant sur les valeurs nutritionnelles (teneurs en glucides, sucres, fibres, protéines, acides gras saturés, sel) et sur la composition : type de sucres, liste d'ingrédients, nombre et qualité des additifs. Pour chaque additif, nous avons attribué un score selon son risque pour la santé, allant de 0 (aucun risque) à 4 (toxique et/ou allergène).

✓ Les résultats de notre essai

Biscuits

- +++ Très bon 20 à 17
- ++ Bon 16,5 à 13
- + Acceptable 12,5 à 10
- Insuffisant 9,5 à 7
- Très insuffisant 6,5 à 0

Les pourcentages entre parenthèses expriment le poids de chaque critère dans la notation finale.

- Conditionnement
- Prix indicatif
- Prix indicatif au kilo

	Bio Village Marque Repère (E.Leclerc) Chocolat noir	Gerblé Choco noisette fourré cacao	LU Prince goût chocolat au blé complet	BN Biscuits fourrés goût chocolat
	200 g	200 g	300 g	285 g
	1,90 €	2,50 €	1,10 €	1,20 €
	9,50 €	12,50 €	3,65 €	4,20 €
Nutri-Score	E	C	D	D
Nutrition (70 %)	+	+	-	-
• Sel	+++	+++	+++	+++
• Acides gras saturés	-	+++	++	+
• Sucres	-	--	--	--
Additifs (30 %)	++	-	+	+
NOTE GLOBALE (100 %)	12/20	11/20	10,5/20	10/20

Gâteaux

- +++ Très bon 20 à 17
- ++ Bon 16,5 à 13
- + Acceptable 12,5 à 10
- Insuffisant 9,5 à 7
- Très insuffisant 6,5 à 0

Les pourcentages entre parenthèses expriment le poids de chaque critère dans la notation finale.









- Conditionnement
- Prix indicatif
- Prix indicatif au kilo









	Gerblé Moelleux chocolat et noix	Brossard Savane le classique	Saint-Michel Brownie à la française chocolat	Bonne Maman Petits cakes aux fruits
	138 g	310 g	240 g	300 g
	2,60 €	3,80 €	2,70 €	2,90 €
	18,85 €	12,25 €	11,25 €	9,65 €
Nutri-Score	B	C	D	E
Nutrition (70 %)	++	+	-	--
• Sel	+++	++	+++	++
• Acides gras saturés	+++	+++	+	-
• Sucres	++	--	--	--
Additifs (30 %)	--	+	++	++
NOTE GLOBALE (100 %)	13/20	11,5/20	10,5/20	9/20

sage selon lequel le petit déjeuner est le repas le plus important de la journée n'échappe à personne. Outre le plaisir des papilles, il doit permettre de redonner des forces après une nuit de jeûne, de participer à l'équilibre nutritionnel et de

limiter les coups de pompe jusqu'au déjeuner. À cette fin, les céréales et les mueslis pour petit déjeuner ont la cote auprès des enfants comme des adultes.

➤ **Bien que les fabricants aient l'obligation d'indiquer certaines**

							
Bjorg Fourrés choco noir (bio)	LU Sablés nappés chocolat au lait	Oreo Original Oreo	Chabrior Sablé choc	Ferrero Nutella biscuits	Bonne Maman Sablés chocolat au lait	Milka Choco Moo	LU Granola L'original
225 g	200 g	154 g	225 g	304 g	160 g	200 g	195 g
2,30 €	1 €	1,40 €	1,20 €	3 €	2 €	2,50 €	1,40 €
10,20 €	5 €	9,10 €	5,35 €	9,85 €	12,50 €	12,50 €	7,20 €
D	D	E	E	E	E	E	E
-	-	-	-	-	--	-	--
+++	+++	++	+++	+++	+++	++	++
+	+	++	+	-	--	-	--
--	--	--	--	--	--	--	--
-	-	--	--	-	-	--	--
9,5/20	9,5/20	8,5/20	7,5/20	7,5/20	7,5/20	7/20	5,5/20

							
Carrefour kids Mini roulés fourrage à la fraise	LU Lulu L'Ourson fraise	Casino Les Doodingues mini roulés à la fraise	P'tit Déli Marque Repère (E.Leclerc) Goûter fraise	Lu Petit Lu Moelleux aux pépites de fruits	Kinder Kinder délice	LU Pépito pépites	Milka Choco pépites
150 g	150 g	150 g	196 g	140 g	390 g	150 g	140
1,10 €	1,30 €	2,30 €	1,60 €	2 €	3 €	1,10 €	1,60 €
7,35 €	8,65 €	15,35 €	8,15 €	14,30 €	7,70 €	7,35 €	11,40 €
D	D	D	D	D	E	E	E
-	-	-	-	-	--	--	--
++	++	+	+	++	+++	+	-
+++	+++	+++	+++	++	--	-	-
--	--	--	--	--	--	--	--
--	--	--	--	--	-	--	--
8/20	8/20	8/20	7,5/20	7/20	7/20	5,5/20	5/20

PHOTOS PRODUITS : F. POINCELLE / 60»

valeurs nutritionnelles (calories, lipides, glucides, sucres...) sur les emballages, c'est insuffisant. Car il manque un critère clé : la charge glycémique. Cette valeur prend en compte l'index glycémique de l'aliment et sa teneur en glucides. Plus

elle est élevée (au-delà de 20), plus la portion ingérée provoque une élévation rapide du taux de glucose dans le sang (la glycémie), et moins l'aliment sera intéressant pour la ligne et la santé. En effet, les pics de glycémie favorisent le stockage

des sucres sous forme de graisse et, par ailleurs, augmentent le risque de développer un diabète de type 2. Sans compter que la fluctuation de la glycémie au cours de la journée peut également favoriser le stress et la fatigue.

➤ **Afin d'évaluer le décalage entre les promesses et la réalité nutritionnelle**, nous avons mesuré la charge glycémique de douze références de céréales pour le petit déjeuner et de douze mueslis. Mauvaise surprise avec les céréales, dont les charges glycémiques s'avèrent très élevées (soit une valeur moyenne de 30) ; seules les références Chabrior et Bio Village sont jugées acceptables sur ce critère (autour de 24). Pires encore sont leurs teneurs en sucres : à raison de 16 g en moyenne, un bol de céréales apporte à lui seul un tiers des apports recommandés par l'OMS (50 g/jour). Ajoutez, au fil de la journée, un gâteau et une boisson sucrée, et vous êtes hors des clous.

LES MULTIPLES ATOUTS DES MUESLIS

➤ **Le matin, mieux vaut miser sur les mueslis.** Forte d'une charge glycémique inférieure à 20, une petite moitié de notre échantillon s'avère intéressante pour la santé. Un léger bémol toutefois : excepté les flocons

d'avoine Bjorg, et, dans une moindre mesure, les mueslis aux fruits Gerblé et Jordans, on a affaire à des produits sucrés, surtout les recettes qui se revendiquent « croustillantes ».

➤ **Un autre atout des mueslis réside dans leurs teneurs en fibres.** Ces dernières sont essentielles pour un bon transit alimentaire, la prévention de certains cancers ainsi que la régulation de la glycémie et du cholestérol. L'objectif est d'atteindre 30 g par jour, selon les Autorités sanitaires. Sept de nos mueslis (avec plus de 6 g de fibres) constituent une bonne source. Rien à voir avec la plupart des céréales – si l'on excepte les produits Bjorg et Nestlé (4,74 g/portion) – et leurs piètres apports...

➤ **Satisfecit pour le sel : tous nos produits de petit déjeuner affichent moins** de 0,5 gramme par bol. Rien à redire non plus sur la présence d'additifs, qui se limite globalement à la lécithine de soja. Seul Trésor de Kellogg's, bon dernier de notre classement, a le mauvais goût de cumuler six additifs.

BISCUITS OU GÂTEAUX POUR LE GOÛTER

Pour nombre de Français, le goûter est la principale occasion de consommer des produits sucrés. Si les enfants l'apprécient particulièrement, les adultes ne sont pas en reste ; d'après une étude de l'institut de sondage OpinionWay, réalisée en mai 2021, un adulte sur quatre goûterait tous les jours. Avec une prédilection pour les biscuits et gâteaux au chocolat.

➤ **Mais quelle quantité de sucres avale-t-on avec une portion de 50 g** (deux biscuits, environ) ? Nous l'avons mesurée sur 24 références.

Avec deux biscuits, nous couvrons 30 % de nos besoins en sucres.

Résultat : plus de 14 g en moyenne, soit 30 % de nos besoins quotidiens en sucres ! Sur ce critère, la famille des gâteaux offre le meilleur (moelleux

de Gerblé - 6,5 g/portion) comme le pire (Doodingues à la fraise de Casino - 23 g/portion).

➤ **D'après les notes globales de notre classement**, certains produits sont vraiment à éviter. En queue de peloton, on trouve sans surprise les plus sucrés, mais aussi les plus salés (0,93 g/portion de Choco pépites de Milka) et, pour certains, les plus riches en acides gras saturés...

➤ **Pour ne rien arranger, les recettes comptent de nombreux ingrédients et additifs** : entre 11 et 27 pour le gâteau Kinder Délice. L'édulcorant – sucre, sirop de glucose, sirop de sucre inverti, etc. – se trouve systématiquement dans les quatre premières places des listes d'ingrédients. Quant aux additifs, les gâteaux sont les champions, avec un record pour la référence Lulu L'Ourson (neuf additifs), talonnée par le Goûter fraise cœur fondant de E. Leclerc. Il s'agit principalement d'émulsifiants et de poudres à lever, mais aussi d'épaississants, de gélifiants et autres correcteurs d'acidité. ●

PATRICIA CHAIROPOULOS
Ingénieur : MARIUS JEANNEL

Le choix de 60

MUESLIS

CÉRÉALES

GÂTEAUX

BISCUITS

18/20 Muesli aux fruits sans sucres ajoutés Gerblé - 7,90 €/kilo

11,5/20 Céréales CricaChoc Chabrior - 4,25 €/kilo

12/20 Biscuits nappés chocolat noir - Bio Village - 9,50 €/kilo

13/20 Moelleux chocolat et noix - Gerblé - 18,85 €/kilo

Pour le petit déjeuner, notre choix porte sur deux produits dont les charges glycémiques s'avèrent acceptables, voire bonnes pour le muesli. Dommage que les céréales soient trop sucrées, comme toutes les références de cette famille. Satisfecit pour leur apport en protéines. On apprécie le moelleux au chocolat et sa faible teneur en sucre, un exploit pour un gâteau industriel... mais avec un bémol sur la présence importante d'additifs. Côté biscuits, cette référence bio est la moins sucrée de l'essai, sans être toutefois

Cuisson Réduire l'index glycémique

À presque tous les repas, nous ingérons des glucides sous la forme de pâtes, riz et autres féculents. Or le mode de cuisson peut transformer ces aliments en véritables « bombes à sucre ».

Le riz, les pâtes ou les pommes de terre figurent dans la plupart des menus. Ces aliments constituent la principale source de glucides de la journée, sous la forme d'amidon. Répartie en grains dans les végétaux, cette grosse molécule se compose d'un enchaînement de molécules de glucose. Et qui dit glucose dit index glycémique : il sera d'autant plus élevé que le glucose ingéré arrive rapidement dans le sang et provoque des pics de glycémie. Bonne nouvelle, on peut réduire cet index en choisissant le bon mode de cuisson.

LES POMMES DE TERRE

Déjà, des variétés farineuses comme la Bintje ou la Marabel s'avèrent plus hyperglycémiantes. Surtout, la cuisson à l'eau modifie la structure de l'amidon, le "gélatinise", ce qui a pour effet de libérer les molécules de glucose. Résultat : un index glycémique élevé (supérieur à 100, celui du glucose) et ce, d'autant plus que la cuisson dure longtemps et à haute température. Toutefois, il suffit de refroidir les pommes de terre pour ramener leur index glycémique aux alentours de 75. Dans tous les cas, mieux vaut les consommer entières plutôt qu'en purée ou en friture : en éclatant des grains d'amidon, ces



deux modes de préparation rendent les sucres plus digestibles et, de fait, plus néfastes pour la glycémie.

LES PÂTES

La présence de protéines autour des grains d'amidon limite leur destruction, et donc leur indice glycémique ; il oscille entre 40 et 70 (pour les nouilles chinoises au blé tendre) selon la cuisson. Plus les pâtes seront cuites, plus l'indice sera élevé.

LE RIZ

Les Français le préfèrent généralement blanc et bien cuit. Deux "erreurs" qui font grimper son index glycémique proche de la barre des 100... Les nutritionnistes conseillent plutôt de le choisir peu raffiné (brun ou complet), cuit dans une quantité d'eau raisonnable (pas plus de deux fois la quantité de riz) et de le consommer froid.

Reste que l'index glycémique dépend aussi de facteurs individuels comme l'activité physique ou l'insulino-sensibilité. De plus, il diminue avec le fait de consommer les aliments glucidiques au sein d'un repas complet, par exemple un plat de riz blanc ou de pâtes mélangé à des légumes, et suivi d'un dessert. ● P.C.

✓ À retenir

- Les produits de petit déjeuner comme les biscuits et gâteaux du goûter sont trop sucrés. Une seule portion représente, en moyenne, un tiers des apports journaliers de sucres recommandés par l'OMS.
- Les charges glycémiques calculées sont excessives pour une majorité des céréales. Sur le long terme, cela favorise le surpoids et augmente le risque de diabète de type 2. Mieux vaut opter pour les mueslis.
- Côté additifs, la palme de la sobriété va aux produits du petit déjeuner.

Tests en ligne

Le juteux business des surdoués

Enquête

La série de TF1 a banalisé ces trois lettres – HPI – qui désignent le haut potentiel intellectuel. Avec l'engouement autour de cette thématique, tests, bilans et thérapies en ligne se multiplient. Sachez prendre du recul...

Vous avez le sentiment constant d'être en décalage avec les autres ? ; « Vous avez une pensée de type arborescente ? » ; « Depuis tout petit, vous avez tendance soit à vous suradapter, soit à vous isoler des autres ? » Au total, 37 questions sont posées sur le site de La Clinique e-santé aux personnes qui veulent savoir si elles sont HPI (haut potentiel intellectuel, autre terme désignant les personnes surdouées ou précoces.

LA PRINCIPALE CIBLE : LES MILIEUX AISÉS

« Depuis plusieurs années, avant même la diffusion de la série HPI sur TF1, il y a un effet de mode autour de la thématique HPI », constate Christèle Albaret, psychosociologue, fondatrice de cette clinique. En particulier dans les milieux aisés, qui peuvent donc devenir la cible d'un juteux business. « L'Université des hauts potentiels » propose ainsi « un bilan de détection de la douance » en ligne à 296 €, Happy Gifted, un « test de douance » réalisé en visio avec une coach pour 350 €. C'est très cher, mais bien moins que les tarifs pratiqués en cabinet, donc c'est attractif.

Mais sont-ils pertinents ? « Les tests en ligne sont à fuir comme la peste ! », avertit Corentin Ghontier, maître de conférences en psychologie à Rennes et chercheur sur la cognition de haut niveau. « La première question en passant un test est de savoir qui est l'interlocuteur : les coaches, c'est non ! Ils ne sont pas formés à l'interprétation des résultats. » Seuls des psychologues exercés à la mesure de l'intelligence peuvent prétendre faire passer ces tests et les interpréter. L'un de ces tests, le test de QI (voir encadré) doit impérativement respecter plusieurs

Les coaches ne sont pas formés pour interpréter des résultats.

étapes. « Un entretien préalable avec la personne va permettre de comprendre sa demande et réaliser l'anamnèse du patient [évoquer les antécédents par le récit, NDLR]. »

DES RÉUSSITES PONDÉRÉES PAR UN PRATICIEN

Cette étape oriente l'observation de passation du test réalisé en présence du praticien qui va ainsi pouvoir noter « si la personne se déconcentre rapidement ou si elle a besoin de précisions pour répondre aux questions », ajoute Corentin Ghontier.

Les tests doivent évaluer un ensemble de compétences : la compréhension verbale, le raisonnement

Le QI, c'est quoi au juste ?

• **Le quotient intellectuel (QI) est un score étalonné de différentes performances cognitives.** « On va donc calculer la moyenne du nombre de bonnes réponses et s'y comparer, en tenant compte de l'écart typique à la moyenne, explique Corentin Ghontier. Si un enfant de 8 ans

mesure 1 m 45, est-ce beaucoup ou peu ? Pour le savoir, il faut le comparer à un échantillon représentatif des enfants de 8 ans. Si la moyenne est à 1 m 50 et que l'écart type vaut 5 cm, cela signifie qu'un enfant de 8 ans doit faire, en moyenne, 1 m 50 plus ou moins 5 cm. »

• **Pour l'intelligence, c'est la même chose.** Selon la courbe de Gauss qui répartit le QI sur une courbe en cloche, 70 % de la population se situe entre 85 et 115 de QI. Les HPI sont à plus de deux écarts types de la moyenne et ne forment que 2,5 % de la population.

visuel et spatial, la mémoire de travail et la vitesse de traitement. Ces réussites à certains pans du questionnaire vont alors être pondérées par ce que le praticien sait de la personne. Vient ensuite l'interprétation des résultats par le psychologue.

« Le temps de calcul est long et le psychologue doit fournir un compte rendu détaillé avec ses recommandations », ajoute Corentin Gonthier. Lors d'une séance bilan, le praticien doit expliquer les résultats.

DIAGNOSTIC GRATUIT, THÉRAPIE PAYANTE

Dans le cas de La Clinique e-santé, il ne s'agit que d'un questionnaire d'orientation diagnostique, pas d'un test diagnostique. D'ailleurs, il est gratuit. Mais la pertinence des questions interroge. « Le haut potentiel signifie que la personne est en mesure de résoudre rapidement des tâches difficiles. Donc tout ce que l'on met en ce moment dans le sac du HPI, que ce soit le sens élevé de la justice, l'hypersensibilité, la pensée en arborescence n'ont aucune caractéristique commune aux HPI », tranche Corentin Gonthier. Or l'internaute est alpagué là-dessus... « Vous présentez beaucoup de caractéristiques du haut potentiel avec tendance hypersensible [...], une thérapie est vivement recommandée pour vous permettre de valider ce diagnostic », conclut d'ailleurs La Clinique e-santé lorsque tous les items sont cochés. En réalité, la finalité du questionnaire semble moins d'identifier un haut potentiel qu'un potentiel client. L'internaute est, en effet, conduit dans un espace de discussion en ligne qui lui permet de choisir son psychologue et d'entamer un accompagnement. Une thérapie, par message ou visio, facturée chèrement : 247 € par mois. Et si l'internaute se contente de répondre au questionnaire, il est relancé chaque jour par mail.

De son côté, l'Université des hauts potentiels propose une consultation privée de coaching de 45 minutes en visio à 547 € ou un forfait de cinq consultations à 2 188 € avec le fondateur de ladite université.

DES RISQUES DE DÉRIVES SECTAIRES

Mais le haut potentiel nécessite-t-il une thérapie ? Corentin Gonthier prévient d'emblée : « Les personnes HPI que l'on voit dans le champ clinique sont celles qui ont une problématique qu'il ne faudrait pas mettre sur le dos du HPI. Il y a un énorme biais. » Un constat partagé par Christèle Albaret : « Les HPI qui vont bien ne consultent pas. » Surtout, en quoi ces psychothérapies ou ces coachings diffèrent-ils de ceux pour personne non HPI et justifient-ils de tels tarifs ? En rien. Si ce n'est profiter de la fragilité de personnes en quête de réponses à leur mal-être. Fragilité qui peut non seulement les conduire à investir des sommes importantes mais aussi à être victimes de dérives sectaires. En juin dernier, la Mission interministérielle de vigilance et de

Des pratiques
surprenantes
qui
interrogent
la Miviludes.

lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) nous a indiqué avoir reçu huit requêtes, « des informations inquiétantes sur des situations décrites par des proches, de changements de comportements accompagnés de ruptures familiales et amicales, progressives et rapides, après que des personnes ont procédé à des formations dans des centres Cogito'z ». Cogito'z étant un « centre de référence spécialisé pour les surdoués petits et grands ».

À défaut de dérives sectaires, nous avons relevé des pratiques commerciales surprenantes comme celle du site IQ Metric, qui propose de mesurer votre QI pour 29,99 €... mensuels. De quoi lui valoir 100 % d'avis négatifs sur Trustpilot. Un record ! ●

AUDREY CHABAL

Tutoriels beauté Une pratique à risque

Enquête

Masque pour le visage à la cannelle, mascara à la poudre d'amandes pilées, lubrifiant en guise de base de maquillage... les tutoriels beauté séduisent mais prudence avec les recettes.

Un masque pour le visage composé de deux cuillères à soupe de miel et deux de poudre de cannelle, c'est ce que proposait en 2015, sous la forme d'un tutoriel vidéo, la youtubeuse EnjoyPhoenix à ses deux millions d'abonnés de l'époque. Problème, la cannelle est dermocaustique ; appliquée sur la peau ou les muqueuses, elle peut provoquer des brûlures. « Cet exemple est loin d'être isolé », se désole Laurence Coiffard, professeure à l'université de Nantes. L'influenceuse reçoit alors une pluie de critiques.

LES INFLUENCEURS NE SAVENT PAS TOUT

Malgré ce raté emblématique, les cosmétiques faits maison ou Do it yourself (DIY) suscitent toujours l'enthousiasme des consommateurs soucieux de maîtriser ce qu'ils se mettent sur la peau. Récemment, sur TikTok, des influenceurs ont soufflé à leurs abonnés l'idée d'appliquer du lubrifiant intime comme base de maquillage

avec, à la clef, des risques d'irritations de la peau et un risque potentiel pour les yeux. Conseil loufoque ? Laurence Coiffard est intraitable : « Même les tutos les moins dangereux sont risqués ! Nous condamnons en bloc le DIY. » En effet, précise-t-elle, « les recettes sont imprécises, avec des mesures réalisées à la pointe du couteau, à la demi-tasse ou à la cuillère à café ».

LES LIMITES DU DO IT YOURSELF

Autre problème du DIY, l'utilisation de produits inadaptés, voire l'absence de certains ingrédients. « Aucune recette en ligne de dentifrice ne contient de fluor, le sel fluoré n'étant pas en vente libre. Or, un dentifrice doit en contenir. » Parmi les produits très courus, les huiles essentielles. Là encore, leur utilisation débridée n'est pas sans risque. Elles ne doivent jamais être utilisées pures et certains mélanges sont à proscrire.



La professeure s'inquiète : « Les tutos n'indiquent pas qu'après application, l'exposition au soleil est à bannir, que les femmes enceintes, allaitantes

et les enfants ne doivent pas les utiliser. »

Le site Aroma-zone.fr, a fait du DIY son fonds de commerce avec des « recettes testées en laboratoire », « des fiches techniques » avec dosages,

formules, risques, dates de péremption et conseils d'hygiène. « Le client veut être acteur, savoir ce qu'il met dans son assiette ou sur sa peau », se félicite Caroline Cardoso, responsable réglementaire de l'entreprise. Laurence Coiffard rétorque. « On ne peut pas faire le parallèle avec la cuisine. Les conditions d'hygiène ne seront jamais suffisantes à la maison pour confectionner un produit cosmétique, notamment pour les yeux, très sensibles, dont le pH des larmes est de 7,4. Or, personne n'a de pH-mètre à la maison ! » ● AUDREYCHABAL

On ne fait pas son produit cosmétique comme on fait la cuisine.

Les dégâts de l'amateurisme

En dix ans, la Confédération nationale artisanale des instituts de beauté et spas (Cnaib-Spa) a vu les soins proposés par des non professionnels se multiplier. « Les pratiques émergentes (...) peuvent se faire sans diplôme », explique Martine Berenguel.

« Une aubaine pour les gens en reconversion mais un risque pour les consommateurs ».

Contours de bouche semi-permanents ratés, extension de cils entraînant leur perte ou infection de l'œil, ongles malades recouverts par du vernis... La Cnaib a poussé un cri d'alarme en juillet pour encadrer les pratiques et éviter que « le n'importe quoi, par n'importe qui (...) cesse d'avoir pignon sur rue et ne se répande plus encore via les réseaux sociaux ».

Pédicurie-podologie

Vos pieds réclament de l'attention

Pratique

Cors, crevasses, ampoules... les pieds sont sujets à de nombreux maux. Même s'ils semblent bénins, il n'est pas question de les prendre à la légère. Mais peut-on faire confiance à tous les outils et soins vendus en pharmacie et en grandes surfaces ?

Loin des yeux, loin des soins. Bien que les pieds supportent l'ensemble du poids du corps et assurent nos déplacements quotidiens, ils sont souvent négligés. « Nos pieds sont cachés toute la journée. Et même nus, ils restent invisibles, voire inaccessibles pour certains, à cause de problèmes de dos, de poids ou de mobilité », rappelle Camille Hannequin, pédicure-podologue représentante de l'Union française pour la santé du pied. Lorsque l'on s'en soucie, il est souvent trop tard alors que, nous précise-t-elle, « l'observation régulière et la prévention permettent d'éviter la majorité des problèmes. »

Astrid Largier, pédicure-podologue à Paris, alerte : « La première menace pour nos pieds, ce sont les chaussures. » Trop fines, trop pointues, trop hautes, elles ne respectent pas l'anatomie du pied, créent des frottements, gênent la pousse des ongles. « L'idéal, recommande-t-elle, est de varier les formes et les hauteurs, et ne pas porter les mêmes chaussures

plusieurs jours de suite pour que les contraintes ne soient pas toujours les mêmes. » Neuves, il faut les « faire » en ne les portant d'abord que quelques heures par jour pour éviter les douleurs et les blessures.

HYDRATER ET PRÉVENIR

Lorsque les frottements ou les chocs sont récurrents, la peau s'épaissit et forme de la corne. C'est un mécanisme naturel de protection. On parle de callosités au talon, de cors aux orteils et de durillons sur la plante des pieds. « Il ne faut pas râper

ou poncer trop souvent cette corne, car cela stimule sa formation, insiste Astrid Largier. Une fois par mois, c'est largement

suffisant, avec un outil très peu agressif et sur une peau ramollie après une douche ou un bain. On n'utilise surtout pas de crème, masque ou pansement censés dissoudre cette corne. Ces produits ne font aucune différence entre peau morte et vivante et peuvent provoquer des brûlures. »

Le maître-mot contre la corne reste la prévention : deux à trois fois par semaine, appliquez sur les pieds une crème bien hydratante pour entretenir la souplesse de la peau. Massez au niveau des talons, pour que la crème pénètre bien, et faites atten-



tion à ne pas en laisser entre les orteils pour ne pas favoriser la macération et donc les mycoses. Si vous pensez avoir du mal à les hydrater régulièrement,

appliquez une pommade telle que Bepanthen en couche épaisse puis enflez une chaussette pour dormir avec, une fois par semaine.

Quant aux pansements pour les cors et durillons, « ils peuvent être utiles, mais uniquement en prévention et à condition de bien les choisir. Si leur forme n'est pas adaptée ou que la corne est déjà présente, ils rajoutent de l'épaisseur et c'est pire ! Si on a une gêne, il faut en parler avec un podologue qui peut réaliser des protections sur mesure », explique Camille Hannequin. Si la corne est trop importante, voire qu'il

La formation de la corne est un mécanisme naturel de protection.



Comment bien se couper les ongles ? « La règle c'est de couper les ongles droits, avec un coupe-ongles de bonne qualité, puis d'arrondir les ongles à la lime pour éviter les blessures », résume Astrid Largier, pédicure-podologue. De préférence après la douche, quand le pied est propre et la peau un peu ramollie. En évitant de couper les coins avec une pince ou, pire, de gratter les sillons de chaque côté. « S'il y a une douleur ou une rougeur qui peut signifier un début d'ongle incarné, il faut aller voir un

y a des crevasses ? « Mieux vaut ne pas l'enlever soi-même, avec des objets coupants ou des remèdes de grand-mère. Et préférer un professionnel qui va l'ôter avec les bons outils », répond Astrid Largier.

ANTICIPER LES AMPOULES

Pour traiter les ampoules, il existe une grande variété de pansements. « Il faut respecter leur mode d'emploi, ne jamais les utiliser sur une ampoule ouverte ou qui saigne. Uniquement sur des ampoules fermées, que l'on ne perce



évidemment pas, et on ne les enlève pas trop tôt, au risque de décoller la peau utile à la résorption de l'ampoule », insiste Astrid Largier.

Si l'ampoule est déjà ouverte, il faut la désinfecter et appliquer un pansement hydro-colloïde, à renouveler tous les jours. Avant une randonnée importante, « prévoir une visite chez le podologue au plus tard trois semaines avant le départ et surtout intensifier l'hydratation en

mettant de la crème tous les jours », détaille Camille Hannequin. Pendant la randonnée, on peut utiliser des crèmes anti-frottements.

QUAND ALLER VOIR UN PODOLOGUE ?

Pour les dents, le brossage est quotidien et on complète avec un détartrage chez le dentiste une fois par an. Pour les pieds, c'est pareil : il faut les hydrater régulièrement, et prendre rendez-vous une fois par an avec le podologue pour enlever l'excès de corne ou retailler correctement un ongle si nécessaire. « La

Pédicure ou podologue ?

La pédicurie s'attache à l'esthétique et aux soins des pieds au sens large. La podologie intervient sur l'aspect locomoteur – prescription de semelles orthopédiques, par exemple – et dans un contexte de surveillance particulière des pieds (diabète, artériopathie...). En France, il n'existe qu'un seul et même

métier, celui de pédicure-podologue, qui est réglementé. Pour l'exercer, il faut être titulaire d'un diplôme d'État et inscrit à l'Ordre des pédicures-podologues. Comme tous les professionnels de santé, ils ont l'obligation d'afficher leurs honoraires, entre 27 € (secteur 1) et 40 à 50 €

la consultation (secteur 2), sachant qu'en dehors du diabète, il n'y a pas de prise en charge par l'Assurance maladie. Un pédicure-podologue peut recevoir et soigner un patient sans qu'il lui soit adressé par un médecin. Il peut aussi prescrire certains traitements, contre les mycoses et les verrues, par exemple.



prévention est essentielle, à tout âge et même en dehors d'une pathologie particulière. Et il ne faut surtout pas hésiter à aller voir un podologue dès que l'on

ressent une douleur ou une gêne inhabituelle et ne pas essayer de traiter le problème seul ou attendre qu'il se résorbe de lui-même, car ça ne peut qu'empirer », résume Camille Hannequin. Comme avec les dents ! ● ÉMILIE GILLET

ÉQUIPEMENT & LOISIRS

CONSEILS • NOUVEAUTÉS • QUESTIONS DE DROIT

par HERVÉ CABIBBO, AMINE MESLEM ET MARIE NIDIAU



LES SERVICES PUBLICS S'ORGANISENT Haro sur l'arnaque

Drop shipping, phishing, spoofing... autant de techniques d'arnaques qui progressent. « La crise sanitaire a accéléré la dématérialisation et multiplié les opportunités d'une délinquance qui exploitait déjà le potentiel numérique », rappelle le Guide de prévention contre les arnaques (à télécharger sur www.police-nationale.interieur.gouv.fr/). Guide tout juste dévoilé par la Task force nationale de lutte contre les arnaques (des ministères, des autorités financières, la Commission nationale de l'informatique et des libertés et l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) pilotée par la DGCCRF. Un appel à la vigilance aux millions de Français qui utilisent chaque jour Facebook, Snapchat, TikTok, Twitter ou encore Instagram. ●

55 %

C'est le pourcentage des courtiers en ligne de location de voitures qui ne respectent pas le droit des consommateurs selon une enquête de la Commission européenne portant sur 78 sites Web opérant dans l'Union. L'enquête a révélé le manque de transparence sur les conditions de location, d'assurance, les prix ou les frais supplémentaires.



Reconditionnés et certifiés

« Garantir une qualité des produits reconditionnés », c'est l'objectif de la certification de services Qualicert "Activités de reconditionnement". Lancée en décembre 2021 par le Syndicat interprofessionnel du reconditionnement et de la régénération des matériels informatiques, électroniques et télécoms (Sirmiet), elle regroupe déjà cinq sociétés françaises. Un cabinet d'audit examine 27 points dont l'effacement des données personnelles, l'origine des pièces, le service après-vente. « Cette certification va permettre de protéger le consommateur et d'assurer une traçabilité », souligne Jean-Christophe Estoudre, président de Smaaart, l'une des premières entreprises certifiées. ●



Question ?
de droit ?



La réponse de la juriste
Patricia Foucher
Institut national de
la consommation (INC)

Il paraît que je n'ai pas le droit de cueillir des champignons en forêt. Est-ce exact ?

TOUT DÉPEND des textes communaux et préfectoraux en vigueur. Par prudence, renseignez-vous auprès de la mairie dont dépend la forêt pour savoir quelles sont les règles applicables. S'il s'agit d'un domaine privé, sauf stipulation contraire du propriétaire, la cueillette de champignons s'apparente à un vol. Elle est passible de sanctions : 750 € pour un volume inférieur à 10 litres (environ 7 kg) et au-delà, jusqu'à trois ans de prison et 45 000 € d'amende, de même pour les truffes, dès le premier milligramme. Dans les bois publics, la cueillette est en principe autorisée lorsqu'elle ne dépasse pas 5 litres (environ 3,5 kg). Mais elle peut aussi être prohibée ou limitée (quantité, jours, heures et espèces). ●



Articles L. 163-11 et R. 163-5 du code forestier et renseignements sur onf.fr

ISTOCK

Nouveau partage de services

Face à l'augmentation des prix, des plateformes proposent désormais aux internautes de réduire les coûts de leurs forfaits en les partageant avec d'autres. Les transactions sont sécurisées contre une commission.

Mauvaise nouvelle pour les clients d'Amazon Prime. Depuis le 15 septembre, le tarif de l'offre du géant du e-commerce, donnant droit à de multiples avantages (livraison rapide, promotions sur des articles, écoute de vidéos et de musique en illimité...) est passé de 5,99 à 6,99 € par mois (et de 49 à 69,90 € par an).

> Une répartition équitable des frais

À l'instar de la hausse des prix de Netflix et de Disney+ l'an passé, cette augmentation fait les affaires des plateformes proposant aux particuliers de partager les coûts de leurs abonnements comme Spliit, Divii ou Sharit. Celles-ci mettent en relation les propriétaires d'abonnement à des services (vidéo à la demande, écoute de musique, jeux vidéo, logiciels, presse...) avec des personnes souhaitant y avoir accès de façon à se répartir équitablement les frais. Les plateformes se chargent également de sécuriser les transactions entre les utilisateurs, en prenant une commission au passage. Les forfaits proposés sont censés permettre le co-abonnement.

La réalité est plus ambiguë. Si certains éditeurs restent vagues sur ce point, d'autres, tels Netflix ou Spotify, précisent bien dans leurs conditions générales d'utilisation que le partage n'est autorisé qu'au sein d'un même foyer. Toutefois ces derniers n'ont, pour le moment, pas mis en place de procédure



de contrôle et ne sanctionnent pas les contrevenants.

Selon les abonnements, le partage s'effectue soit avec un lien d'invitation permettant à chaque co-abonné de créer son compte, soit par échange de mot de passe via une messagerie chiffrée ou un espace protégé.

> Un sésame spécifique pour des raisons de sécurité

Dans ce second cas, il est alors recommandé au propriétaire de l'abonnement de choisir un sésame spécifique, différent de celui qui a été utilisé sur ses autres comptes pour des raisons évidentes de sécurité. De surcroît, il devra modifier le mot de passe dès que l'un de ses co-abonnés quittera le partage, en prenant soin de prévenir les autres membres du groupe. ● A. M.

Vers une résiliation d'abonnement simplifiée

À partir du 1^{er} juin 2023, un simple bouton résiliation sera proposé pour tous les types d'abonnement renouvelables automatiquement sur les sites Internet. L'objectif ? Rendre le désabonnement aussi simple que l'abonnement est une mesure incluse dans la loi pour la protection du pouvoir d'achat. Le professionnel devra attester par écrit la réception du désabonnement de la part de son client et lui donner la date de fin. Les entreprises qui ne proposent pas cette résiliation devront payer une amende. ●

Coup de pouce au vélo

Depuis le 15 août et jusqu'au 31 décembre, les automobilistes qui renoncent à la voiture et passent au vélo (électrique ou pas) bénéficient d'un coup de pouce de l'État. Pour un particulier, c'est de 150 à 400 €, en fonction du vélo (classique ou électrique) et de son revenu fiscal de référence (en dessous de 6 300 ou de 13 489 €). L'aide peut monter à 2 000 € pour un vélo cargo (revenu fiscal de référence inférieur ou égal à 6 300 € ou personne handicapée). Ce coup de pouce reste cumulable avec les aides existantes des collectivités. ●



15 associations de consommateurs, régies par la loi de 1901, sont officiellement agréées pour représenter les consommateurs et défendre leurs intérêts. La plupart de leurs structures locales tiennent des permanences pour aider à résoudre les problèmes de consommation. Pour le traitement de vos dossiers, une contribution à la vie de l'association pourra vous être demandée sous forme d'adhésion. Renseignez-vous au préalable. Pour connaître les coordonnées des associations les plus proches de chez vous, interrogez les mouvements nationaux ou le Centre technique régional de la consommation (CTRC) dont vous dépendez. Vous pouvez aussi consulter le site inc-conso.fr, rubrique Associations de consommateurs et trouver la plus proche de chez vous.

Les associations nationales

Membres du Conseil national de la consommation

Adeic (Association de défense, d'éducation et d'information du consommateur)
27, rue des Tanneries, 75013 Paris.
TÉL.: 01 44 53 73 93
E-MAIL: contact@adeic.fr
INTERNET: www.adeic.fr

Afoc (Association Force ouvrière consommateurs)
141, av. du Maine, 75014 Paris.
TÉL.: 01 40 52 85 85
E-MAIL: afoc@afoc.net
INTERNET: www.afoc.net

ALLDC (Association Léo-Lagrange pour la défense des consommateurs)
150, rue des Poissonniers, 75883 Paris Cedex 18.
TÉL.: 01 53 09 00 29
E-MAIL: consom@leolagrange.org
INTERNET: www.leolagrange-conso.org

CGL (Confédération générale du logement)
29, rue des Cascades, 75020 Paris.
TÉL.: 01 40 54 60 80
E-MAIL: info@lacgl.fr
INTERNET: www.lacgl.fr

CLCV (Consommation, logement et cadre de vie)
59, bd Exelmans, 75016 Paris.
TÉL.: 01 56 54 32 10
E-MAIL: clcv@clcv.org
INTERNET: www.clcv.org

Cnafal (Conseil national des associations familiales laïques)
19, rue Robert-Schuman, 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
TÉL.: 09 71 16 59 05
E-MAIL: cnafal@cnafal.net
INTERNET: www.cnafal.org

CNAFC (Confédération nationale des associations familiales catholiques)
28, pl. Saint-Georges, 75009 Paris.
TÉL.: 01 48 78 82 74
E-MAIL: cnafc-conso@afc-france.org
INTERNET: www.afc-france.org

CNL (Confédération nationale du logement)
8, rue Mériel, BP 119, 93104 Montreuil Cedex.
TÉL.: 01 48 57 04 64
E-MAIL: cnl@lacnl.com
INTERNET: www.lacnl.com

CSF (Confédération syndicale des familles)
53, rue Riquet, 75019 Paris.
TÉL.: 01 44 89 86 80
E-MAIL: contact@la-csf.org
INTERNET: www.la-csf.org

Familles de France

28, pl. Saint-Georges, 75009 Paris.
TÉL.: 01 44 53 45 90.
E-MAIL: conso@familles-de-france.org
INTERNET: www.familles-de-france.org

Familles Rurales

7, cité d'Antin, 75009 Paris.
TÉL.: 01 44 91 88 88
E-MAIL: infos@famillesrurales.org
INTERNET: www.famillesrurales.org

Fnaut (Fédération nationale des associations d'usagers des transports)

32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris. TÉL.: 01 43 35 02 83
E-MAIL: contact@fnaut.fr
INTERNET: www.fnaut.fr

Indecosa-CGT (Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés-CGT)

263, rue de Paris, 93516 Montreuil Cedex. TÉL.: 01 55 82 84 05
E-MAIL: indecosa@cggt.fr
INTERNET: indecosa.fr

UFC-Que Choisir (Union fédérale des consommateurs-Que Choisir)

233, bd Voltaire, 75011 Paris
TÉL.: 01 43 48 55 48
INTERNET: www.quechoisir.org

Unaf (Union nationale des associations familiales)
28, pl. Saint-Georges, 75009 Paris.
TÉL.: 01 49 95 36 00
INTERNET: www.unaf.fr

Les centres techniques régionaux de la consommation

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

CTRC Auvergne
17, rue Richopin, 63 000 Clermont-Ferrand.
TÉL.: 04 73 90 58 00
E-MAIL: u.r.o.c@wanadoo.fr

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Union des CTCR Bourgogne-Franche-Comté
2 rue des Corroyeurs, Boîte NN7, 21000 Dijon.
Dijon: TÉL.: 03 80 74 42 02
E-MAIL: contact@ctrc-bourgogne.fr
Besançon: TÉL.: 03 81 83 46 85
E-MAIL: ctrc.fc@wanadoo.fr

BRETAGNE

Maison de la consommation et de l'environnement
48, boulevard Magenta, 35200 Rennes.
TÉL.: 02 99 30 35 50
INTERNET: www.mce-info.org

CENTRE-VAL DE LOIRE

CTRC Centre Val de Loire
10, allée Jean Amrouche, 41000 Blois.
TÉL.: 02 54 43 98 60
E-MAIL: ctrc.centre@wanadoo.fr

GRAND EST

Chambre de la Consommation d'Alsace et du Grand Est
7, rue de la brigade d'Alsace Lorraine, BP 6, 67064 Strasbourg cedex.
TÉL.: 03 88 15 42 42
E-MAIL: contact@cca.asso.fr
INTERNET: www.cca.asso.fr

HAUTS-DE-FRANCE

CTRC Hauts-de-France
6, bis, rue Dormagen, 59350 Saint André-lez-Lille.
TÉL.: 03 20 42 26 60. E-MAIL: uroc-hautsdefrance@orange.fr
INTERNET: www.uroc-hautsdefrance.fr

NORMANDIE

CTRC Normandie
Maison des solidarités, 51, quai de Juillet, 14000 Caen.

TÉL.: 02 31 85 36 12
E-MAIL: ctrc@consonormandie.net
INTERNET: www.consonormandie.fr

NOUVELLE AQUITAINE

Union des CTCR/ALPC en Nouvelle Aquitaine
Antenne Limousin et siège social
1, rue Paul Gauguin, 87100 Limoges.
TÉL.: 05 55 77 42 70
E-MAIL: ctrc.alpc@outlook.com
INTERNET: www.unionctrcalpc.com
Antenne Poitou-Charentes/Vendée
11, place des Templiers, 86000 Poitiers.
TÉL.: 05 49 45 50 01.
E-MAIL: ctrc.poitoucharentes@wanadoo.fr
Antenne Aquitaine
Agora, 8, chemin de Lescan 33150 Cenon.
TÉL.: 05 56 86 82 11
E-MAIL: alpc.aquitaine@outlook.com
Antenne Dax
TÉL.: 05 58 73 10 22
E-MAIL: alpc.sudaquitaine@outlook.com

OCCITANIE

CTRC Occitanie
31, allée Léon Foucault Résidence Galilée 34000 Montpellier
TÉL.: 04 67 65 04 59
E-MAIL: secretariat@ctrc-occitanie.fr
INTERNET: www.ctrc-occitanie.fr

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

CTRC Provence-Alpes-Côte d'Azur
23, rue du Coq, 13001 Marseille.
TÉL.: 04 91 50 27 94
E-MAIL: contact@ctrc-paca.org
INTERNET: www.ctrc-paca.org

Pour les départements d'outre-mer, référez-vous aux sites des associations nationales.

Aspirateurs Plutôt traîneau ou balai?

CENTRE D'ESSAIS
18 produits
testés



ISTOCK



Efficacité d'aspiration, autonomie, consommation électrique annuelle, facilité d'entretien... Nous avons passé au crible 18 aspirateurs, balais et traîneaux. Deux catégories d'appareils dont chacune a sa surface de prédilection.

D'un côté, l'aspirateur traîneau, de l'autre, l'aspirateur balai. Deux catégories d'appareils qui répondent à un même besoin, aspirer la poussière, mais qui restent sensiblement différentes ; il faut choisir en fonction des surfaces et de l'usage auquel on destine l'appareil.

GRANDE MAISON OU APPARTEMENT ?

Le « traîneau », c'est l'aspirateur classique à roulettes, relativement encombrant, dépendant de la prise électrique auquel il est relié et doté d'un réservoir à poussière important : c'est l'aspirateur de la (grande) maison. Le « balai », pourvu d'une batterie et donc libéré de tout fil est, à l'inverse, très léger et maniable. Mais son autonomie est limitée, à l'instar de la capacité de son réservoir à poussière. C'est l'aspirateur des plus petites surfaces, donc plutôt celui des appartements ; il est aussi facilement transportable à l'étage d'une maison pour une surface restreinte.

➤ Cette distinction justifie à elle seule notre présentation dans deux tableaux distincts des 17 appareils de cet essai, ou plutôt des 18, car nous vous présentons en bonus un aspirateur hybride qui se situe



un peu entre les deux, l'intrigant X-Ö 90 de Rowenta (voir l'encadré page 40).



➤ Ce qui fait avant tout la différence entre traîneaux et balais, c'est la présence de batteries dans les seconds.

✓ Les résultats de notre essai

ASPIRATEURS BALAIS

- +++ Très bon 20 à 17
- ++ Bon 16,5 à 13
- + Acceptable 12,5 à 10
- Insuffisant 9,5 à 7
- Très insuffisant 6,5 à 0

Les pourcentages entre parenthèses expriment le poids de chaque critère dans la notation finale.

	 Bosch Unlimited Gen2 Série 8 (BBS8214)	 Dyson Cyclone V10 Absolute
• Prix indicatif	500 €	500 €
• Poids balai/aspirateur à main	3,1/1,9 kg	2,6/1,7 kg
• Dimensions (H x L x P)	133 x 25 x 24 cm	124 x 25 x 26 cm
• Éclairage à l'avant de la tête	Oui	Non
• Batterie amovible	Oui	Non
Essais techniques (25 %)		
• Capacité du réservoir	0,67 l	0,86 l
• Puissance utile	++	+++
• Niveau sonore	69 dBA	76 dBA
Efficacité (50 %)		
• Tapis et moquettes	+++	+++
• Sols durs avec fentes	+	++
• Enlèvement de poils de fourrure	+++	+++
• Avec réservoir chargé	+++	++
• Autonomie à la plus grande puissance	13 min (Turbo)	9 min (Max)
• Durée d'une charge complète	3 h 52 min	2 h 05 min
• Consommation électrique ⁽¹⁾	+	+
• Coût annuel ⁽²⁾	4,30 €	5,10 €
• Consommation en maintien de charge	++	-
Commodité d'emploi (20 %)		
• Notice d'emploi	++	+
• Utilisation et commandes	+++	++
• Résistance aux déplacements	++	++
• Visualisation de l'autonomie	+++	+++
• Vidange du réservoir	+	++
• Accès aux filtres	+	+++
Facilité de réparation⁽³⁾ (5 %)	++	+
NOTE GLOBALE (100 %)	16/20	15/20

Caractéristiques communes : filtre moteur amovible, pas de filtre de refoulement dédié pour Essentiel b, Electrolux et Bosch. (1) Pour l'aspiration

Et c'est ce qui explique leurs tarifs beaucoup plus élevés que ceux des premiers. Selon le Groupement des marques d'appareils pour la maison (Gifam) en 2021, le prix moyen d'un aspirateur sans fil a atteint 227 €, contre 116 € pour les modèles à roues. Ce qui ne rebute pas les consommateurs puisque, l'an dernier, il s'est

					
Samsung Jet 75 Turbo VS20T7531T4	Dyson V8 Absolute +	Rowenta X-Force Flex 11.60 (RH9878WO)	Hoover H-Free 200 (HF222AXL 011)	Electrolux Well Q7 (WQ71-Green)	Essentiel b (Boulanger) EAMU 216 Easy2
450 €	400 €	450 €	200 €	270 €	100 €
2,8/1,6 kg	2,5/1,5 kg	3,1/1,8 kg	2,5/1,5 kg	2,9/1,4 kg	2,2/1,2 kg
125 x 26 x 24 cm	126 x 25 x 22 cm	127 x 25 x 28 cm	130 x 25 x 22 cm	114 x 28 x 19 cm	115 x 25 x 23 cm
Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non
0,82 l	0,61 l	0,87 l	0,76 l	0,35 l	0,56 l
+++	++	+++	-	-	-
70 dBA	72 dBA	72 dBA	75 dBA	70 dBA	68 dBA
++	+++	++	+	-	--
+++	+++	+	+++	--	--
+++	+++	+++	+	+++	-
+	+	-	-	--	--
10 min (Max)	7 min (Max)	6 min (Boost)	13 min (Turbo)	17 min (x 2)	25 min (Vitesse rapide)
2 h 30 min	3 h 02 min	1 h 58 min	4 h 05 min	4 h 25 min	4 heures
+	+	+	++	++	+++
5,20 €	5,30 €	5,20 €	2,70 €	2,40 €	1,50 €
+++	-	++	++	+	++
++	+	+	-	-	++
+++	++	++	++	+++	+
+	++	++	+	++	++
+++	+++	+++	+	+++	+++
+	++	+	+++	+	+++
+	+++	+	+	+	+
++	+	+	++	+	+
15/20	14,5/20	13,5/20	12/20	10/20	9,5/20

une surface de 35 m², 50 % de tapis et 50 % de sols durs. (2) En utilisation seule, à la fréquence de quatre fois par semaine sur 50 semaines, au tarif de 0,174 € le kWh. (3) Démontage et remontage de la batterie et du moteur.

PHOTOS PRODUITS : S. AUDRAS/REA/«60» - ISTOCK

vendu davantage de modèles balais que d'aspirateurs traîneaux!

POILS ASPIRÉS : AVANTAGE AUX SANS-FIL

➤ **Quelles capacités d'aspiration est-on en droit d'attendre des premiers comme des seconds?**

Au terme de nos essais, menés sur

des dizaines de mètres carrés avec des kilos de poussière, un premier constat s'impose : la plupart des modèles, tous types confondus, s'en tirent plutôt bien, une poignée d'appareils remportant haut la main nos différents tests d'aspiration. Parmi eux figure le balai Dyson V8 Absolute +, qui élimine de façon aussi

performante les poils d'animaux que les saletés présentes sur les tapis et moquettes ou que celles sur les sols durs avec fentes, une surface reproduisant les interstices du parquet où se nichent poussière et miettes.

➤ **Dans sa division, celle des aspirateurs balais sans fil, l'efficacité sur tapis** est globalement au

rendez-vous : ce modèle est talonné par le Samsung, par un autre Dyson (le Cyclone V10 Absolute) et par le Bosch, ces deux derniers étant vendus pour la coquette somme de 500 €.

Seuls les aspirateurs balais Electrolux et Essentiel b, derniers de la

catégorie, manquent vraiment de souffle : après cinq allers-retours sur un tapis, ils engloutissent à peine 60 % de la poussière totale.

À titre de comparaison, le Bosch et les deux Dyson éliminent jusqu'à 84 % des saletés présentes sur ce genre de sol. Et jusqu'à 60 % après un

seul aller-retour ! Petite consolation avec l'électrobrosse d'Electrolux, qui s'est très bien comportée pour le test sur les poils d'animaux.

➤ **Pour nettoyer les brins de fourrure et les cheveux**, les aspirateurs balais sont en général plus efficaces que les traîneaux grâce à

✓ Les résultats de notre essai

ASPIRATEURS TRAÎNEAUX SANS SAC

- +++ Très bon 20 à 17
- ++ Bon 16,5 à 13
- + Acceptable 12,5 à 10
- Insuffisant 9,5 à 7
- Très insuffisant 6,5 à 0

Les pourcentages entre parenthèses expriment le poids de chaque critère dans la notation finale.

	Miele Boost CX1 PowerLine	Dyson Cinetic Big Ball Multi Floor 2	Rowenta Silence Force Cyclonic Parquet (R07649EA)	Elsay (Leclerc) EV-830-E07	Philips 2000 Series (XB2142/09)	Electrolux Clean 600 Green (EL61C2GRN)
• Prix indicatif	300 €	350 €	230 €	80 €	180 €	200 €
• Poids prêt à l'emploi	7,5 kg	7,9 kg	8,4 kg	5,6 kg	5,4 kg	6,7 kg
• Réglage de la puissance d'aspiration ⁽¹⁾	Oui	Non	Non	Oui	Non	Oui
• Dimensions (H x L x P)	111 x 42 x 48 cm	100 x 31 x 77 cm	113 x 30 x 77 cm	98 x 28 x 62 cm	108 x 27 x 33 cm	111 x 36 x 44 cm
• Rangement des accessoires dans le traîneau	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui

Essais techniques (25 %)

• Capacité du réservoir	2,75 l	1,7 l	2,5 l	1,8 l	1,3 l	1,65 l
• Rayon d'action	9,6 m	9,8 m	11,2 m	8,4 m	9,1 m	11,9 m
• Puissance utile	+++	++	+	+	+++	++
• Niveau sonore	74 dBA	72 dBA	69 dBA	76 dBA	72 dBA	73 dBA

Essais pratiques (50 %)

• Tapis et moquettes	+++	++	+++	++	+	++
• Sols durs avec fentes	+	+++	+	+++	++	+++
• Enlèvement de poils de fourrure	++	-	+	++	+	+
• Avec réservoir chargé	++	++	-	+	+	+
• Consommation électrique ⁽²⁾	+	+++	+++	+++	+	+++
• Coût annuel d'utilisation ⁽³⁾	14,80 €	5,20 €	6,30 €	5,60 €	11,30 €	5,40 €

Commodité d'emploi (20 %)

• Notice d'emploi	++	+	-	+	-	-
• Utilisation et commandes	++	++	+	+	++	+
• Résistance aux déplacements du suceur mixte	++	++	-	+	++	++
• Vidange du réservoir	++	++	+	+	+	+
• Accès aux filtres	+	+	+	+	+	+

Facilité de réparation⁽⁴⁾ (5 %)




	+	+	+	++	++	+
--	---	---	---	----	----	---

NOTE GLOBALE (100 %)

	15/20	14/20	13,5/20	13/20	13/20	13/20
--	-------	-------	---------	-------	-------	-------

Caractéristiques communes : filtre moteur et refoulement amovible sauf Dyson, jauge de remplissage du réservoir à l'exception de Elsay. (1) En dehors de la présence systématique de la vanne de réglage du débit d'aspiration. (2) Consommation électrique sur tapis et sur sols durs. (3) Pour l'aspiration d'une surface de 87 m² (50 % de tapis et 50 % de sols durs) à la fréquence d'une fois par semaine sur 50 semaines, avec un tarif de 0,174 € le kWh. (4) Réparation par le fabricant.

leur électrobrosse, une tête rotative délogeant facilement les déchets pileux. Sur ce critère, six balais décrochent la meilleure mention, quand deux traîneaux seulement sur les neuf parviennent à obtenir une mention similaire. Un point à prendre en compte si vous vivez avec un animal de compagnie.

		
Moulinex Swift Power Cyclonic (M02913PA)	Beko VCO 42701 AB	Bosch Série 2 (BGS05X240)
110 €	90 €	110 €
4,8 kg	5,2 kg	5,7 kg
Non	Oui	Oui
99 x 28 x 54 cm	112 x 36 x 45	96 x 27 x 66
Oui	Non	Oui
1,6 l	1,2 l	1,4 l
7,8 m	9,2 m	9,2 m
++	+++	++
74 dBA	74 dBA	73 dBA
++	+	-
++	++	++
+	-	+
+	-	-
+	++	+
7,90 €	6,60 €	10,60 €
-	+	-
++	+	++
+	-	++
+	+	+
+	++	+
+++	++	+++
13/20	13/20	11,5/20

2) Consommation électrique pour une efficacité de dépeussierage proche
1) Démontage et remontage du moteur et de l'enrouleur.

Comment nous avons procédé

LES TESTS RÉALISÉS PAR NOTRE CENTRE D'ESSAIS COMPARATIFS

• Mené en partenariat avec l'Ademe, ce test a mis au banc d'essai neuf aspirateurs traîneaux sans sac, huit modèles sans fil et un hybride.
• L'efficacité d'aspiration a été jugée sur différentes surfaces (tapis, sols durs avec fentes) à l'aide de poussières d'essai

normalisées et de poils acryliques pour simuler les poils d'animaux.

• Le niveau sonore a été mesuré à l'aide d'un sonomètre et estimé par un jury.

• La puissance utile et la consommation électrique ont été évaluées en s'inspirant de la norme EN 60312-1 (2017).

• L'autonomie à la plus grande puissance d'aspiration et la durée nécessaire à une charge complète ont également été mesurées pour les aspirateurs sans fil.
• La commodité d'emploi, notamment l'accès au filtre et la vidange du réservoir, a été vérifiée pour chaque appareil.

LES TRAÎNEAUX PLUS EFFICACES SUR SOL DUR

➤ Dans la catégorie des aspirateurs traîneaux, le modèle Elsay se révèle efficace sur tous les types de sol. Un bon point, surtout si l'on considère son prix : seulement 80 €, ce qui lui permet d'afficher par la même occasion le meilleur rapport qualité-prix du panel. Les autres peuvent avoir quelques faiblesses sur certaines matières... En queue de peloton, le traîneau Bosch est même jugé insuffisant pour l'aspiration sur tapis et moquettes.

➤ Toutefois, sur les sols durs avec fentes, la quasi-totalité des aspirateurs à roues obtiennent de bons résultats. Ils sont avantagés par leurs embouts à bouche large, plus efficaces que les électrobrosses des balais sans fil. Le plus souvent, quelques passages sur sol dur suffisent pour éliminer 100 % de la poussière... quand certaines références d'aspirateurs balais, comme l'Essentiel b et l'Electrolux (encore eux !), échouent à avaler la totalité des saletés après cinq allers-retours.

➤ Mais, quelle que soit la catégorie, et sans surprise, la capacité d'aspiration de tous les modèles testés a tendance à flancher lorsque le réservoir à poussière est rempli. Un phénomène provoqué

par la baisse d'intensité des flux d'air induite par l'accumulation de particules dans le réservoir et par l'encrassement du filtre moteur. La chute d'efficacité la plus spectaculaire sur tapis est celle du traîneau Rowenta Silence Force Cyclonic, dont la capacité d'aspiration baisse de 25 % une fois le réservoir rempli. À l'inverse, les traîneaux Dyson et Miele ainsi que le balai Dyson Cyclone V10 Absolute conservent une bonne capacité d'aspiration avec un bac chargé. Mention spéciale au premier de l'essai sans fil, le Bosch, gratifié d'un « très bon » sur ce critère.

DES AUTONOMIES TRÈS VARIABLES

➤ Vous penchez plutôt pour un aspirateur balai ? Examinez avant tout son autonomie... Mais attention, la comparaison est loin d'être aisée. Car cette autonomie peut se révéler sensiblement différente en fonction de la puissance d'aspiration choisie. Et ce, alors que tous les constructeurs ne proposent pas le même choix ni les mêmes dénominations,



ISTOCK - PRODUITS : S. AUDRAS/REA/«60»

surtout pour les puissances maximales, baptisées Max, Turbo, x 2, vitesse rapide ou Boost. Les mesures du tableau sur ce critère sont donc à relativiser.

► **Prenons l'exemple du Samsung : en mode Max** – la puissance la plus élevée – l'appareil s'essouffle après six minutes d'utilisation selon les données du constructeur (dix minutes selon notre centre d'essais). Mais l'autonomie passe à trente minutes lorsque le mode intermédiaire est enclenché et bondit même à une heure au niveau minimum.

► **Il faudra donc surveiller les témoins lumineux indiquant le niveau de la batterie**, présents sur tous les modèles, et faire l'économie des modes les plus énergivores si ce n'est pas justifié. Au passage, saluons la bonne performance du Bosch, qui parvient à tenir treize minutes, malgré son importante puissance d'aspiration, gourmande en énergie.

► **Quant aux aspirateurs balais Rowenta et Dyson V8 Absolute +**, ils n'atteignent pas huit minutes d'autonomie à l'intensité de puissance la plus grande.

L'autonomie des balais dépend beaucoup du mode choisi.

PATIENTER POUR LE TEMPS DE RECHARGE

► **Si les deux derniers balais de l'essai, Electrolux et Essentiel b**, affichent une autonomie dépassant le quart d'heure à l'intensité la plus haute, c'est parce que leur puissance utile, c'est-à-dire leur efficacité d'aspiration mesurée en bout de tuyau, est beaucoup plus faible que celle des autres références. En clair : ils sont durables, mais nettoient beaucoup moins bien que la concurrence.

► **Concernant les temps de recharge**, il faudra patienter entre deux heures et plus de quatre, selon les appareils, pour remplir la batterie à 100 %. La palme de la recharge interminable revenant, avec quatre

Le traîneau sans fil : la bonne idée ?

Nous avons décidé de traiter à part le X-Ô 90, de Rowenta, à la fois traîneau et sans fil. Parvient-il à conserver le meilleur des deux mondes ? En matière de puissance, son efficacité d'aspiration en bout de tuyau est la meilleure de l'essai ! Concrètement, il est bon sur les tapis, la moquette et les sols durs, un peu moins doué pour capter les poils de fourrure, et pour cause : il n'a pas d'électrobrosse. Bémol notable : au niveau de puissance le plus élevé, il ne dépasse pas cinq minutes d'autonomie. Une durée d'utilisation qui monte à dix-neuf minutes si l'on baisse l'intensité d'un cran. Comptez deux heures vingt pour recharger intégralement la batterie. Avec un réservoir de 1,34 litre, il domine largement les autres appareils sans fil du test. Atout non négligeable : il n'émet que 67 décibels, le niveau sonore le plus faible du comparatif. ●



Rowenta – X-Ô 90

Tarif : 450 €

Puissance utile : 223 W

Bruit : 67 dBA

heures vingt-cinq, à l'Electrolux, qui n'a décidément pas volé son avant-dernière place.

► **Côté consommation d'énergie, les simulations annuelles** appliquées aux deux catégories d'aspirateurs varient sensiblement ; mieux vaut donc comparer les appareils entre eux dans chaque catégorie. Chez les aspirateurs balais, le coût annuel d'utilisation varie de 1,50 € pour le modèle Essentiel b à 5,30 € pour le Dyson V8 Absolute +. Les disparités sont plus fortes du côté des traîneaux : de 5,20 € pour le Dyson à près de 15 € pour le Miele. Des différences qui s'expliquent, entre autres, par la présence de moteurs plus ou moins gourmands en électricité.

► **En magasin, il est, hélas, toujours impossible de connaître la classe énergétique** des aspirateurs, alors que d'autres produits électroménagers, comme les climatiseurs ou les lave-vaisselle, sont classés de A à G selon leur consommation électrique. Rappelons qu'en 2018, après une plainte du constructeur Dyson, le tribunal de l'Union européenne a annulé le règlement

sur l'étiquetage énergétique des aspirateurs, jugé imprécis pour ces produits. Un manque d'information regrettable pour le consommateur.

DES ÉCARTS NOTABLES POUR LE NIVEAU SONORE

► **Un aspirateur est un appareil bruyant, c'est entendu, mais certains le sont plus que d'autres.** Pour savoir lesquels, nous avons mesuré, non pas leur puissance acoustique – une donnée diffusée par les étiquettes énergie (et qui représente l'énergie sonore émise par l'appareil dans toutes les directions) –, mais la pression à l'oreille de l'utilisateur. Résultat : avec une moyenne de 73 décibels (dBA), les traîneaux s'avèrent un peu plus bruyants que les balais, mesurés à 71,5 dBA. Soit les nuisances d'une salle de classe tapageuse, selon les équivalences établies par le centre d'évaluation technique de l'environnement Bruitparif. Jusqu'à 8 dBA séparent l'aspirateur le plus silencieux, le balai Essentiel b, des plus bruyants, le balai Dyson Cyclone V10 Absolute et le traîneau Elsay.

➤ **Cela vous semble peu ? C'est oublier que, lorsque deux bruits ont 10 dBA d'écart, on perçoit l'un comme deux fois plus fort que l'autre !** Évidemment, plus la puissance d'aspiration est grande, plus le bruit émis augmente. Bonne nouvelle : des produits fiables en dessous des 70 dBA existent dans notre panel, comme l'aspirateur balai Bosch et le traîneau Rowenta.

PENSEZ À NETTOYER LES FILTRES

➤ **Quoi qu'il en soit, si le bruit de votre appareil change, procédez à un examen visuel** du réservoir à poussière : il est probablement temps de le vidanger. À l'usage, ce sont les bacs des balais Dyson, Hoover et Essentiel b qui nous ont paru les plus simples à vider : en quelques secondes, on bascule le contenu dans sa poubelle en limitant un maximum le contact avec la poussière. Selon l'Agence de la transition écologique (Ademe), il est conseillé de vider le collecteur dès qu'il est plein aux trois

quarts, pour préserver les performances de votre aspirateur.

➤ **S'il continue à émettre un son étouffé ou aspire moins bien que d'habitude** après cette opération, nettoyez les filtres moteur et de sortie d'air, voire changez-les : ils peuvent provoquer une surchauffe lorsqu'ils sont encrassés. En principe, le premier, proche du moteur, est accessible via une trappe ou, dans les balais, en retirant le réservoir. Dans certains cas, il peut exister jusqu'à trois filtres. Le plus simple, pour connaître leur fréquence de nettoyage ou de remplacement, est de se reporter aux conseils de maintenance qui figurent dans la notice. Suivre ses recommandations est une garantie de longévité pour les appareils. L'Ademe a en effet calculé que 50 à 70 % des pannes survenant durant la période de garantie de deux années sont dues à un manque d'entretien ou à un défaut d'utilisation.

➤ **En cas de dysfonctionnement du moteur ou de l'enrouleur du câble d'alimentation**, vous pouvez vous

improviser dépanneur. Si plusieurs modèles de notre panel sont faciles à réparer – dans tous les cas avec du matériel grand public –, comme le traîneau Moulinex ou le balai Hoover, d'autres exigent des compé-

tences en bricolage plus poussées. En particulier le balai Rowenta, dont le démontage du moteur, qui nécessite de couper ou de dessouder plusieurs fils, incitera les moins manuels à faire

L'indice de réparabilité sera obligatoire le 4 novembre.

appel à un professionnel.

➤ **En revanche, aucune difficulté à changer les batteries...** dont certaines se vendent à des tarifs mirifiques. Notamment celle du balai Samsung, facturée près de 300 € ! Enfin, sur ce chapitre de la réparation, rappelons que l'indice de réparabilité pour les aspirateurs filaires et non filaires sera obligatoire à partir du 4 novembre. De quoi motiver les constructeurs... ●

ADRIAN DE SAN ISIDORO
Ingénieur : THIERRY MARTIN



16/20
Bosch – Unlimited Gen2 Série 8 – 500 €
Le numéro un de l'essai, tous types d'aspirateurs confondus, excelle sur tapis et enlève efficacement les poils, même avec son bac rempli. Équipé d'une batterie haut de gamme, il affiche une autonomie parmi les plus importantes du panel. En prime, il est l'un des plus silencieux. Une très bonne référence.

13/20
Elsay – EV-830-E07 – 80 €
Le meilleur rapport qualité-prix : bon sur les tapis et pour éliminer les poils, très bon sur les sols durs avec fentes... Cet appareil aspire mieux que certains modèles trois fois plus chers ! Compact, il est aussi l'un des moins lourds de sa catégorie et consomme peu d'électricité à l'année.

✓ À retenir

- Privilégiez l'aspirateur balai pour les petites surfaces.
- L'aspirateur balai Dyson V8 Absolute + et le modèle traîneau Elsay se révèlent à l'aise pour toutes les tâches.
- Le traîneau Silence Force et l'hybride X-Ô 90, de Rowenta, ainsi que le balai Bosch sont les moins bruyants.
- Les traîneaux sont très efficaces sur les sols durs ; les balais, très doués pour aspirer les poils d'animaux et les cheveux sur un tapis.
- L'autonomie des modèles balais fond comme neige au soleil à la puissance d'aspiration la plus élevée.
- Videz régulièrement le réservoir à poussière et nettoyez les filtres de votre appareil pour optimiser sa puissance d'aspiration et allonger sa durée de vie.

Auto-écoles

Les tarifs à deux vitesses du permis B

Enquête

Certaines auto-écoles facturent plus cher le permis B aux clients qui le financent avec le Compte personnel de formation (CPF). Cette différence peut dépasser les 500 € !

Payer une formation sans toucher à ses économies : c'est ce que permet le Compte personnel de formation (CPF, dont le site officiel est moncompteformation.gouv.fr). Après chaque année travaillée, le compte s'étoffe de 500 €, qui est plafonné à 5 000 € pour la plupart des salariés et les travailleurs indépendants.

1 920 € POUR 20 HEURES AU LIEU DE 1 400 €

Une manne bienvenue pour payer sa reconversion, un bilan de com-

pétences ou encore le passage du permis B. Problème : certaines auto-écoles vendent leurs formations plus cher aux élèves utilisant leurs crédits CPF qu'aux autres.

« Avec ma cagnotte CPF de 1 860 €, je comptais m'inscrire dans une auto-école près de chez moi, Espace-Permis, située à Saint-Mandé dans le Val-de-Marne, raconte Marie*, la quarantaine. Mais je me suis rendu compte que l'auto-école demandait 520 € supplémentaires, si

Le gérant refuse de donner des explications sur ses tarifs.

l'on réglait en crédits CPF ! » Soit 1 920 € les 20 heures de conduite en boîte automatique, passage du code compris, contre 1 400 € demandés aux clients payant avec leurs propres deniers. Interloquée par la politique commerciale de l'auto-école, Marie parvient à joindre la direction, pour obtenir des explications. « Le gérant m'a affirmé qu'il n'avait pas envie de me donner un cours de comptabilité, avant de raccrocher », se souvient-elle. Une leçon chiffrée que l'auto-école n'a pas non plus souhaité nous donner lorsque nous l'avons appelée.

UNE TARIFICATION VARIABLE

Surprise... quelques jours après nos sollicitations, l'entreprise a supprimé sa double tarification. « J'ai l'impression que certaines auto-écoles profitent de l'effet d'aubaine procuré par le CPF, parfois perçu comme de l'argent tombé du ciel, pour gonfler leurs tarifs, ni vu ni connu », soupçonne Marie. Pour ne pas épuiser tous ses

Attention aux auto-écoles en ligne !

• Les auto-écoles en ligne comme Ornika, En voiture Simone ou Marianne formation, qui n'ont pas d'agence physique, disposent d'une bonne visibilité dans l'espace CPF. En quelques secondes, les élèves prennent rendez-vous avec un moniteur de leur quartier, via une application dédiée. Mais parfois, certains inscrits découvrent, au moment

des leçons de conduite, qu'aucun professeur n'est disponible dans leur ville. « L'élève est alors obligé de prendre les transports en commun pour rejoindre son moniteur le plus proche, tout au long de sa formation », observe Lorenzo Lefebvre, vice-président éducation et sécurité routières du syndicat Mobilians. Une purge lorsqu'on doit prendre le train !

• Si jamais vous êtes confronté à ce problème au début de votre formation et souhaitez rompre le contrat, faites valoir votre droit de rétractation, valable 14 jours après l'inscription en ligne. Avant de souscrire la formation, le plus avisé est de vérifier, via l'application dédiée, que des moniteurs travaillent bien dans votre quartier.

crédits CPF, elle a fini par souscrire une formation au permis B chez un concurrent moins gourmand, facturant 1 140 € le même nombre d'heures de conduite, code inclus. Cette tarification à géométrie variable, d'autres écoles la pratiquent. Notamment le réseau Stych et sa quarantaine d'agences. Pour son Permis réussite (30 heures de conduite, code compris), il faut s'ac-

quitter d'une somme de 1 049 €. Un tarif qui grimpe à 1 499 € si les cours sont payés à l'aide du CPF !

Interrogé, Stanislas Llurens, cofondateur de Stych, assume sa grille tarifaire. « Contrairement à un élève standard, qui paye toutes les heures de formation prévues dans son forfait, un élève CPF ne règle que les séances effectuées. S'il obtient son permis avant la fin de ses heures, c'est un manque à gagner pour nous. C'est pourquoi nos forfaits CPF sont plus onéreux que les autres. » Selon le cofondateur de Stych, 10 à 15 % des candidats CPF ne consommeraient pas toutes leurs heures.

IL INVOQUE LE COÛT DE SUIVI DU DOSSIER

Autre raison invoquée par Stanislas Llurens : le coût administratif du suivi des dossiers CPF. « Il faut conseiller le bénéficiaire CPF pour trouver le bon forfait avant la validation de son dossier, le relancer s'il reste inactif trop longtemps ou encore transmettre régulièrement les factures à la Caisse des dépôts, l'organisme qui gère la plateforme moncompteformation.gouv.fr, justifie-t-il. Cela crée des frais supplémentaires. »

En moyenne, le cofondateur de Stych éva-

lue le temps de traitement de ces différentes opérations à trois heures par candidat.

« Pour moi, il n'y a aucun surcoût entre un forfait CPF et toute autre formule, indique Laurent Durain, directeur de la formation professionnelle et des compétences de la Caisse des dépôts. Pour autant, si une auto-école veut différencier ses prix pour des raisons qui lui appartiennent, elle en a parfaitement le droit. En France, les entreprises peuvent

Jugée injuste, la tarification à géométrie variable n'a rien d'illégal !

pratiquer les tarifs qu'elles souhaitent sans avoir à se justifier. » La tarification à géométrie variable, jugée parfois injuste, voire immorale, n'a donc rien d'illégal.

D'autres gérants d'auto-écoles, à l'inverse, harmonisent leurs tarifs. « Je ne vois pas pourquoi des élèves passant par le CPF devraient payer davantage que les autres, considère David Podence, patron d'une école de conduite francilienne.

FAITES JOUER LA CONCURRENCE

« Si je souhaite augmenter mes tarifs, je le fais pour tout le monde, pour éviter qu'une partie de ma clientèle se sente lésée. Peut-être que certaines auto-écoles estiment que les bénéficiaires du CPF, souvent plus âgés que la majorité de leur clientèle, ont davantage de moyens et peuvent dépenser plus d'argent pour leur formation. »

Pour ne pas payer au prix fort, sachez qu'un forfait incluant le code et 20 heures de conduite oscille généralement entre 1 000 € et 1 400 €. Si le tarif vous semble trop élevé, faites jouer la concurrence : l'espace CPF propose, pour chaque ville, un grand nombre de professionnels pratiquant des prix très variables. À l'arrivée, économiser plusieurs centaines d'euros vous donnera la possibilité de financer plus rapidement une autre formation. ● **ADRIAN DE SAN ISODORO**

*Le prénom a été changé



Carburant

10 questions autour du superéthanol

Pratique

Avec l'envolée des prix des carburants, les automobilistes cherchent à faire des économies. Le superéthanol E85 est une solution pour rouler sans se ruiner mais il y a des précautions à prendre.

L'électrique sera probablement l'avenir de la voiture. Mais pour l'instant, tout le monde n'a pas les moyens ou la possibilité de se passer d'un modèle thermique. Face à l'augmentation du prix des carburants depuis un an, des solutions existent, cependant, pour réduire la facture. Le superéthanol E85 en fait partie. Découvrez notre guide pratique.

1 Qu'est-ce l'E85 ?

Le superéthanol E85, appelé aussi biocarburant, est un mélange de super sans plomb 95 et d'éthanol. Ce dernier est produit principalement à partir de céréales et de betterave. La quantité d'éthanol dans l'E85 varie entre 65 et 85 %, d'où son nom.

2 Quelles voitures peuvent rouler à l'E85 ?

Aujourd'hui, seules trois marques commercialisent des modèles d'origine équipés : Ford, Jaguar et Land Rover.

Il est aussi possible de faire installer un boîtier homologué sur sa voiture. Il est toutefois recommandé d'être

prudent, car les expertises pourraient être plus difficiles, avec certains moteurs qui ont des problèmes de fiabilité. C'est notamment le cas du 3-cylindres essence 1.2 PureTech que l'on trouve sur une bonne partie de la gamme Stellantis (Peugeot 208 et 308, Citroën C3 et C4, DS3, Opel Corsa et Mokka...) ou l'ancien 1.2 TCe du groupe Renault (Clio, Captur, Mégane, gamme Dacia, etc).

3 Comment s'équiper ?

Quatre sociétés commercialisent des kits de transformation : Biomotors, FlexFuel Company, Borel et eFlexFuel Technology. L'intervention consiste à installer un boîtier électronique qui va calculer le niveau d'éthanol à injecter dans le moteur. Comptez entre 700 et 1 600 €.

La catégorie du boîtier, et donc son prix, varie selon le type d'injection (directe ou indirecte), la norme antipollution (Euro 3 & 4 ou Euro 5 & 6) ainsi que la puissance fiscale (7 CV et moins, entre 8 et 14 CV, et depuis le 19 février 2021, les modèles 15 CV et plus, équipés d'un filtre à particules). Ce boîtier doit être homologué par les services de l'État et être

BON À SAVOIR

Contrairement au GPL, rouler avec un véhicule au superéthanol ne permet pas d'avoir automatiquement la vignette Crit'Air 1. Pour en bénéficier, la voiture doit être homologuée Euro 5 ou Euro 6 (immatriculation à partir du 1^{er} janvier 2011). Pour les véhicules plus anciens, ces derniers conservent la vignette Crit'Air correspondant à leur norme antipollution. Cela signifie qu'ils seront soumis aux mêmes contraintes de circulation que les modèles non flexifuel dans les zones à faibles émissions mobilité, également appelées ZFE-m.

installé impérativement dans un garage agréé.

4 Quel est l'intérêt de l'E85 ?

L'avantage de l'E85 est avant tout économique. Ce carburant n'est pas soumis à la même fiscalité que les autres carburants. Fin juillet, le prix moyen enregistré à la pompe était de 0,81 €/l.

En revanche, selon votre conduite, vous consommerez 20 à 30 % en plus par rapport au sans plomb car il a un pouvoir calorifique moins impor-



tant. Malgré cette surconsommation, on estime que le coût de l'installation est rentabilisé au bout de deux ans si vous roulez en moyenne 13 000 km par an.

5 Quelles sont les aides ?

Quatre régions subventionnent l'installation d'un boîtier. Les Hauts-de-France financent 40 % des dépenses dans la limite de 400 € et le véhicule doit avoir plus de deux ans. L'aide est accordée sous conditions de ressources. Dans le Grand-Est, la prime peut aller jusqu'à 550 € et le véhicule doit obligatoirement avoir plus de quatre ans. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, n'impose que la condition géographique et offre une aide maximum de 250 €. Enfin, l'Île-de-France propose depuis peu une aide forfaitaire de 500 €.

Par ailleurs, la carte grise est exemptée de frais. Elle ne vous coûtera rien, excepté en Bretagne et dans le Centre-Val de Loire où le coût est divisé par deux. Autre avantage : les voitures Flexifuel E85 d'origine

émettant moins de 250 g/km bénéficient d'un abattement de 40 % pour le calcul du malus (article 1011 bis du code général des impôts).

6 Ya-t-il des démarches administratives ?

Si la voiture est équipée d'origine, il n'y a aucune démarche à effectuer. Si vous faites installer un boîtier, le certificat d'immatriculation du véhicule doit être modifié. Le seul changement porte sur la ligne P3 de la carte grise qui indique l'énergie. La mention ES (essence) est remplacée par la mention FE (flexifuel + essence). L'installateur doit vous fournir un certificat de conformité du dispositif de conversion établi par le fabricant du boîtier et une copie du procès-verbal d'agrément du prototype d'un dispositif de conversion, délivré par l'État.

La modification sur la carte grise sera indispensable pour passer le contrôle technique. Sinon, vous serez recalé.

L'installation d'un boîtier oblige à faire modifier la carte grise.

7 Où faire le plein ?

Si l'on fait un premier bilan, selon le site bioethanolcarburant.com, l'E85 était distribué dans 3124 stations-service en France en août 2022, soit près d'un tiers du réseau. Pour trouver les stations, une carte interactive est disponible sur ce même site et différentes applications sont téléchargeables sur votre smartphone, comme Mes Stations E85.

Contrairement aux pompes GPL qui sont souvent excentrées par rapport aux autres, celles distribuant l'E85, au pistolet bleu, se trouvent à côté de celles du carburant sans plomb ou de gazole.

Rappelons que la voiture compatible peut rouler avec n'importe quel carburant sans plomb (SP 98, SP 95, SP95-E10) ou superéthanol E85. Le plein se fait dans le même réservoir pour l'essence et l'E85.

8 Est-ce que l'E85 pollue moins ?

Selon l'Association européenne des producteurs d'éthanol (iEthanol), l'E85 permet de réduire l'ensemble des émissions de CO₂ de 75,5 % par rapport aux carburants fossiles (étude ePure 2021). Ce résultat est obtenu en considérant les phases de production, de distribution et d'utilisation du carburant. La filière cite également une étude de 2017, selon laquelle le superéthanol permet d'obtenir une baisse de 90 % des particules fines par rapport à l'essence.

L'Agence pour la transition écologique (Ademe) confirme une empreinte carbone inférieure avec l'E85 (étude réalisée en février 2020 : *Véhicules légers, quel carburant choisir en France métropolitaine ?*). Pour les particules fines primaires, elle n'indique pas de différences sensibles entre les carburants, dans l'attente d'études supplémentaires sur les particules secondaires. Globalement, le superéthanol est mieux positionné que le diesel et l'essence pour la qualité de l'air et le changement climatique. Mais ses impacts restent bien supérieurs à ceux d'une voiture hybride rechargeable ou électrique.

Le boîtier doit être homologué par les services de l'État et impérativement installé par un garagiste agréé.



9 Quelle est la part de l'exploitation des terres agricoles ?

L'éthanol incorporé dans l'E85 en France est produit principalement dans l'Hexagone. Il provient de la culture de la betterave sucrière, de blé et de maïs. Environ 330 000 hectares sont dédiés à la production d'éthanol pour l'E85. Cela représente 1 % de la surface agricole utile en France.

L'éthanol est moins problématique que les esters incorporés dans le diesel, qui sont à base d'huiles végétales en grande partie importées. Il n'en reste pas moins que l'exploitation de terres agricoles pour la production de carburant fait débat.

10 Quelles sont mes garanties en cas de litige avec l'installation d'un boîtier ?

Sauf si vous achetez un véhicule neuf déjà prévu pour rouler à l'E85,

La garantie intègre toutes les pièces en contact avec le carburant.

vous perdez la garantie du constructeur. Mais en cas de problème, vous ne serez pas pour autant lésé. Un arrêté en date du 30 novembre 2017, renforcé depuis le 1^{er} avril 2021, oblige les

fabricants de kit de transformation à prendre le relais en cas de panne. D'où l'importance d'installer un boîtier homologué pour éviter toute mauvaise surprise.

La garantie intègre toutes les pièces qui sont en contact avec le carburant, à savoir le moteur, le système post-traitement des émissions, le système d'alimentation, le réservoir, la liste n'est pas exhaustive. En cas de litige, un expert sera nommé pour déterminer l'origine de la panne. Si dans la plupart des cas, les litiges se règlent assez facilement, il arrive néanmoins que les choses se gâtent ; chaque expert, celui du constructeur, de l'installateur ou de l'équipementier ayant tendance à se renvoyer la balle. ●

CHRISTOPHE BOURGEOIS

ISTOCK



L'E85 dans les moteurs non adaptés : à éviter !

• Avec le prix du carburant actuellement, l'idée de mélanger de l'E10 avec de l'E85, voire de ne mettre que de l'E85 dans le réservoir, est tentant. Vous ferez peut-être des économies à court terme en faisant baisser votre budget carburant mais probablement pas celui

concernant l'entretien. Car faire rouler une voiture à l'E85 sans boîtier n'est pas sans risque. Ce carburant est en effet plus corrosif que le sans plomb, ce qui peut endommager certaines parties du moteur.

• En outre, il peut poser des problèmes de démarrage à froid, notamment en hiver.

Le carburant n'émet effectivement pas assez de vapeur pour former un mélange gazeux avec l'air ambiant pour s'enflammer. En cas d'avarie, il sera impossible de faire jouer la garantie constructeur et vous n'aurez aucun recours car vous n'aurez pas utilisé le bon carburant.

Vélo cargo

Transport d'enfants en toute sécurité

Pratique

Le vélo cargo a de plus en plus de succès. Il est écologique et pratique au quotidien pour le transport des enfants. Reste à choisir le bon modèle.



Le vélo cargo a la cote. « L'explosion des prix des carburants engage à une réflexion sur les trajets en auto qui peuvent être remplacés par des trajets en vélo, y compris pour le transport des enfants au quotidien », explique Fabrice Thimon, responsable Pôle achat au sein de l'enseigne spécialisée Réseau cyclable. Le vélo cargo se prête parfaitement à cet usage. Il en existe trois types.

LONGTAIL, BI ET TRIPORTEUR

Le longtail (longue queue, en français) est une bicyclette avec une partie arrière rallongée. Sur son porte-bagages se fixe la structure ou les sièges accueillant jusqu'à trois enfants. Il offre la même maniabilité qu'un vélo classique.

Le biporteur, lui, est rallongé vers l'avant. Une caisse est positionnée entre le guidon et la roue avant. Elle peut transporter jusqu'à trois enfants.

Enfin, le triporteur possède trois roues, une à l'arrière et deux à l'avant de plus petit diamètre. Entre

ces dernières est placée la caisse. Ce modèle peut embarquer jusqu'à quatre enfants.

Bien sûr, la capacité de transport dépend de l'espace disponible et du poids total supporté. « Sur des longtails, les charges maximales à l'arrière peuvent se limiter à 65 kg. Il faut bien vérifier cette donnée avant d'acheter », avertit le spécialiste. Sur les longtails, les enfants sont assis à califourchon sur le porte-bagages. Ceux de moins de 5 ans doivent y être installés dans un siège avec une attache 3 points et des cale-pieds équipés d'une sangle, comme pour n'importe

quel vélo. Au-delà de 5 ans, il est préférable d'y ajouter des coussins, des cale-pieds, un pare-jupe (pour éviter que les pieds ne se prennent dans les

rayons) et un anneau ou un encadrement auquel se maintenir.

Sur les bi et triporteurs, la caisse doit être équipée de siège coque pour les moins de 1 an et de places avec autant de

ceintures 3 points que d'enfants. Il n'y a pas encore de norme spécifique à ce type de vélo. Ils doivent être ISO4210 comme tout vélo ainsi que EN 15194 quand ils disposent d'une assistance électrique.

Une solution pour éviter la voiture sur des trajets courts.

Des tarifs du simple au triple, voire plus

- Les vélos cargos existent en version propulsion musculaire ou assistance électrique. Mais tous les modèles n'existent pas dans les deux modes. Actuellement, plus des trois quarts des vélos cargos vendus sont à assistance électrique (VAE).
- Concernant les prix, les modèles musculaires sont commercialisés à partir de 1 200 €. Les premiers VAE le sont à partir de 3 500 €. Le prix moyen des VAE s'établit à 4 120 €.

UNE ASSISTANCE ÉLECTRIQUE APPRÉCIABLE

Le transport de deux enfants nécessite souvent le coup de pouce d'une assistance électrique. Dans ce cas, le choix de la motorisation et de l'autonomie des batteries sont importants. Le spécialiste recommande d'opter pour des marques de moteur connues, comme Yamaha, Bosch ou Shimano... ● PASCAL NGUYEN

ARGENT & LOGEMENT

CONSEILS • NOUVEAUTÉS • QUESTIONS DE DROIT
par LAURENCE OLLIVIER



1 400 €

C'est le gain empoché dès la première année par un couple de 40 ans, non-fumeur, en bonne santé, qui change d'assurance emprunteur au bout de trois ans, selon le courtier Magnolia.fr. Pour un prêt immobilier de 250 000 € sur 25 ans, c'est plus de 15 000 € d'économie chacun. Depuis le 1^{er} septembre, vous pouvez changer à tout moment.

Taxe foncière : très chères maisons

Sans surprise, le montant moyen de l'impôt a continué de progresser entre 2020 et 2021. Un propriétaire était imposé en moyenne à hauteur de 849 € de taxe foncière en 2021, soit 2,8 % de plus qu'en 2020, selon la Direction générale des finances publiques. Une addition plus lourde pour les détenteurs de maison que d'appartement : les premiers acquittent un impôt moyen de 932 €, contre 760 € pour les seconds. ●

VENTE IMMO

L'effet piscine, ça paie !

Vous hésitez à déboursier les 10 000 à 50 000 € nécessaires pour construire une piscine ? Sachez que l'investissement apporte une plus-value à votre logement. D'après une étude réalisée en juin dernier par meilleursagents.com, cela fait grimper le prix des villas de plus de 18 % en moyenne et de 8,4 % pour les appartements. L'impact reste toutefois plus limité dans les stations balnéaires : +12,7 % en moyenne contre +16,1 % sur l'ensemble du territoire. ●



Placements défiscalisés : satisfait ou remboursé !

Pour la première fois, dans un arrêt rendu le 22 juin dernier (pourvoi n° 20-11.846), la Cour de cassation a jugé que lorsque l'objectif de défiscalisation d'un placement n'est pas atteint, cela peut permettre à son détenteur d'en obtenir l'annulation et de demander à être remboursé des sommes investies. Une décision qui, à l'avenir, pourrait servir à d'autres épargnants lésés. ●



Vers un audit obligatoire lors de la vente d'une maison énergivore

Si un diagnostic de performance énergétique classe votre maison dans les passoires thermiques (étiquette F ou G), vous devrez faire procéder à vos frais à un audit énergétique, valable cinq ans. Cette mesure qui devait s'appliquer au 1^{er} septembre a été repoussée à avril 2023. Pour rappel, cet audit, moyennant 400 à 1 000 € suivant la surface de l'habitation, fournira des détails précis sur les travaux nécessaires pour conduire une rénovation performante par étapes et permettant d'atteindre directement l'étiquette B. De quoi amener les acquéreurs à chiffrer les dépenses à prévoir et à négocier des remises de prix. D'après les notaires, ces biens pourraient subir une décote jusqu'à 20 %. ●

À quoi sert la DGCCRF, le gendarme de la consommation ?



par
Patricia Foucher
Juriste à l'INC*

Quelles sont ses missions ?

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes est un organisme public rattaché au ministère chargé de l'Économie. Elle intervient principalement sur trois axes. Elle veille au respect des règles de la concurrence ; elle assure la protection économique des consommateurs notamment en s'assurant de l'application du code de la consommation et elle garantit la santé et la sécurité des consommateurs en veillant à la conformité des produits et des services.

Quels sont ses pouvoirs ?

La DGCCRF dispose d'un pouvoir de contrôle et d'enquête et peut délivrer des injonctions aux professionnels afin qu'ils retirent un produit de la vente, procèdent à un rappel de produit ou renvoient leur publicité et documents d'information. Elle peut aussi sanctionner administrativement les entreprises. Et en cas d'infraction pénale (abus de faiblesse...), elle peut établir un procès verbal et le transmettre au procureur de la République en vue d'une éventuelle condamnation.

Dans quel cas faire appel à elle et comment utiliser ses services ?

Vous pouvez vous connecter sur son site economie.gouv.fr/dgccrf pour faire le plein d'informations sur vos droits et sur rappel.conso.gouv.fr pour consulter les alertes de produits dangereux. Il est aussi possible de signaler un problème avec un professionnel sur signal.conso.gouv.fr ou par courrier, en écrivant à : DGCCRF, RéponseConso, B.P. 60, 34935 Montpellier Cedex 9. Enfin, vous pouvez appeler les agents de la DGCCRF au 0 809 540 550 (numéro non surtaxé) pour toute question liée à un achat ou un point de droit de la consommation. La DGCCRF peut vous orienter dans vos démarches ; en revanche c'est à vous de les mettre en œuvre. ●

*Institut national de la consommation



LES IMPAYÉS DE LOYERS

Un risque pour les petits bailleurs

En 2021, 50 144 personnes ont consulté l'une des 85 agences départementales d'information sur le logement (Adil) pour des impayés locatifs. Un chiffre plus faible que celui enregistré lors du pic de la pandémie mais qui reste à des niveaux élevés. En 2021, près d'un cinquième des bailleurs (17 %) fréquentant une Adil étaient en situation de précarité et bénéficiaient de minima sociaux. Souvent âgés, ils disposent d'un seul ou de deux biens, qui leur procurent un complément de revenus souvent indispensable. Les conséquences d'une perte de loyers pour eux peuvent être lourdes, indique une étude publiée en juin dernier*, qui signale l'importance de les informer sur l'existence de la garantie Visale, gratuite, dont ils n'ont pas connaissance. ●

➕ → SOS loyers impayés au 0805 16 00 75 (n° Vert)

*Source : Prévention des impayés et des expulsions locatives. État des lieux de l'activité du réseau Anil/Adil et perspectives, juin 2022.

Tableau de bord

LIVRETS RÉGLEMENTÉS

2% c'est le nouveau taux du livret A, en vigueur depuis le 1^{er} août.

Après revalorisation pour cause d'inflation, le Livret de développement durable et solidaire (LDDS), les Livrets bleu et Jeune bénéficient aussi du doublement de leur rémunération. Le taux du Livret d'épargne populaire (LEP), réservé à ceux qui paient peu ou pas d'impôt, est surboosté. Il passe à 4,6 % et devient ainsi le placement disponible à tout moment, le plus sûr, le moins fiscalisé et le plus rentable du marché. À découvrir ou à redécouvrir de toute urgence. ●

	Plafond de versement	Taux avant le 1 ^{er} août	Taux après le 1 ^{er} août
• Livret A ou Bleu	22 950 €	1 %	2 %
• LDDS	12 000 €	1 %	2 %
• Livret Jeune	1 600 €	1 %	2 %
• LEP	7 700 €	2,2 %	4,6 %

Biofioul

Pour qui, pour quoi?

Enquête

Il n'est plus possible d'installer une chaudière neuve utilisant du fioul traditionnel depuis le 1^{er} juillet. Un nouveau fioul, appelé F30, composé de fioul et de colza arrive. Une solution qui n'est cependant pas la panacée...

Environ trois millions de foyers français se chauffent avec une chaudière au fioul. Leur nombre ne cesse de diminuer, les pouvoirs publics ayant déjà multiplié les aides pour inciter à choisir des solutions moins polluantes. Le 1^{er} juillet, une mesure plus contraignante est entrée en vigueur : l'interdiction d'installer une chaudière neuve utilisant du fioul traditionnel.

Rien ne change pour ceux qui ont une chaudière en fonctionnement. Ils peuvent continuer à l'utiliser et à passer commande de fioul traditionnel. Si elle tombe en panne, ils peuvent aussi la faire réparer, sous réserve que les pièces nécessaires soient disponibles. Mais si elle rend l'âme, impossible de repartir à l'identique. Les appareils sont réputés durer une vingtaine d'années, ce qui laisse du temps pour ceux qui ont un équipement récent. Cependant, un changement de mode de chauffage ne s'improvise pas ; cela vaut donc la peine de s'interroger très en amont. Sans compter que l'on peut aussi vou-

loir se débarrasser de sa chaudière sans attendre sa fin de vie, parce que l'on souhaite renoncer au fioul. Plusieurs options existent, mais une nouvelle vient de faire son apparition : le fioul F30. Il s'agit d'un combustible mélangeant 70 % de fioul et 30 % de colza. Plus précisément, d'esters méthyliques d'acides gras (Emag) de colza.

LES IMPLICATIONS POUR PASSER AU BIOFIOUL

Le fioul F30 est destiné à être utilisé dans des chaudières neuves compatibles. Une marque, Biofioul Ready F30, a été lancée pour aider à les reconnaître. La Fédération française des combustibles, carburants et chauffage (FF3C) annonce un surcoût d'environ 200 € hors taxes pour ces nouvelles chaudières.

La gamme de prix resterait donc sensiblement la même, entre 4 000 et 6 000 € hors pose.

Ce nouveau fioul peut aussi être utilisé dans les chaudières existantes,



mais en changeant au moins le brûleur. « L'Emag a une corrosivité que n'a pas le fioul traditionnel, explique Frédéric Plan, délégué général de la FF3C. Les joints du brûleur doivent donc être plus résistants. La densité de l'Emag aussi est différente de celle du fioul traditionnel, ce qui implique une puissance du brûleur différente. Il faut enfin des lignes d'alimentation sans cuivre, car celui-ci peut dégrader le combustible. » Selon les cas, il faut donc prévoir un changement du brûleur (entre 800 et 1 000 €, pose comprise) et un remplacement de la ligne d'alimentation brûleur-cuve. Le passage au F30 n'implique pas de changer de cuve. « Il n'y a pas d'incompatibilité des matériaux avec

Changez au moins le brûleur pour une chaudière existante.

le F30 », assure Frédéric Plan. Le nettoyage préalable de la cuve peut, en revanche, être nécessaire. « Sans quoi, c'est l'Emag qui va nettoyer

la cuve, et les sédiments iront encrasser le filtre », explique le délégué général. Il recommande donc de procéder à un nettoyage, si celui-ci n'a pas été réalisé depuis une quinzaine d'années. ☞



BON À SAVOIR

L'arrivée du fioul F30 a pris un peu de retard. Sa distribution était suspendue à la parution d'un arrêté annoncé pour « la rentrée ». Cela pourrait compliquer les premières commandes. Selon la Fédération française des combustibles, carburants et chauffage, la moitié des dépôts primaires devait toutefois disposer de biofioul au démarrage.

« Sinon, et notamment si l'on utilise du fioul supérieur, il n'y a rien à faire », indique-t-il, ajoutant que le F30 peut être mélangé sans problème avec un reste de fioul traditionnel présent dans la cuve.

UNE SOLUTION PAS FORCÉMENT ÉCONOMIQUE

Combien coûte le litre de fioul F30 ? Impossible de le savoir au moment de la rédaction de cet article, mi-août. L'arrêté autorisant sa distribution n'était pas encore publié, le ministère de la Transition écologique annonçant une parution « à la rentrée ». La FF3C disait attendre les premières cotations. Avant l'été, toutefois, son délégué général nous avait annoncé

un surcoût de 15 % par rapport au fioul traditionnel. Il ne faut donc pas s'attendre à faire des économies en passant au F30.

Le fioul est une source d'énergie chère. Son prix a particulièrement grimpé en début d'année, avec une hausse de 60 % au premier semestre 2022 par rapport au premier semestre 2021. Les clients vont pouvoir compter sur une aide votée dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2022. D'un montant de 230 millions d'euros, elle devrait représenter une réduction d'au moins 12 centimes

Les prix du gaz et surtout du bois restent plus avantageux.

Sortir du fioul, oui mais comment ?

• Une chaudière au fioul peut être remplacée par une chaudière au gaz, une pompe à chaleur, une chaudière au bois ou un système solaire combiné ; il est également possible de se raccorder à un réseau de chaleur. Les différentes options sont présentées dans le guide « Changer de chauffage » de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

• Il est généralement possible d'obtenir des aides pour s'équiper. Mais attention, elles peuvent varier selon les revenus. Et pour certains appareils, comme les pompes à chaleur air-air ou, bientôt, les chaudières à gaz, il n'en existe pas. De nombreuses fausses informations circulent, il est recommandé de se renseigner auprès

du service public France Rénov'.

• Rappelons aussi qu'une prime pour l'enlèvement d'une cuve à fioul, d'un montant de 400 à 1200 €, est accordée aux foyers intermédiaires, modestes et très modestes.

• Ajoutons enfin que d'autres travaux peuvent être réalisés au préalable, notamment l'amélioration de l'isolation du logement.

par litre TTC. Les détails restaient à définir, notamment le ciblage et la durée de cette aide, mais elle doit en principe bénéficier aussi au F30.

Sur le plan financier, le gaz est clairement plus avantageux et le bois plus encore. Le coût du premier pourrait grimper fortement avec la fin du bouclier tarifaire. Cela réduira l'écart entre les deux combustibles, mais ne l'annulera sans doute pas. Le prix du bois a aussi fortement progressé, en particulier les granulés en raison d'une forte demande. Il reste toutefois, pour l'instant, bien plus raisonnable que celui du fioul.

Quant à l'électricité, c'est l'énergie la plus chère. Mais une pompe à chaleur en consomme peu, si elle est efficace et bien dimensionnée. Elle peut donc permettre de diminuer la facture de chauffage.

LES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

Sur le site dédié Biofioul.info, la FF3C indique que « le F30 respecte le plafond d'émissions de CO₂ fixé par la réglementation ». Très bien, mais à combien s'élèvent précisément ses émissions ? Nous n'avons pas trouvé la réponse sur le site, mais nous l'avons obtenue auprès du ministère de la Transition écologique : « Le F30 se placera à environ 270 g de CO₂ eq./KWh PCI. » C'est moins que le fioul traditionnel, qui émet 329 g. Il est aussi sous le seuil des 300 g fixés par la réglementation pour les équipements de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire

(décret n° 2022-8 du 5 janvier 2022). Mais, composé majoritairement de fioul, il émet encore beaucoup de CO₂. Par ailleurs, les fabricants se sont laissé une marge en prévoyant que la teneur en Emag peut varier entre 22 % et 30 %. De quoi remonter, selon nos calculs, à une teneur de 285 g !

UN AGROCARBURANT QUI FAIT DÉBAT

Le site Biofioul.info vante « une énergie renouvelable produite en France ». Certes, il y a bien une production nationale d'Emag de colza. Mais le colza est loin d'être uniquement français. Selon les statistiques de l'interprofession des huiles et protéines végétales, l'Hexagone a produit 3,3 millions de tonnes de colza en 2021. Il en a aussi importé près de 1,7 million. Selon la filière, développer l'utilisation énergétique des graines de colza permet aussi d'assurer, en parallèle, l'alimentation animale sous forme de tourteaux. Un argument retoqué par l'association négaWatt : « Nous mangeons trop de viande, rappelle son porte-parole. Si nous en mangeons moins, nous aurons moins besoin de tourteaux. » Quant au caractère durable ou écologiquement acceptable du fioul F30, il fait – pour le moins – débat. Deux tiers du colza sont aujourd'hui

Pensez à la pompe à chaleur hybride

Dans les régions froides, une pompe à chaleur hybride peut se révéler la solution la plus appropriée. Elle associe une pompe à chaleur et une chaudière au gaz ou au fioul, qui vient en appoint lorsque les températures chutent.

- Il aurait été judicieux de permettre aux foyers dotés d'une chaudière récente de la coupler avec une pompe à chaleur. Malheureusement, les aides ne sont accordées que pour l'achat d'une pompe à chaleur hybride entière neuve. Il faut donc investir lourdement et démonter l'ancienne chaudière, les pouvoirs publics voulant communiquer sur le nombre de chaudières au fioul supprimées !
- Si la pompe à chaleur hybride peut, de manière surprenante, fonctionner avec du fioul traditionnel, il semble préférable d'opter pour une chaudière Biofioul Ready F30. L'association sera plus vertueuse pour l'environnement et l'éventuel surcoût du biofioul restera limité, la chaudière ne fonctionnant que les jours très froids.

utilisés sous forme d'huile, principalement intégrée dans les agrocarburants : diesel B7 pour le grand public et B100 pour des flottes captives. Les ventes de voitures diesel sont en forte baisse ; la filière voit donc d'un bon œil l'arrivée du fioul F30, nouvelle voie de valorisation du colza. Mais la Cour des comptes a publié en juillet 2021 un rapport

sévère consacré à « La politique de développement des biocarburants ». Elle conclut à un « bilan environnemental globalement négatif ».

L'association européenne Transports & environnement demande, elle, un arrêt total du soutien aux agrocarburants de première génération et une utilisation des terres agricoles en priorité pour l'alimentation humaine. Son point de vue est partagé par l'association négaWatt. Celle-ci plaide pour la sobriété et la rénovation globale des logements, considérant le biofioul comme « une solution marginale avec des avantages marginaux en matière d'environnement ».

DES DÉROGATIONS MAIS JUSQU'À QUAND ?

Le bilan du fioul F30 n'est guère enthousiasmant. Ce nouveau produit pourra constituer une solution pour ceux qui ne sont pas en mesure de changer facilement de source d'énergie. Mais étrangement, la réglementation leur permet de continuer à utiliser du fioul traditionnel ! Le décret du 5 janvier 2022 a en effet prévu des dérogations.

Il est possible d'installer un équipement qui ne respecte pas le seuil de 300 g de CO₂ lorsque ni un réseau de gaz ni un réseau de chaleur ne sont présents ou si l'installation d'une pompe à chaleur implique un renforcement du réseau de distribution électrique. Le décret évoque aussi « une impossibilité technique [...] en cas de non-conformité à des servitudes ou aux dispositions législatives ou réglementaires relatives au droit des sols ou au droit de propriété ». L'exception devra être justifiée par une note d'un professionnel du chauffage ou un audit énergétique, conservé durant toute la vie de l'installation. Avec l'arrivée du fioul F30 qui respecte le seuil, il n'est pas sûr que ces dérogations perdurent. ●

FANNY GUIBERT 



Largement composé de fioul, il émet beaucoup de CO₂

Prenez votre consommation en main

**ABONNEZ-VOUS
POUR 1 AN**
et réalisez jusqu'à

23 % D'ÉCONOMIE



LE MENSUEL

Des essais comparatifs de produits et de services, des enquêtes fouillées, des informations juridiques, des conseils pratiques...

+ LES HORS-SÉRIES THÉMATIQUES

Des guides pratiques complets autour de l'alimentation, la santé, l'environnement, l'argent, le logement...

+ LE HORS-SÉRIE SPÉCIAL IMPÔTS

+ L'ACCÈS AUX SERVICES NUMÉRIQUES DE «60»

(Ordinateur, tablette et smartphone)

- Accès illimité aux versions numériques des anciens numéros.
- Accès aux versions numériques des mensuels et hors-séries compris dans votre abonnement.

+ LE SERVICE « 60 RÉPOND »

Service téléphonique d'information juridique. Nos experts répondent en direct à toutes vos questions.



Achat en ligne
CLIQUEZ ICI

**DÉCOUVREZ NOS FORMULES
100 % NUMÉRIQUES**
sur www.60millions-mag.com



**60
millions
de consommateurs**

BULLETIN D'ABONNEMENT

584

À compléter et à renvoyer sous enveloppe sans l'affranchir à : 60 Millions de consommateurs – Service Abonnements – Libre réponse 55166 – 60647 Chantilly cedex

☒ **OUI**, je m'abonne à 60 Millions de consommateurs. Je choisis l'abonnement suivant :

- ☐ **ABONNEMENT ÉCLAIRÉ 49 €** au lieu de ~~59,70 €~~
soit **18 % d'économie** : 1 an, soit 11 numéros + hors-série Impôts
+ Accès aux services numériques de «60»
- ☐ **ABONNEMENT EXPERT 83 €** au lieu de ~~108 €~~
soit **23 % d'économie** : 1 an, soit 11 numéros + hors-série Impôts
+ 7 hors-séries thématiques + Service « 60 RÉPOND » + Accès aux services numériques de «60»

Offre valable pour la France métropolitaine jusqu'au 30/11/2022. Vous disposez d'un délai de rétractation de 14 jours à réception du 1^{er} numéro. La collecte et le traitement de vos données sont réalisés par notre prestataire de gestion des abonnements Groupe GLI sous la responsabilité de l'Institut national de la consommation (INC), éditeur de 60 Millions de consommateurs, situé au Polaris, 76, avenue Pierre Brossollette, CS10037, 92240 Malakoff, à des fins de gestion de votre commande sur la base de la relation commerciale vous liant. Si vous ne fournissez pas l'ensemble des champs mentionnés ci-dessus (hormis téléphone et e-mail), notre prestataire ne pourra pas traiter votre commande. Vos données seront conservées pendant une durée de 3 ans à partir de votre dernier achat. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de limitation, de portabilité, d'opposition, d'effacement de vos données et définir vos directives post-mortem, à l'adresse suivante : dpd@inc60.fr. À tout moment, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Cnil. Nous réutiliserons vos données pour vous adresser des offres commerciales, sauf opposition en cochant cette case ☐. Vos coordonnées (hormis téléphone et e-mail) pourront être envoyées à des organismes extérieurs (presse et recherche de dons). Si vous ne le souhaitez pas, cochez cette case ☐. (Délais de livraison du 1^{er} numéro entre dix et trente jours, à réception de votre bulletin d'abonnement).

MES COORDONNÉES

☐ Mme ☐ M.

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone*

Email*

*Facultatif

MON RÈGLEMENT

Je choisis de régler par :

☐ Chèque à l'ordre de 60 MILLIONS DE CONSOMMATEURS

☐ Carte bancaire :

N° :

Expire fin :

Date & signature obligatoires

Crédit immobilier Comment faire passer son dossier ?

Enquête

Les prix toujours élevés de l'immobilier et la hausse des taux d'intérêt ces derniers mois rendent plus difficile l'obtention d'un financement. L'apport personnel est plus que jamais la clé pour pouvoir emprunter.

Obtienir un crédit immobilier ? Pas facile ! répondent les associations de courtiers en crédit, qui estiment que près d'un dossier sur deux est refusé. La situation des emprunteurs s'est, en effet, compliquée ces derniers mois.

UNE PARTIE DU PUBLIC N'EST PLUS SOLVABLE

Tout d'abord, emprunter revient plus cher, car les taux d'intérêt ont augmenté et continuent leur hausse. Celle-ci était de 0,02 % par mois au début de l'année, mais elle a atteint 0,13 % en juin et 0,16 % en juillet, indique Crédit logement, le principal organisme de caution des emprunteurs, dans son observatoire trimestriel. En juillet 2019, le taux moyen se situait à 1,14 % pour un crédit sur vingt ans ; en juillet 2022, il s'établissait à 1,69 %. Une partie du public n'est donc plus solvable, d'autant que les prix de l'immobilier ont beaucoup augmenté ces deux dernières années. À cela s'ajoute un autre écueil : le taux annuel effectif global (TAEG), qui synthétise le coût total du crédit pour l'emprunteur, ne doit pas

Aujourd'hui, augmenter son apport personnel est un impératif.

être plus élevé que le seuil de l'usure, c'est-à-dire le taux maximum auquel une banque peut prêter une somme d'argent. Destiné à protéger les consommateurs, celui-ci est fixé tous les trois mois ; la prochaine révision sera effective en octobre. Il est actuellement de 2,60 % pour les crédits immobiliers et prêts pour travaux d'un montant supérieur à 75 000 € et d'une durée comprise entre dix ans et moins de vingt ans.

« Avec le coût de l'assurance décès et invalidité ainsi que les frais de dossier, on arrive très vite au seuil de l'usure », prévient Ludovic Huzieux, cofondateur d'Artémis Courtage. Si les profils à haut potentiel réussissent encore à emprunter grâce à des taux préférentiels, ce n'est plus le cas pour les candidats aux dossiers moins attractifs. Pour décrocher un crédit, la clé est de parvenir à augmenter son apport personnel afin de dépasser 10 % du montant de l'opération, le minimum généralement requis par les banques. Faire

Il est peut-être judicieux d'attendre

• **Les prix de l'immobilier ont fortement augmenté ces dernières années (+6 % sur les douze derniers mois, selon l'Insee), rendant l'achat plus difficile pour les personnes dotées d'un budget serré. Plusieurs éléments présagent cependant une baisse ces prochains mois.**

• **Des prix plus abordables permettraient à un public**

plus large d'obtenir un crédit. Les agents immobiliers font déjà état d'un ralentissement. La difficulté d'obtenir des crédits et le niveau élevé des prix y contribuent. S'ajoute à cela la perspective de devoir réaliser des travaux d'économie d'énergie dans les logements mis en location : les loyers des

biens étiquetés F ou G dans le diagnostic de performance énergétique, obligatoire lors de la mise en location, sont désormais gelés. Les logements énergivores, dont le nombre est évalué à 5,2 millions par l'Observatoire national de la rénovation énergétique, seront progressivement retirés de la location. Leur prix devrait donc baisser.

des économies pendant quelques mois ou bénéficier de la solidarité familiale peuvent permettre d'obtenir plus facilement un emprunt. Le temps où les banques prêtaient même la somme nécessaire au paiement des frais de notaire semble, en effet, révolu.

EMPRUNTER MOINS, MOINS LONGTEMPS

Avec un apport personnel plus élevé, on emprunte une somme « qui pèse moins sur le bilan des banques, ce qui facilite l'obtention du crédit », suggère Pierre Chapon, président du courtier en crédit Pretto.

Emprunter moins et réduire ses mensualités, c'est aussi s'assurer que l'endettement ne dépasse pas 35 % de ses revenus, un impératif pour les banques. Augmenter l'apport personnel peut également permettre de souscrire un crédit d'une durée plus courte, sous la barre des vingt-cinq ans, le maximum accordé par les banques.

La durée moyenne des prêts est actuellement de 244 mois, soit un peu plus de vingt ans, selon l'observatoire Crédit logement-CSA. Autre avantage d'un crédit court : un taux plus intéressant. Plus la durée est

courte, moins la banque court de risques ; elle pratique donc un taux plus bas. En juillet 2022, toujours selon l'observatoire de Crédit logement, le taux moyen était de 1,57 % pour un emprunt sur quinze ans, mais de 1,79 % sur vingt-cinq ans. Et si, malgré tous vos efforts, votre projet immobilier ne respecte pas tous ces critères, il reste possible de convaincre votre banque.

Vous êtes limite ?
Tentez de convaincre votre banque.

Sachez qu'elle dispose d'un quota de 20 % de clients auxquels elle peut consentir un dépassement du seuil d'endettement de 35 %.

En général, elle accorde cette dérogation aux

profils dont les revenus élevés leur permettent de disposer d'un reste à vivre suffisamment important.

« Mais, même si vous ne faites pas partie de ces très hauts revenus, il est possible de convaincre la banque [...] en lui montrant votre potentiel, que vos reve-

nus sont en croissance constante, que vous êtes un épargnant avisé », assure Alexandre Fitussi, cofondateur de Beanstock, une plateforme destinée à l'investissement locatif.

FAITES JOUER LA CONCURRENCE

Enfin, pour éviter de se situer au-dessus du taux de l'usure, ce qui bloquerait l'obtention du crédit, il est impératif de faire jouer la concurrence concernant l'assurance décès et invalidité, et de ne pas se limiter à celle proposée par la banque, souvent plus chère. « Cela permet de gagner quelques points et, parfois, de se retrouver en dessous de l'usure, même si la situation est plus compliquée que d'habitude », reconnaît Astrid Cousin, porte-parole de Magnolia. Reste à consulter les banques en leur présentant votre projet ou à passer par

un courtier en crédit qui se chargera de défendre votre dossier. ●

NATHALIE COULAUD





LES NOUVEAUX RENDEZ-VOUS DU MOIS

LES MODIFICATIONS UNILATÉRALES DES CONTRATS D'ABONNEMENT INTERNET OU DE TÉLÉPHONIE

Avec l'Association Force ouvrière
consommateurs (Afoç)

Première diffusion le mardi 11 octobre

LE PRÊT D'ARGENT ENTRE PARTICULIERS

Avec l'Association Léo-Lagrange
pour la défense
des consommateurs (ALLDC)

Première diffusion le mercredi 12 octobre

QU'EST-CE QUE LA VÉTUSTÉ DANS UN LOGEMENT LOUÉ ?

Avec la Confédération générale
du logement (CGL)

Première diffusion le jeudi 13 octobre

LE FOND DE RÉPARATION (ANTI-GASPILLAGE)

Avec l'association Consommation,
logement et cadre de vie (CLCV)

Première diffusion le vendredi 14 octobre

LES BONS GESTES POUR DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Avec l'Agence de la transition
écologique (Ademe) et l'Institut
national de la consommation (INC)

Première diffusion le lundi 17 octobre

SPÉCIAL SE PROTÉGER CONTRE LES ESCROCS SUR LE WEB

Avec Cybermalveillance.gouv.fr

SMISHING OU HAMEÇONNAGE PAR
SMS : COMMENT ÉVITER LE PIÈGE ?

Première diffusion le lundi 24 octobre

USURPATION D'IDENTITÉ SUR INTERNET : COMMENT RÉAGIR ?

Première diffusion le mardi 25 octobre

QUE FAIRE EN CAS DE CYBERATTAQUE ?

Première diffusion
le mercredi 26 octobre

LE CYBERHARCÈLEMENT CHEZ LES JEUNES : COMMENT RÉAGIR ?

Première diffusion le jeudi 27 octobre

2 Lundi au vendredi
à **10 h 10**
Samedi à **10 h 40**

3 Lundi au vendredi
à **10 h 45**
Samedi à **11 h 15**

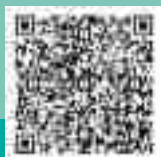
4 Lundi, mardi, jeudi,
vendredi, samedi
et dimanche à **19 h 45**

5 Lundi, mardi,
mercredi, jeudi
et vendredi à **14 h 30**

franceinfo

Lundi, mardi, mercredi,
jeudi et vendredi
à **13 h 00** et **18 h 00**
Samedi et dimanche
à **13 h 00** et **20 h 00**

En replay sur **france.tv**



Près de 500
émissions ConsoMag
à revoir sur le site

www.inc-conso.fr



Lucie Martinez

La présentatrice
de ConsoMag vous
donne rendez-vous
sur France Télévisions
et sur les réseaux sociaux.
Pour intervenir dans ConsoMag,
rejoignez-nous sur les réseaux.





Observatoire de l'inflation

Belle flambée des pellets

Les professionnels des granulés de bois font face à la hausse des coûts de production comme de la demande. Y a-t-il une spéculation sur ce produit très recherché ?

Comme beaucoup, nous avons changé notre chaudière fioul pour une chaudière à pellets. Nous achetions la palette de 66 sacs de 15 kilos [soit presque une tonne] au prix de 297 € en décembre 2021. En juillet, le prix est passé à 495 €, soit une hausse de 67 %. Depuis le témoignage de Pierre, pris parmi tant d'autres, le prix de la tonne a dépassé 550 €. « Les prix évoluent à la hausse quasiment tous les jours », confie un important revendeur.

LA SCIURE DE BOIS DEVIENT PLUS CHÈRE

Comment expliquer cette situation ? « Nous avons actuellement un surcoût de production de 100 à 120 € par tonne de granulés, lié à la hausse des énergies et du prix de fabrication de la sciure de bois », explique Éric Vial, délégué général de Propellet France, l'association nationale du chauffage au granulé. Deuxième moteur de l'inflation, l'explosion de la demande. En 2021, l'installation de poêles à granulés a augmenté de plus de 40 % et celle de chaudière à granulés, dopée par les aides de l'État, de 120 %. Troisième raison, le choix énergétique de certaines collectivités locales. « Celles qui utilisaient jusqu'ici les pellets comme chauffage

d'appoint veulent se passer complètement du gaz pour se chauffer à 100 % aux granulés, ce qui crée une demande à laquelle la filière a du mal à répondre », explique Éric Vial.

UNE PÉNURIE EN VUE CET HIVER ?

Il fustige surtout un surstockage chez certains particuliers. Selon les professionnels, une bulle s'est formée, rendant les prix artificiellement hauts. « Selon nos projections, nous pouvons servir la demande, qui a augmenté de 15 %. Or les ventes ont quintuplé, on ne peut pas suivre », poursuit-il. Certains distributeurs n'hésitent donc pas à doper leurs tarifs pour dissuader le surstockage. Un abus parfaitement assumé. « En France, les usines de granulés n'acceptent plus de nouveaux clients et ne réussissent plus à fournir la demande de leurs clients historiques, alerte Xavier Mahieu, PDG de l'enseigne Brazeco. La saison hivernale risque d'être très compliquée. »

Malgré cette situation, se chauffer aux granulés de bois reste, de loin, plus économique qu'à l'électricité ou au gaz. ●

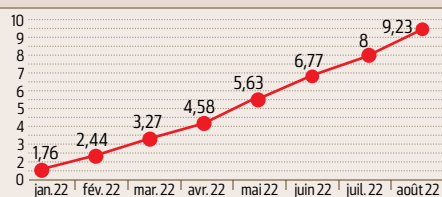
LIONEL MAUGAIN

Retrouvez la rubrique et la liste des produits de notre panier sur : www.60m.fr/panier

TOP 3 EN AOÛT 2022

Viandes surgelées	↗ +24,5 %
Pâtes alimentaires	↗ +18,3 %
Huiles	↗ +15,6 %

ÉVOLUTION DES PRIX DU PANIER



Les chiffres du mois

Notre panier a franchi les + 10 % à la rentrée scolaire, et tout indique que la hausse générale va se poursuivre, notamment celle des grandes marques, qui n'ont pas encore pu répercuter la totalité de l'augmentation de leurs matières premières et des coûts de production. En août, les eaux en bouteille de marques de distributeurs ont augmenté de 3,4 %, davantage suite à la forte demande en temps de canicule qu'au conflit ukrainien. Autre hausse opportune, l'huile d'olive de grandes marques, qui n'est pourtant concernée ni par la guerre ni par des récoltes calamiteuses, grimpe d'un coup de 2,6 %. Certaines références de notre panier reculent un peu (liquide vaisselle), se stabilisent (farine) ou augmentent peu (lessive). Mais le rayon qui a connu la plus forte hausse récente est celui des œufs, avec + 11 % en général, et près de 20 % pour les premiers prix.

Assurances

Résilier son contrat dans les règles

Pratique

À tout moment ou à date anniversaire du contrat, sans motif ou après un sinistre, avec pénalités ou sans frais... Tour d'horizon en huit points sur ce que vous devez savoir sur la résiliation d'assurance.

Puis-je résilier mon assurance auto à tout moment ?

Presque. Car attention, la résiliation à tout moment n'est possible qu'après un an, une fois le premier anniversaire du contrat passé. Ces dispositions s'appliquent aux assurances automobile, habitation, affinitaires (pour les ordinateurs, tablettes, smartphones...) et aux complémentaires santé.

À savoir : certains assureurs, les nouveaux acteurs digitaux notamment, autorisent la résiliation à tout moment, dès la souscription.

Puis-je arrêter de payer mes cotisations pour mettre fin à un contrat d'assurance ?

Absolument pas ! Interrompre le paiement de vos primes ne permet pas de résilier votre contrat. Au contraire, ce serait même la double peine : votre contrat peut être suspendu par l'assureur, c'est-à-dire que vous n'êtes plus assuré, tout en restant malgré tout redevable des primes en cours (article L. 113-3 du code des assurances) ainsi que des éventuels frais de poursuites et de recouvrement.

Mon assureur peut-il prendre l'initiative d'une résiliation ?

Oui, il peut toujours résilier votre contrat mais à l'échéance annuelle. Il doit cependant vous informer de sa volonté deux mois à l'avance. En cas de non-respect de ce délai, il est tenu de vous assurer jusqu'à l'échéance annuelle suivante (article L. 113-12 du code des assurances). Attention, il n'a pas le droit de résilier votre contrat d'assurance obligatoire de responsabilité automobile à l'échéance, sauf si le conducteur était sous l'emprise de l'alcool au moment du sinistre, ou si

L'assureur doit respecter un préavis de deux mois pour résilier.

celui-ci a été causé par une infraction au code de la route entraînant une décision judiciaire ou administrative de suspension du permis d'au moins un mois ou de son annulation.

La vente ou la donation d'un de mes biens assurés (logement, auto...) entraîne-t-elle immédiatement la résiliation de l'assurance ?

Non. C'est pourquoi mieux vaut prendre les devants en informant votre assureur de la vente ou du don de votre bien, de préférence par lettre recommandée avec avis de réception, si vous ne voulez pas être tenu au paiement des primes. S'il s'agit

Le médiateur de l'assurance en cas de litige

• **En cas de différend avec votre assureur, et si vous recevez une réponse non satisfaisante du service clients de la compagnie, n'hésitez pas à solliciter le médiateur de l'assurance. Remplissez votre dossier en ligne sur le site de la médiation d'assurance (mediation-assurance.org) ou imprimez-le et envoyez-le à : La médiation de l'assurance, TSA 50110, 75441 Paris Cedex 09.**

• **Ce dossier doit comporter le descriptif détaillé du litige, la réponse de l'assurance après votre première réclamation, les contrats concernés ainsi que tous les documents utiles au traitement de votre affaire. Prenez le temps de lire la charte du médiateur de l'assurance (mediation-assurance.org/la-charte-du-mediateur) afin de vous familiariser avec les étapes et les délais à respecter.**



d'un véhicule (voiture, scooter, moto...) ou d'un bateau (article L. 121-11 du code des assurances), le contrat est suspendu le lendemain du jour de la vente ou du don, à 0 h. Pour demander la résiliation vous devez le notifier à l'assureur par courrier, mail... Elle devient effective dix jours après réception de votre requête.

Pour d'autres cas (habitation...), l'assurance est automatiquement transférée au nouveau propriétaire (article L. 121-10 du code des assurances). La résiliation peut alors être demandée par celui-ci ou par l'assureur. Toutefois, pensez à informer votre assureur du jour de la vente pour fixer avec précision la date de fin du paiement des cotisations.

L'envoi d'un mail suffit-il pour mettre fin à mes garanties ?

En principe oui. L'article L. 113-14 du code des assurances liste les possibilités offertes aux assurés pour notifier la résiliation de leur contrat.

Elle peut être réalisée par lettre ou tout autre support durable (mail...), par déclaration au siège social ou chez le représentant de l'assureur ou à distance (application mobile, espace

L'assureur confirme par écrit votre demande de résiliation.

personnel du site de l'assureur...) lorsque l'assureur propose un tel service. Quel que soit le mode de résiliation, l'assureur doit vous confirmer par écrit la réception de la notification. La résiliation intervient un mois après sa réception par l'assureur (dix jours en cas de vente ou de donation d'un véhicule ou d'un bateau).

L'assureur peut-il m'appliquer des frais de résiliation ?

Non. Il ne peut vous réclamer ni frais ni pénalités de résiliation et doit éventuellement vous rembourser la partie de la cotisation payée d'avance correspondant à la période postérieure à la résiliation.

Ma compagnie peut-elle résilier mon assurance habitation après un dégât des eaux ?

Votre assureur peut tout à fait résilier votre contrat après un sinistre, même si cela fait quarante ans que vous êtes assuré sans jamais avoir déclaré un seul incident ! C'est son droit le plus strict à double condition toutefois. D'abord il faut que votre contrat mentionne expressément cette possibilité, dans les conditions générales. Ensuite, que votre assureur n'ait pas accepté, plus d'un mois après avoir eu connaissance du sinistre, d'en-

caisser une cotisation destinée à payer pour une période d'assurance postérieure à celle-ci.

À défaut, la résiliation serait abusive et vous pourriez la contester. La loi vous autorise à manifester votre mécontentement en résiliant tous vos contrats souscrits auprès de cet assureur dans le mois suivant la notification de la résiliation (article R. 113-12 du code des assurances).

Puis-je refuser une hausse de ma cotisation et partir ?

Oui. Une hausse survenant le plus souvent à la fin de la première année d'assurance, vous avez désormais tout loisir de résilier après cette date, à tout moment, sans avoir à vous justifier.

Toutefois, faites la distinction entre les hausses du fait de la politique commerciale de l'assureur et celles résultant de l'application d'un malus, de l'instauration d'une taxe par l'État ou encore de l'indexation de votre prime sur un indice (celui du coût de la construction en habitation, par exemple), selon les modalités prévues dans votre contrat. ●

LAURENCE OLLIVIER
Juriste : **YVAN CARINEAU**

➔ À lire la fiche pratique *La résiliation du contrat d'assurance sur inc-conso.fr*.

Arnaque à la carte bancaire

« Comment se faire rembourser ? »



Coaching

Le cas d'Héloïse B. : « Un matin, je reçois un SMS d'Ameli : ma nouvelle carte Vitale est prête. Je clique sur le lien. Pour régler les frais d'envoi de 0,60 €, je communique les données de ma carte bancaire. Vers midi, ma banque m'appelle pour me signaler que je suis victime d'une tentative de fraude. Pour faire opposition, elle m'indique que je dois d'abord valider les opérations en cours sur mon mobile. Je m'exécute. Mais très vite, je me dis que quelque chose cloche. J'appelle alors ma conseillère qui me confirme qu'il s'agit d'une arnaque. Comment puis-je récupérer mon argent ? »



Cette nouvelle forme d'arnaque est redoutable. Dans un premier temps, l'escroc dérobe vos données bancaires ou les achète sur le dark Web et, dans un second temps, il vous appelle en se faisant passer pour un employé de votre banque (technique appelée « spoofing »). Pour gagner en crédibilité, il usurpe souvent le numéro de téléphone de la banque. Parfois même, c'est le nom de votre établissement ou d'un service contentieux qui s'affiche.

L'escroc commence par vous stresser en vous informant que vous êtes victime d'une fraude puis vous rassure et vous met en confiance. Il connaît vos numéros de compte, les sommes

que vous détenez, le nom de votre conseiller... Résultat, vous faites tout ce qu'il vous dit. Vous utilisez vos codes confidentiels d'authentification pour réaliser des opérations qu'il présente comme indispensables pour sécuriser vos comptes.

Mais, en réalité, vous effectuez des achats au seul bénéfice de l'arnaqueur. C'est ce qui est arrivé à Héloïse qui, sans le savoir, a payé plus de 1 000 € des billets d'avion.

1

CONTACTEZ VITE VOTRE BANQUE

Il n'y a pas une minute à perdre. Appelez votre banquier afin de vérifier si vous êtes victime d'une

arnaque et demandez-lui, le cas échéant, la marche à suivre (opposition, courrier recommandé...). Suivant la nature de la fraude et si vous détenez ou non une assurance des moyens de paiement, il vous aiguillera. En parallèle, signalez la fraude à la carte bancaire sur le site Perceval (service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46526).

Selon Lion-Joed Char, juriste au Centre européen de la consommation (europe-consommateurs.eu) « certaines banques acceptent d'annuler la transaction et de rembourser le montant au consommateur victime de spoofing ». D'où l'importance, précise-t-il, « d'informer votre banque dans les meilleurs délais ».

Prévention toute !

• **La seule solution pour lutter contre les arnaques à la carte bancaire** consiste à éviter de tomber dans les griffes des escrocs Web 2.0. Extrêmement talentueux, ils parviennent à embobiner même les plus avertis. Voici les trois interdits absolus.

• **Ne faites pas confiance à une personne** qui se présente au téléphone ou par mail comme votre banquier, même si elle sait tout de vos finances.

• **Ne communiquez pas vos données bancaires**

par mail, sms ou téléphone. Quel que soit le motif (opposition, fraude...) votre banquier ne vous réclamera jamais ces informations.

• **Ne confirmez pas ou n'annulez pas une opération** dont vous n'êtes pas l'auteur : ajout de bénéficiaire de virement, paiement par carte, validation avec votre code d'authentification...

• **Par prudence vous pouvez aussi, via votre application bancaire,**

activer/désactiver les fonctions de paiement en ligne et/ou à l'étranger de votre carte bancaire et limiter les plafonds de retraits et de dépenses.

• **Autre tactique qui a fait ses preuves, soufflée par Lion-Joed Char :** « *Ouvrir un compte bancaire à part, sans découvert autorisé ni crédit adossé, sur lequel vous laisseriez juste le strict minimum dont vous avez besoin.* » En cas d'arnaque, les dégâts seront ainsi limités.

com/chargeback-reason-codes/visa/) et MasterCard (<https://chargebacks911.com/chargeback-reason-codes/mastercard/>). Si elle ne connaît pas le système, vous pouvez aussi adresser à votre banque une copie de l'article du site du ministère de l'Économie (economie.gouv.fr/cedef/chargeback-retrofacturation). Autre conseil, déposer plainte contre X pour usurpation d'identité et/ou escroquerie afin de tenter de retrouver le ou les auteurs des faits.

5 ENTOUREZ-VOUS D'ALLIÉS

Dans cette bataille du pot de terre contre le pot de fer, mieux vaut vous entourer d'alliés. Contactez votre assureur responsabilité juridique et rapprochez-vous d'une association de consommateurs. Ils vous aideront pour essayer d'obtenir gain de cause. Si vos démarches auprès de la banque restent vaines, vous pourrez saisir le médiateur de la banque. Mais, ne vous bercez pas trop d'illusions. Ses avis semblent parfois plus voués à préserver les intérêts des établissements que ceux des consommateurs. En dernier recours, vous restez toujours libre d'aller en justice. ●

LAURENCE OLLIVIER

Juriste : CORINNE LAMOSSIÈRE-POUVREAU

➔ Lire la fiche juridique Comment se protéger contre les arnaques sur le site de l'Institut national de la consommation (inc-conso.fr)

2 RENSEIGNEZ-VOUS SUR VOS DROITS

En cas d'opération non autorisée réalisée avec votre carte bancaire, le code monétaire et financier prévoit que la banque vous rembourse immédiatement, au plus tard un jour ouvré après en avoir été informée. Sauf si elle démontre que vous avez commis une négligence grave (article L. 133-18 et suivants). Dans le cas de notre lectrice, elle a validé les opérations abusives en saisissant son code d'authentification sur son mobile. Pour la banque contactée, « il ne s'agit pas d'une fraude à la carte bancaire mais d'une escroquerie. » Elle ajoute que « la cliente a fait preuve de négligence et d'un manque de vigilance, qui a conduit à cette situation, dont la banque ne peut être tenue responsable. » En conséquence, elle refuse catégoriquement de rembourser.

3 NE BAISSÉZ PAS LES BRAS

Ce n'est pas parce que la banque refuse de vous rembourser que vous devez renoncer à tout recours. Primo, même lorsque la loi l'y oblige, elle traîne souvent des pieds, comme a pu l'observer l'UFC-Que Choisir sur

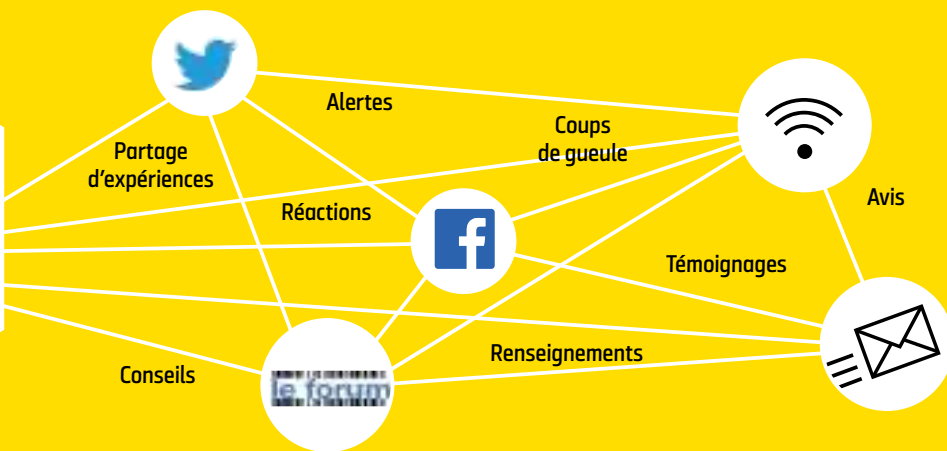
4 300 signalements de refus de remboursement enregistrés entre 2019 et 2022. Face à l'ampleur du phénomène, l'association a décidé de porter plainte pour pratiques commerciales trompeuses contre douze établissements bancaires, et appelle à renforcer le cadre législatif pour garantir l'effectivité du droit au remboursement des victimes de fraude bancaire. Secundo, il existe parfois d'autres recours à activer pour tenter de récupérer votre argent.

4 FAITES ACTIVER LE CHARGEBACK

Très peu connu en France et rarement mis en avant par les banques, ce dispositif, également appelé rétrofacturation, permet à ceux qui peuvent en bénéficier (info à vérifier dans le contrat de votre carte bancaire), de demander l'annulation d'une opération réalisée par carte bancaire auprès d'un professionnel en cas de fraude avérée, de faillite, de produit non reçu... « Pour faciliter au maximum le travail de votre banque, recommande Lion-Joed Char, mieux vaut préciser le code de chargeback correspondant à votre situation. » Il est à rechercher sur les sites (en anglais) pour Visa (<https://chargebacks911.com>)

À retenir

- Restez sur vos gardes. Personne n'est à l'abri des arnaques bancaires.
- Faites-vous accompagner au maximum dans vos démarches.
- Ne vous laissez pas endormir par le refus de remboursement de la banque. Contestez, écrivez, saisissez le médiateur et, au besoin, la justice.
- Tentez de faire fonctionner le système du chargeback pour être remboursé.



À 60 millions, on est plus forts !

Cette rubrique est composée de lettres choisies parmi les milliers de messages que nous recevons chaque mois par voie postale, électronique ou via les réseaux sociaux. Notre sélection reflète les problèmes les plus fréquents que vous rencontrez. Pour plus d'informations et de conseils, consultez notre site www.60millions-mag.com ou une association de consommateurs (adresses page 34).

Ça déraile !

Grégory B., par courriel

Être à quai pour suivre le retard du train

J'avais un billet pour le train 8827, au départ de Paris Montparnasse, à 21 h 52 le 26 juin. À 20 h 30, j'ai reçu un SMS m'informant que ce train partirait avec 35 min de retard. Je dînais à côté de la gare et, ayant été informé du retard, je ne suis arrivé à la gare qu'à 22 heures. J'ai alors constaté que le train n'était plus affiché. Et pour cause, il était parti ! Je me suis rendu aussitôt à la boutique SNCF où l'on m'a rétorqué avec rudesse que j'aurais dû me présenter à la gare à l'heure normale du départ pour suivre l'évolution du retard ! Et que je devais racheter, à mes frais, un billet et trouver une solution de logement ! Rien, dans le SMS, ne m'informait que je ne devais pas prendre le message au sérieux ni que je devais me présenter à la gare ! De nombreux voyageurs se sont retrouvés dans la même situation.

Il fallait copier les DVD Laure P., par courriel

Des films perdus avec la résiliation

Ancienne cliente Orange, j'avais acheté des films sur le service de VOD (au même prix que des DVD) à télécharger via le lecteur VOD Orange. Suite à un problème d'ordinateur, je n'ai pas réussi à faire de copie numérique. Quand j'ai résilié mon abonnement, j'ai perdu l'intégralité de ces achats, soit quatorze films – l'accès au lecteur VOD étant, lui aussi, bloqué. Je trouve que cela devrait être mieux spécifié.



LA RÉPONSE DE LA RÉDACTION

Les achats téléchargés sur le lecteur VOD ne sont effectivement lisibles que si le consommateur est client d'Orange. Dès lors qu'il résilie son contrat, il perd son accès à tous les services, y compris tout ce qui concerne la VOD. Cela est précisé dans l'article 6.6 des conditions générales. Orange permet néanmoins à ses abonnés d'effectuer une copie numérique du contenu acheté et téléchargé. Il précise, par ailleurs, que si le client n'effectue pas cette copie avant la résiliation, il perd la possibilité de la faire, une fois le contrat résilié (article 6.2.4) Il lui sera donc impossible de regarder les films bien qu'il les ait achetés.



ILLUSTRATEUR : DOMINIQUE GOUBELLE

Faudrait mettre les gaz... Pierre G., par courriel

Des cartouches à recycler en attente !

Je possède des cartouches de gaz pleines de la marque Carrefour et d'autres de la marque Camping gaz (pour réchaud ou lampe à gaz). Je ne m'en sers plus depuis au moins quinze ans. Carrefour ne veut pas me les reprendre. Sont-ils en droit ou en tort ? À qui les donner pour s'en débarrasser ?

60 LA RÉPONSE DE LA RÉDACTION

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la loi impose aux grandes surfaces de reprendre ces cartouches de gaz non rechargeables. Sauf si la surface de vente qu'ils consacrent à ce type de produits est inférieure à 1 m² (articles L. 541-10-8 et R. 541-160 du code de l'environnement). Cependant, le dispositif n'est pas encore déployé. Citeo, l'organisme en charge d'organiser la collecte, travaille actuellement à la conception d'un projet pilote : « Des inconnues subsistent quant au taux de retour, l'état des cartouches de gaz retournées et les erreurs de tri. Cela pourrait avoir une incidence

sur les conditions de stockage, de transport et de traitement, d'où notre prudence sur la conception et la mise en place de ce dispositif. »

Les enseignements de cette expérimentation devraient être connus d'ici la fin de l'année 2022. À terme, les distributeurs seront donc obligés de reprendre les cartouches usagées sans frais et sans obligation pour le client de racheter le même produit. Pour le moment, Citeo prévoit que ne soient reprises que les cartouches vides.

« Toutefois, si l'intégrité des cartouches est garantie (si la cartouche ne fuit pas, n'est pas corrodée ni mécaniquement dégradée), les cartouches, même



non vides, pourront être déposées en magasin », explique l'organisme. Si votre cartouche est abîmée, vous devrez la vider jusqu'au

bout afin d'éviter de futures fuites de gaz qui pourraient s'avérer dangereuses dans un bac contenant de nombreuses autres cartouches.



Laissez-nous nous séparer

24 heures pour ouvrir un compte commun, six mois pour le fermer...

Je me suis séparée de mon conjoint et nous essayons de fermer notre compte commun depuis décembre dernier. Le 30 juin, le compte est toujours ouvert. Soit la banque en ligne ne réagit pas, soit elle justifie son inaction par des raisons quelque peu lunaires et sans rapport avec l'objet de notre demande : « Votre conjoint a un autre compte chez nous, il doit le fermer », ou « votre conjoint souhaite ouvrir un autre compte, mais nous ne parvenons pas à le joindre », soit elle réclame des documents déjà fournis ! En juillet, Boursorama m'informe enfin que le compte est « en cours de clôture... » mais ça prendra 30 à 31 jours !

Y a qu'à demander Mimita Mimita par Facebook

Quel DPE pour un locataire ?

Nous louons un logement et nous n'avons reçu qu'un diagnostic de performance énergétique (DPE) ancienne version. Comment savoir dans quelle classe énergétique nous sommes ?

60 LA RÉPONSE DE LA RÉDACTION

Les nouveaux et les anciens diagnostics de performance énergétique (DPE) vont coexister pendant un certain temps. Ils ont, en principe, une durée de validité de dix ans mais cette durée a été réduite pour permettre progressivement de n'avoir que les nouveaux DPE en circulation. Les diagnostics réalisés entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2017 sont valides jusqu'au 31 décembre 2022 ; ceux réalisés entre le 1^{er} janvier 2018 et le 30 juin 2021 le sont jusqu'au 31 décembre 2024. Si un locataire souhaite connaître la nouvelle classe énergétique de son logement, plusieurs options s'offrent à lui. Soit il demande à son bailleur la réalisation d'un DPE, mais ce dernier n'est pas obligé d'accepter. Soit il attend le prochain renouvellement de son bail. En effet, l'article 3-3 de la loi de 1989 précise qu'un DPE doit être remis à chaque renouvellement de bail dans le dossier de diagnostic technique. Mais il peut aussi prendre l'initiative de le demander lui-même. Dans ce cas, des coûts seront à sa charge

Chat et chien s'abstenir Philippe F., par courriel

L'effet répulsif de l'anti-limaces plaît aux moineaux

J'ai un paquet de granulés anti-limaces Ferramol utilisable en jardin bio et j'ai traité selon les prescriptions de la boîte. J'ai vu, malgré les indications de « l'effet répulsif », des moineaux qui se délectaient des granulés. Parallèlement, j'ai remarqué que ces moineaux buvaient beaucoup d'eau dans l'abreuvoir mis à leur disposition. Existe-t-il un risque pour ces oiseaux ? Avez-vous déjà eu ce constat par un autre utilisateur de Ferramol ?

60 LA RÉPONSE DE LA RÉDACTION

« Il n'y a pas de toxicité avérée sur les oiseaux », ont répondu unanimement la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), le Centre antipoison animal et environnemental (Capae) et le Centre national d'informations toxicologiques vétérinaires (CNITV). Cependant, il y a bel et

bien un risque de contamination rapporté pour les chats et les chiens. « Le fer contenu dans ce produit anti-limaces entraîne des intoxications digestives chez les carnivores lorsqu'il est consommé à forte dose, c'est-à-dire quand une bonne partie du paquet est ingérée », explique le CNITV. « L'effet répulsif n'est pas efficace



à 100 % », nous confirme le CNITV, d'où le fait que certains moineaux puissent ingérer ce produit, sans risque de létalité. Si vous constatez un comportement anormal chez

un animal après ingestion, vous pouvez contacter le Capae ou le CNITV. Quant à Neudorff, la société qui commercialise le produit, nous l'avons contactée. Mais elle n'a pas répondu...

Gaspillage Floriane G., par Facebook

Une chancelière qui l'a fait chanceler

J'ai acheté une chancelière pour poussette de marque Babylux dont la fermeture s'est cassée très rapidement. J'ai fait jouer la garantie. L'entreprise a accepté d'en envoyer une nouvelle à la condition que je détruise l'ancienne et que je lui en fournisse la preuve avec des photos. J'ai fait part de mon intention de la donner à une association qui pourrait la réparer, mais la société ne veut rien entendre. Est-ce permis ? C'est vraiment du gaspillage !

60 LA RÉPONSE DE LA RÉDACTION Un vendeur a le droit de récupérer un bien défectueux dans le cadre de la mise en œuvre d'une garantie, qu'elle soit commerciale ou légale. Mais la plupart du temps, les professionnels estiment que récupérer la marchandise coûte trop cher, ils n'en demandent donc pas la restitution. Mais l'on est en droit de s'interroger sur l'obstination de cette entreprise de voir la marchandise détruite alors même qu'elle a accepté de faire jouer la garantie et a donc estimé qu'elle était défectueuse.



Réclamation Thérèse L., par courriel

Une valise qui se fait la malle

Au mois de mai, j'ai effectué un déplacement en avion de Figari à Nantes avec la société EasyJet. J'ai récupéré ma valise défoncée. J'ai fait une réclamation au comptoir de l'aéroport puis, comme demandé, j'ai envoyé un mail de confirmation avec photos de ma valise et références du vol. J'ai reçu un lien pour un choix de valise de remplacement. Depuis, plus de nouvelles !

Choisissez le 2 Fatiha L. par courriel

C'est quoi cette bouteille de lait ?

J'ai acheté des bouteilles de lait UHT. Sur le fond de la bouteille, un « 2 » est gravé à l'intérieur d'un petit triangle. Quelle est la signification de ce chiffre ?

60 LA RÉPONSE DE LA RÉDACTION Ce chiffre indique le type de plastique utilisé. Le « 2 » signifie qu'il s'agit de PEHD (polyéthylène haute densité), un plastique recyclable, non toxique et à l'aspect légèrement grumeleux. En revanche, les bouteilles de lait bien blanches, lisses et brillantes sont marquées du chiffre 1 et sont fabriquées en PET (Polytéréphthalate

d'éthylène) opaque, un plastique non recyclable et dont l'innocuité pose question, car il peut laisser migrer quelques molécules indésirables (traces de trioxyde d'antimoine). Il faut donc privilégier les bouteilles en PEHD (« 2 »), mais qui, hélas, ne sont pas les plus nombreuses, car de nombreux distributeurs vendent leur lait, bio compris, dans des bouteilles en PET, bien moins chères !

Discrimination Ce courrier a été adressé à la rédaction au nom d'une personne ne sachant ni lire ni écrire

Pouvoir lire les CGV n'est pas indispensable

Lorsque j'ai acheté une télé, on m'a donné une facture et quinze pages de conditions générales de vente (CGV) que je ne peux déchiffrer. Le vendeur doit-il m'en faire la lecture ou, puisqu'il y a impossibilité d'informer le client, est-il en droit de refuser la vente ?

60 LA RÉPONSE DE LA RÉDACTION

Le législateur n'a malheureusement rien spécifié pour les consommateurs en situation d'illettrisme. Ainsi l'article L. 111-1 du code de la consommation prévoit que les informations soient fournies de « *manière lisible et compréhensible* » avant la conclusion du contrat. Il se base sur un consommateur "moyen" et semble ignorer celui qui ne maîtrise pas la lecture.

En revanche le refus de vente est interdit, « *sauf motif légitime* ». Au regard de l'esprit du texte, il ne semble pas que ce refus puisse être invoqué par le vendeur pour illettrisme. D'abord parce qu'il n'en a pas forcément connaissance, ensuite parce qu'il lui est toujours possible d'exposer oralement le prix et toutes conditions particulières nécessaires à connaître. Les textes officiels peuvent donc sanctionner l'absence d'informations données, mais pas la non-compréhension par le consommateur.

« »

Éric Grandjean/
40 Vielle-Saint-Girons
Le post du mois

Quelle méfiance !

Au prétexte qu'il ne correspond pas à mon profil comportemental habituel, la Banque postale a rejeté un achat en ligne de 1500 €. J'ai passé une heure sur un serveur payant pour faire débloquer cette sécurité... pour quatre jours seulement !

Ça bloque Laure T., par courriel

Un fatal changement de mot de passe

Ma messagerie est hébergée à laposte.net et j'y stocke tous mes documents. Récemment, un changement de mot de passe a été imposé, avec un code à recevoir sur une adresse mail annexe. Sauf que cette deuxième messagerie est aussi liée à laposte.net, donc impossible de réinitialiser le mot de passe... et impossible d'accéder aux mails. Que faire ?

60 LA RÉPONSE DE LA RÉDACTION

Laposte.net a mis en place un service en ligne qui répond aux problèmes de messagerie. Pour cela, il faut se connecter à aide.laposte.net/form, sélectionner la demande de votre choix et détailler le problème rencontré. À la fin du questionnaire, il faut renseigner une autre adresse mail pour avoir une réponse. Si vous n'avez pas d'autre messagerie, cliquez sur le lien en dessous pour renseigner vos coordonnées postales.

« Ce type de problème a déjà été rencontré et il se résout facilement, affirme Patrice Lemonier, responsable des relations médias pour La Poste. Le service clients a été récemment renforcé pour répondre aux demandes concernant les boîtes mails. » Pour rappel, en mai, les utilisateurs des services mails de La Poste s'étaient retrouvés coincés en raison de problèmes de sécurité. Depuis, laposte.net a décidé de renforcer la sécurité de ses services en imposant un changement régulier de mots de passe.



- Vous recherchez des conseils.
- Vous avez subi un préjudice.
- Vous êtes victime d'une arnaque.
- Vous souhaitez réagir à un article.
- Ça vous choque, ça vous agace.
- Vous voulez lancer une alerte.

60
millions
de consommateurs

Devenez consom'acteur : racontez-vous, écrivez-nous !

Le Polaris, 76, avenue Pierre Brossolette, CS10037, 92240 Malakoff **ou** redactionweb@inc60.fr



LA FLÈCHE DE MADAME 60

Chaque mois, Madame 60 évoque sa vie, ses humeurs, pointe les situations absurdes et n'hésite pas à cibler les responsables de ses galères de consommatrice.

Ignorance crasse

Mes hérons cendrés, je vous avais déjà raconté comment Vanish révélait les taches invisibles sur ses moquettes, ce qui minait un peu le moral quand on croyait avoir tout nettoyé. Dans la même série, je veux vous parler du Dyson DVS V15 Detect, un aspirateur à 600 €.

Son point fort, c'est notre point faible. Il va mettre en évidence les poussières qu'on ne voit pas, pauvre de nous avec notre vue basse. « Un laser à angle précis révèle la poussière invisible sur les sols durs, pour qu'aucune poussière ne vous échappe », explique la publicité. Impitoyable. Comme si la poussière visible ne suffisait pas à remplir notre fastidieuse tâche ménagère, Dyson en rajoute donc avec ses détritrus insoupçonnables. Cela devrait nous réjouir, mais pas moi.

L'engin est armé d'une brosse qui permet d'éclairer le poil de chat ou de mec afin qu'il nous saute aux yeux. C'est agréable. Dans le faisceau de cette brosse, les résidus scintillent, leur présence devient soudain odieuse, alors qu'on vivait avec eux sans le savoir depuis des mois.

Il existait déjà des aspirateurs équipés d'une rangée de petites lampes LED. Mais elles éclairent les immondices qu'on peut déjà voir à l'œil nu, affirme Dyson. Alors que là, on découvre les déchets les plus fourbes, ceux qui squattent notre intérieur de manière mesquine, pour finir par en faire un ramassis dégoûtant alors que tout paraît nickel.

Mais ce n'est pas tout. « Un capteur évalue en continu les particules de poussière afin d'augmenter la puissance d'aspiration si nécessaire », assène l'argumentaire commercial. Donc si on entend l'aspi vrombir, c'est qu'il chevauche un

monceau de petites choses rebutantes. En revanche, s'il garde le silence, félicitations, pas de saletés invisibles chez vous.

J'imagine une conversation entre ménagères équipées : « Je suis contente, mon Dyson n'a pas monté le ton ce matin dans la salle de séjour.

- Ah t'as de la chance, moi, il était assourdissant dans la chambre de mon fils dimanche après le foot. Et je ne te dis même pas la dépense en électricité en plus. »



Oui à la propreté, mais non à la traque sans fin de la saleté.



Autre innovation de cet appareil extraordinairement déprimant, « l'écran LCD montre ce qui a été aspiré, fournissant la preuve scientifique en temps réel d'un nettoyage en profondeur efficace ».

« Regarde le niveau dans sa chambre ce matin. Je l'ai prévenu : au-dessus du quatrième trait du Dyson, je limite les écrans.

- Ah oui, il exagère ton fils. Dans ma salle de séjour, le niveau a beaucoup baissé depuis que j'oblige le chat à faire sa toilette dans le jardin. »

Bon, j'exagère un poil, mais tout ça pour vous dire que l'obsession du propre m'a toujours effrayée, autant que la vie dans un environnement malsain. Oui à la propreté, mais non à la traque sans fin de la saleté.

Ça fait quelques jours que j'ai mis des fleurs dans mon vase sur la table de la salle de séjour. Eh bien Alex, à qui j'ai raconté tout ça, m'a demandé combien il y avait à mon avis de bactéries dans mon vase. Une centaine, ai-je avancé à tout hasard. Pas tout à fait, maman, une centaine de milliers de milliards. Et il est allé au foot. ●

Par courrier : 60 Millions de consommateurs, Madame 60, Le Polaris, 76 avenue Pierre Brossolette, CS. 10037, 92240 Malakoff. Par courriel : redactionweb@inc60.fr

60 SECONDES POUR RETENIR L'ESSENTIEL

Le système D

Rouler au superéthanol pour diviser par deux sa facture à la pompe, c'est simple grâce à un boîtier à installer dans son moteur... À condition d'avoir un véhicule compatible. *p. 44*

La mise en garde

Trop de sucres dans nos produits du petit déjeuner et du goûter, notamment des sucres cachés, c'est le constat de notre test sur une cinquantaine de produits. *p. 19*

Le business juteux

Un coaching en visio à 547 €, des tests de détection à 350 €, un forfait de consultations à plus de 2 000 €... les pseudos spécialistes du haut potentiel intellectuel (HPI) ont la main lourde. *p. 26*



La surfacturation

Certaines auto-écoles facturent plus cher l'épreuve du permis de conduire à ceux qui le financent avec leur compte personnel de formation (CPF). Et cela, sans justification sérieuse. *p. 42*



La mention spéciale 16/20

BOSCH Unlimited Gen 2 serie B Pratique, efficace et moins bruyant que ses concurrents, c'est l'aspirateur balai qui a le mieux relevé tous nos défis. *p. 35*



L'insatisfaction

Nos 19 enquêteurs mystère ont été envoyés dans des grandes enseignes d'audioprothésistes. La plupart des 69 devis récoltés pour des aides auditives ne sont pas satisfaisants. *p. 8*



Le chiffre marquant 5 millions

C'est le nombre de logements énergivores qui seront retirés de la location, selon le ministère du Logement, et dont les prix baisseront automatiquement. *p. 54*

C'est pas le pied

Négligés, malmenés, oubliés... nos pieds sont sujets à de nombreux maux souvent expédiés par-dessus la jambe ou que l'on soigne mal. *p. 30*



Le rebond

Impossible d'installer une chaudière au fioul depuis le 1^{er} juillet, sauf si celle-ci fonctionne au F30, un fioul composé à 30 % de colza. *p. 50*

Prochain numéro le 27 octobre

Ne manquez pas notre hors-série



Achat en ligne

CLIQUEZ ICI

Actuellement en kiosque et en version numérique
sur www.60millions-mag.com et sur tablettes

L 13980 - 584 - F: 4,80 € - RD

